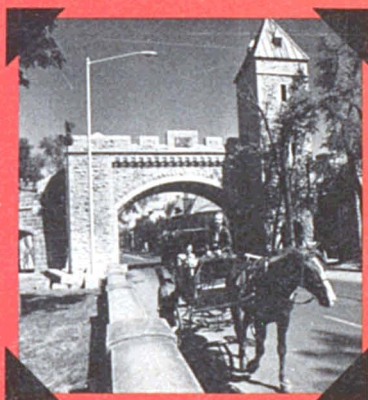
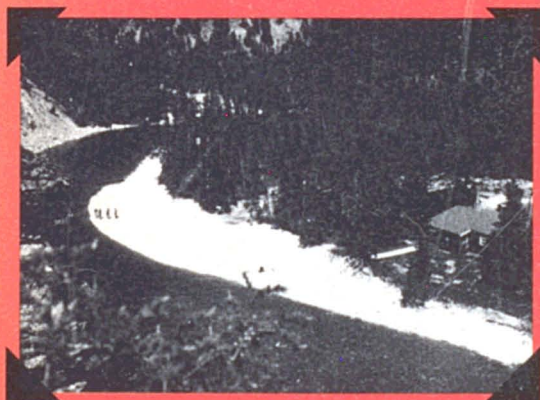
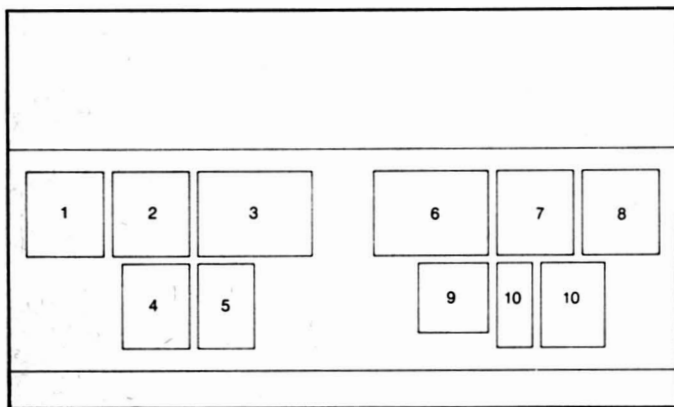


Rapport annuel 1975-76

Ministère du Tourisme,
de la Chasse et de la Pêche



Gouvernement du Québec
Ministère du Tourisme,
de la Chasse et de la Pêche



- 1 Parc des Laurentides — ski de fond
- 2 Joie de vivre au mont Orford
- 3 Vacances-familles à Saint-Irénée
- 4 Presbytère de Deschambault
- 5 Chasse au faisan à Rimouski
- 6 Pêche dans le parc Mistassini
- 7 La porte Saint-Louis dans le vieux Québec
- 8 La glissade près du Château Frontenac
- 9 Parc Mistassini
- 10 La chasse aux oies blanches

Rapport annuel 1975-76

Ministère du Tourisme
de la Chasse et de la Pêche



Gouvernement du Québec
**Ministère du Tourisme
de la Chasse et de la Pêche**

Sommaire

Conseil du Tourisme
Conseil de la Faune

I. Direction générale du Tourisme, 9

Services des renseignements touristiques, 11
Service de la commercialisation, 40
Service de l'hôtellerie, 57
Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec, 65
Service des agents de voyages, 76

II. Direction générale des parcs, de la chasse et de la pêche, 79

Service de l'exploitation des parcs, 81
Parc du Mont Ste-Anne, 110
Service des établissements, 114
Aquarium de Québec, 117
Jardin zoologique de Québec, 121
Île d'Anticosti, 125
Service de l'aménagement de la faune, 128
Service de la recherche biologique, 144
Service des stations piscicoles, 155
Service de la conservation de la faune, 163
Service des locations de droits de chasse et pêche, 168
Division de l'éducation et de la sécurité, 174

III. Service général de recherche et de développement, 191

Service de la coordination, 193
Service du génie, 195
Service de la recherche, 198
Service de la planification, 202

IV. Service général de la gestion, 205

Service d'organisation et méthodes, 206
Service du budget, 211
Service de la vérification interne, 212
Service du personnel, 213
Services auxiliaires, 215

V. Autres services administratifs, 221

Service de l'information, 222
Service juridique, 223

VI. Subventions, 229

VII. Budget 1975-76, 237

Cabinet du ministre
du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche,
Gouvernement du Québec.

Monsieur Jean-Noël Lavoie
Président de l'Assemblée Nationale
Hôtel du Gouvernement
Québec

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous présenter le rapport du ministère du Tourisme,
de la Chasse et de la Pêche pour l'exercice financier 1975/76.

Veillez agréer,
monsieur le Président,
l'hommage de mon profond respect.

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Claude Simard'. The signature is fluid and cursive, with a large, sweeping flourish at the end.

Claude Simard

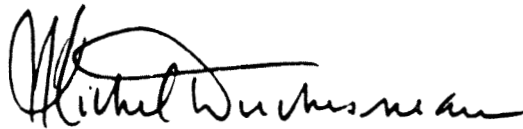
Cabinet du sous-ministre
du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche
Gouvernement du Québec.

Monsieur Claude Simard,
Ministère du Tourisme,
de la Chasse et de la Pêche,
Hôtel du Gouvernement,
Québec.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous présenter le rapport du ministère du Tourisme,
de la Chasse et de la Pêche pour l'exercice financier 1975/76.

Veuillez agréer, monsieur, le Ministre,
l'expression de mes sentiments respectueux.

A handwritten signature in black ink, appearing to read "Michel Duchesneau". The signature is fluid and cursive, with a large initial "M" and a long horizontal stroke extending across the middle of the name.

Michel Duchesneau

Direction générale du tourisme

Service des renseignements touristiques

Service de la commercialisation

Service de l'hôtellerie

Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec

Service des agents de voyages

Service des renseignements touristiques

Objectifs Le Service des renseignements touristiques a pour rôle essentiel de fournir à la clientèle l'information et la documentation nécessaires pour l'inciter à venir au Québec, ou pour faciliter et prolonger son séjour si elle s'y trouve déjà. Le Service oeuvre aussi bien auprès des touristes de l'étranger et des autres provinces, qu'auprès des Québécois qui désirent visiter leur territoire. Son action, décrite par ordre chronologique, comporte principalement: la rédaction et la diffusion d'imprimés et de reportages touristiques; la création et la distribution de photographies pour les illustrer; l'envoi de renseignements et de documentation par la poste; enfin, l'accueil des visiteurs.



Le Centre d'accueil de la rue Sainte-Anne à Québec.

Réalisations et fonctionnement

1. La rédaction

La Division de la rédaction du Service des renseignements touristiques réalise la cueillette et la classification des données qu'elle utilise ensuite pour la rédaction, la refonte ou la mise à jour de la plupart des brochures, répertoires et dépliants du ministère. Les recherches se font principalement par des tournées dans les régions touristiques, ou par consultation d'organismes locaux ou sectoriels (municipalités, associations, Offices de développement, d'aménagement, de tourisme, Sociétés historiques, etc.), au moyen d'envois de questionnaires, de lettres ou d'appels téléphoniques.

Les répertoires sont mis à jour et republiés chaque année, tels «Golf Québec, Navigation de plaisance, Ponts couverts, Ski Québec, Ski de fond et raquette au Québec». Le calendrier «Éphémérides» est imprimé quatre fois par année et distribué au début de chaque saison. Certains répertoires, sous la responsabilité d'autres services du ministère, sont rédigés en étroite collaboration avec le Service des renseignements touristiques: «Hôtels du Québec, Camping Québec, Activités et tarifs, Parcs du Québec, Pourvoyeurs en chasse et pêche».

Le «Travel Trade Manual», répertoire en langue anglaise destiné aux agents de voyages nord-américains, dont la première édition avait été préparée par le Service de la commercialisation du ministère, a été mis à jour pour la deuxième fois par notre Service. Les brochures régionales «Montréal et ses environs, Sud du Québec, Laurentides-Outaouais» et le dépliant «Îles-de-la-Madeleine» ont été remaniés, tandis que «Bas Saint-Laurent — Gaspésie, Saguenay — Lac-Saint-Jean, Beaupré — Charlevoix — Côte-Nord, Québec et ses environs, Chemin du Roy — Mauricie, Nord-Ouest du Québec et La Route des pionniers» ont été remises à jour. Pour la première fois en 1975, une brochure spéciale sur la Beauce a été réalisée par la Division de la rédaction.

La Division de la rédaction est également chargée de la préparation de reportages touristiques français et anglais distribués à plus de 700 média nord-américains, ainsi qu'aux bureaux et délégations du Québec à l'étranger. En 1975, douze (12) reportages touristiques français et onze (11) anglais ont été produits.

De plus, une aide technique est accordée à certaines personnes ou entités du ministère et de l'extérieur: remaniement, correction, traduction de règlements, annonces et autres textes spéciaux; recherche pour journalistes étrangers; critique de publications touristiques venant d'autres organismes; préparation d'une session de formation pour les préposés à l'accueil surnuméraires ou destinés aux kiosques saisonniers du ministère et d'organismes détenteurs d'un permis de renseignements touristiques.

2. La photothèque

La photothèque du Service possède un nombre imposant de diapositives couleurs et de photographies en noir et blanc qui sont directement ou indirectement utilisées à des fins de promotion touristique. Elles servent notamment à illustrer les annonces et publications du ministère; — faire des présentations audio-visuelles aux visiteurs des Salons de tourisme, auprès des grossistes en voyages, organisateurs de congrès, de la clientèle des parcs du ministère (en particulier sur les terrains de camping) ou des autres intéressés; — à illustrer des reportages touristiques qui sont expédiés régulièrement à 725 périodiques; — à répondre aux demandes spéciales reçues de la part des maisons d'édition et des média de tous genres (journaux, revues, postes de télévision); — à illustrer des présentations sur le Québec devant divers auditoires.

Les diapositives couleurs sont généralement prêtées et doivent, dans la plupart des cas, être retournées; les photographies en noir et blanc sont données. Quelques institutions, organismes et maisons d'édition de montages audio-visuels ont emprunté des diapositives originales et les ont copiées pour les inclure dans leurs séries de documents éducatifs qui sont largement diffusées dans les écoles des États-Unis et du Canada. Il en va de même avec les photographies qui sont publiées dans les grands périodiques lus par des millions de personnes à travers le monde.

La photothèque possède actuellement 20 000 sujets originaux (couleurs, noir et blanc), disponibles en un nombre total de 240 000 exemplaires. Son rythme de croissance est d'environ 10% par année. Le tableau ci-après donne une idée de l'activité de la photothèque au cours de l'exercice 1975-76.

Tableau I
1975/76

Destinataires	Prêts de diapositives couleurs		Totaux Couleurs	Dons de photos noir et blanc	Totaux Couleurs & n. & bl.
	35 mm	Grands formats			
Journaux		20	20	8 087	8 107
Revue		409	409	1 532	1 941
Maisons d'édition		131	131	672	803
Postes de télévision	154		154	59	213
Pigistes		3	3	135	138
Organismes gouvernementaux	1 412	1 077	2 489	1 500	3 989
Agences de publicité	46	241	287	800	1 087
Autres	6 289	1 030	7 319	468	7 787
Grands totaux	7 901	2 911	10 812	13 253	24 065

Augmentation sur 1973/74: 3 251 ou 11,4% —
Diminution par rapport à 1974/75: 3 985 ou 14,1%

3. La correspondance

La Division de la correspondance répond à toutes les demandes de renseignements qui lui arrivent sous formes de lettres personnelles ou de coupons-réponses émanant de campagnes publicitaires (hiver, chasse, pêche, été, voyages de noces, intra-Québec, ODEQ, Route des pionniers, etc.), aux demandes de lecteurs transmises par l'Office de tourisme du Canada, d'autres organismes touristiques et de diverses revues. Le personnel de la Division examine avec soin chaque demande de renseignements et y répond individuellement au moyen de lettres et/ou d'envois de publications touristiques. Des séries de lettres individuelles sont aussi expédiées avec ou sans publications, à des groupes de destinataires, les invitant à venir participer à une rencontre, une activité ou une manifestation tenue au Québec.

De fréquentes expéditions massives de publications sont aussi préparées sur demande ou à l'occasion de rééditions aux différents bureaux touristiques du Québec et de l'étranger et, un peu partout à travers le monde à des organismes gouvernementaux (consulats, ambassades), agences et clubs de voyages, sociétés de transport-voyageurs, institutions et groupes, clubs automobile, qui les distribuent individuellement à leurs membres ou à leur clientèle respective. Les publications du ministère sont également redistribuées par les délégations du Québec à Paris, Bruxelles, Londres, New York, Boston, Chicago, Dallas, Los Angeles, Lafayette, Milan, Dusseldorf, Tokyo et le bureau du Québec à Toronto.

Le système d'informatique garde en mémoire les noms et adresses des correspondants ainsi que la nature des envois qui leur ont été faits, pour fins de relance et pour compilation de statistiques qui permettent d'en retracer la provenance ou d'évaluer en tout temps le rendement de chaque insertion ou campagne publicitaire.

Parmi les trois tableaux qui suivent, deux fournissent des statistiques sur les envois de renseignements par la poste, et un sur la distribution des publications touristiques du ministère en 1975.

Tableau II
Renseignements expédiés par la poste
Tableau comparatif des cinq dernières années

Années	Origine des demandes						Envois du bureau de Montréal	Envois du bureau de New York	Totaux
	Lettres personnelles envoyées	Lettres	Coupons-réponses	Noms transmis par l'O.T.C.*	Noms transmis par des revues				
1975	21 323	80 191	57 987	12 035	45 304	10 414	14 770	242 024	
1974	22 356	83 018	51 643	10 927	15 642	9 027	11 517	204 130	
1973	25 098	88 518	146 734	12 821	36 313	9 524	9 970	328 978	
1972	18 205	73 494	151 547	10 615	34 024	6 052	20 319	314 256	
1971	18 941	60 844	44 125	12 858	39 139	3 889	14 201	193 997	
Totaux	105 923	386 065	452 036	59 256	170 422	38 906	70 777	1 283 385	

* Office du Tourisme du Canada

Tableau III
Renseignements expédiés par la poste

	1975												Totaux
	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	
Lettres personnelles envoyées	2 042	5 092	2 675	2 021	1 578	1 706	2 225	1 319	851	780	578	456	21 323
Demandes reçues par lettres	4 770	6 817	6 814	8 827	14 609	12 539	11 637	6 480	4 383	3 067		248	80 191
Été	171	206	617	4 479	4 905	1 560	1 417	581	304	141		93	14 474
Hiver	21	20	17	7	3	5	12	9	29	69		196	388
Voyage de noce	702	1 011	972	504	490	432	731	499	536	304			6 181
Pêche	367	1 916	1 675	478	327	104	105	96	43	28		3	5 142
Chasse	67	160	134	35	33	32	282	381	223	82		6	1 435
Chasse et Pêche	133	458	1 617	326	228	49	44	18	21	10		2	2 936

Tableau III (suite)

	1975												Totaux
	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	
Route des pionniers	14	21	9	8	2 097	610	4	4	6	4			2 777
Intra-québécoise	2												2
O.D.E.Q.	29	22	15	16	6 896	4 225	2 262	5 067	5 914	186		20	24 652
Noms transmis par l'O.T.C.	171	812	999	1 969	2 039	1 106	1 935	1 581	465	817		141	12 035
Noms transmis par des revues	3 324	3 496	2 910	4 264	7 738	6 802	6 419	5 121	2 971	2 241		18	45 304
Envois du bureau de Montréal	972	1 066	922	1 137	1 216	1 093	929	1 035	1 031	683	72	258	10 414
Envois du bureau de New York	1 932	1 750	866	1 096	1 419	1 093	1 638	1 376	581	578	1 462	979	14 770
Totaux	14 717	22 847	20 242	25 167	43 578	31 356	29 640	23 597	17 358	8 990	2 112	2 420	242 024

Tableau IV

Distribution des publications touristiques du ministère en 1975

	Titres	Nombre d'exemplaires
Cartes		
*Les routes du Québec		693 917
Accès de Québec		82 357
Accès de Montréal		86 661
Total		862 935
Brochures		
régionales		
Le Québec touristique		185 644
Aspects du Québec		30 314
Québec oui m'sieu (yessir)		109 513
Total		325 471
régionales		
Sud du Québec		19 849
Bas-St-Laurent et Gaspésie		126 256
Îles-de-la-Madeleine		60 886
Saguenay — Lac-St-Jean		34 533

Tableau IV (suite)

Titres	Nombre d'exemplaires
Laurentides — Gatineau — Outaouais	52 944
Le chemin du Roy et la Mauricie	48 832
Beaupré — Charlevoix — Côte-Nord	61 333
Nord-Ouest du Québec	40 732
Québec et ses environs	143 717
Montréal et ses environs	152 629
Total	741 711
de motivation	
Travel Fun en français	84 171
Sur la Route des Pionniers	77 304
Églises et sanctuaires	572
Artisanat	3 553
Plaisirs d'hiver au Québec	35 720
Total	201 320
chasse, pêche, parcs	
La Pêche sportive au Québec	61 180
Pourvoyeurs en chasse et pêche	74 152
Règlements de la chasse	31 724
Règlements de la pêche	172 882
Règlements des oiseaux migrateurs	19 997
Tarifs dans les parcs	118 719
Les parcs du Québec	89 316
Total	567 970
Répertoires	
Éphémérides	82 240
Ski Québec	55 891
Ski de fond et raquette	30 805
Québec Ski Weeks (Travel Agent Guide)	8 736
Ponts couverts au Québec	743
Golf Québec	9 507
Camping Québec	244 887
Navigation de plaisance	14 650
Hôtels du Québec	274 172
Total	721 631

Tableau IV (suite)

Titres	Nombre d'exemplaires
Dépliants	
Joie de Vivre	59 331
Zoo	13 893
Place royale	1 706
Aquarium	13 271
Total	88 201
Affiches Joie de vivre	
Place Royale	1 946
Pêche à Chibougamau	1 268
Percé	1 335
Verdoyante Matapédia	1 975
Monastère	1 173
Golf	1 353
Montréal nocturne	1 746
Chenal du Moine	1 434
Maison Ancestrale	1 260
Lac Tremblant	1 133
Pont couvert	1 308
Feuilles d'automne	1 953
La Québécoise	1 390
Ski alpin	1 646
Vieux Poste	1 061
Ski de fond	2 029
Total	24 010
Grand total	3 533 249

* La carte *Les Routes du Québec* est publiée par le ministère des Transports qui en confie la quasi-totalité de la distribution au Service des renseignements touristiques.

4. L'accueil

Le ministère possédait au début de 1975 sept salles permanentes d'accueil situées à Montréal, Québec, l'entrée sud du parc de la Vérendrye, Notre-Dame-du-Portage, Rivière-Beaudette, Saint-Bernard-de-Lacolle et New York, ainsi que seize kiosques saisonniers. Au début de l'été, il installait un comptoir saisonnier à l'intérieur du pavillon situé dans la halte routière de Dégelis, à l'invitation du ministère des Transports. Le 1^{er} décembre 1975, il ouvrait un comptoir permanent dans l'aéroport international de Montréal à Mirabel.

Pour la troisième année consécutive, les salles permanentes sont demeurées ouvertes sept jours par semaine, et ce, toute l'année. En saison, les heures d'affaires des salles et des kiosques furent de 8h30 à 21h30, chaque jour. Hors saison, seules les salles permanentes reçurent la clientèle; elles furent alors ouvertes de 9h à 17h.

Des cours intensifs de formation, sous l'égide de l'Institut de tourisme et d'hôtellerie, étaient dispensés pour la quatrième fois aux préposés saisonniers à l'accueil du ministère ainsi qu'au personnel d'organismes détenant un permis de bureau de renseignements touristiques. La session de 1975, d'une durée de 5 jours, s'est tenue à Jonquière, et comptait 86 participants, dont 66 préposés saisonniers du ministère et 20 provenant de l'extérieur.

Les préposés à l'accueil fournissent aux visiteurs qui se présentent à leurs comptoirs toutes les informations et publications susceptibles d'agrémenter leur séjour au Québec. À cette fin, ils disposent non seulement d'une banque de renseignements à leur propre usage, mais aussi d'une quarantaine de publications du Service, de nombreux fascicules et cartes de la Direction des parcs du ministère, ainsi que de plusieurs centaines de dépliants, cartes et autres imprimés provenant de municipalités et d'organismes chargés de promouvoir le tourisme dans leur secteur. Au besoin, ils aident les visiteurs à faire leurs réservations, et leur facilitent l'accès aux activités de leur choix.

Une entente survenue entre le Service des renseignements touristiques du ministère et le Service des aménagements connexes du ministère des Transports du Québec prévoit l'installation de bureaux saisonniers d'information touristique à l'intérieur des pavillons dans certaines haltes routières situées près des frontières, sur les principales routes d'accès. Un premier fut ouvert dès l'été 1975 à Dégelis, à proximité du Nouveau-Brunswick. Un deuxième fonctionnera en 1976 dans la halte de Stanstead, tout près du Vermont, et d'autres suivront au cours des années subséquentes.

En 1975, 935 138 visiteurs ont fréquenté les salles permanentes et kiosques saisonniers du Service des renseignements touristiques, soit une augmentation de 88 459 personnes et de 10,45% sur l'année 1974-75.

À l'intérieur du Centre d'accueil de Notre-Dame du Portage.



Tableau V
Visiteurs aux salles permanentes en 1975

	mois												Total
	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	
Québec	1 438	13 145	5 761	6 078	14 653	24 333	41 371	46 223	18 531	14 876	3 244	2 918	192 571
Montréal	4 920	4 220	7 440	10 503	18 006	30 009	38 702	32 167	15 475	13 247	6 079	4 315	185 083
*Mirabel												260	260
Notre-Dame-du-Portage	1 036	962	2 823	3 059	5 276	11 204	29 160	19 083	8 028	4 415	2 256	1 768	89 070
Rivière-Beaudette	849	1 088	2 819	1 840	6 369	19 127	41 538	38 977	9 357	4 194	1 346	1 244	128 748
St-Bernard-de-Lacolle	596	846	1 071	1 162	3 251	7 351	17 574	19 559	3 477	2 824	1 111	621	59 443
Parc de la Vérendrye	135	168	258	393	2 121	3 177	3 888	3 330	1 322	794	168	152	15 906
New York	939	693	985	1 341	1 752	2 389	2 876	2 301	969	889	704	648	16 486
Total	9 913	21 122	21 157	24 376	51 428	97 590	175 109	161 640	57 159	41 239	14 908	11 926	687 567

* Ouverture le 1 décembre 1975

Tableau VI
Visiteurs aux salles permanentes d'accueil depuis 1970

Années	Québec	Montréal	Mirabel	Notre-Dame- du-Portage	Rivière- Beaudette	St-Bernard- de-Lacolle	Parc de la Vérendrye ²	New York	Totaux
1975	192 571	185 083	260 ¹	89 070	128 748	59 443	15 906	16 486	687 567
1974	166 989	204 512		49 211	114 336	57 241	160	14 247	606 696
1973	188 357	197 976		858 ²	3 971 ³		3 645 ³	17 065	411 872
1972	133 707	176 495						11 619	321 821
1971	133 148	155 085						13 128	301 361
1970	124 286	137 910						12 182	274 378
Totaux	939 058	1 057 061	260	139 139	247 055	120 329	16 066	84 727	2 603 695

1. Ouverture le 1 décembre 1975

2. Ouverture le 2 novembre 1973

3. Ouverture le 1 octobre 1973

4. Ouverture le 30 septembre 1974

Tableau VII
Provenance des visiteurs enregistrés
aux salles permanentes en 1975

Origine	Québec	Montréal	*Mirabel	Notre-Dame- du-Portage	Parc de la Vérendrye	Rivière- Beaudette	Saint-Bernard- de-Lacolle	Total	%
Canada									
Alberta	1 394	850		740	4	811	38	3 837	0,65
Colombie Britannique	1 817	1 604	4	1 075	3	922	36	5 461	0,93
Île-du-Prince-Édouard	176	83		177		119	4	559	0,09
Manitoba	976	631		689	19	631	48	2 994	0,51
Nouveau-Brunswick	982	421	2	2 322	2	975	55	4 759	0,81
Nouvelle-Écosse	1 330	464	4	1 154	9	1 180	25	4 166	0,71
Ontario	31 087	8 871	13	20 497	405	52 738	988	114 599	19,58
Québec	30 731	78 506	135	43 282	3 455	6 557	6 201	168 867	28,86
Saskatchewan	355	301		306	4	311		1 277	0,21
Terre-Neuve	265	227		459	3	501	24	1 479	0,25
T.N.O.	78	6				56	6	146	0,02
Totaux	69 191	91 964	158	70 701	3 904	64 801	7 425	308 144	52,8
États-Unis									
Alabama	259	65		121		156	103	704	0,12
Alaska	17	21		23		9	2	72	0,01
Arizona	227	121		104		111	39	602	0,10
Arkansas	114	37		21	4	76	44	296	0,05
Californie	4 110	2 359		795	28	1 165	614	9 071	1,55
Caroline du Nord	873	309		145		571	424	2 322	0,39

Tableau VII (suite)

Origine	Québec	Montréal	*Mirabel	Notre-Dame- du-Portage	Parc de la Vérendrye	Rivière- Beaudette	Saint-Bernard- de-Lacolle	Total	%
Caroline du Sud	274	114		66		242	120	816	0,13
Colorado	347	128		97		181	139	892	0,15
Connecticut	2 622	2 043		415	6	727	2 293	8 106	1,38
Dakota-Nord	36	3		17		22	5	83	0,01
Dakota-Sud	46	57		22		40	10	175	0,02
Delaware	278	191		60	12	178	185	904	0,15
District de Columbia	560	462		175	12	172	154	1 535	0,26
Floride	1 224	816		601	22	1 059	862	4 584	0,78
Georgie	922	307		114	5	346	239	1 933	0,33
Hawaii	82	33		6		27	18	166	0,02
Idaho	20	13		28		23	14	98	0,01
Illinois	3 232	1 801		799	38	3 904	650	10 424	1,78
Indiana	1 326	332		371	2	1 272	167	3 470	0,59
Iowa	542	138		190		472	73	1 415	0,24
Kansas	294	102		116		186	71	769	0,13
Kentucky	419	192		92	4	341	58	1 106	0,18
Louisiane	430	147		100	11	220	122	1 030	0,17
Maine	4 170	670		789	36	276	300	6 241	1,06
Maryland	2 276	1 605		368	16	1 203	1 058	6 526	1,11
Massachusetts	7 227	7 317		783	48	1 447	2 324	19 146	3,27
Michigan	3 398	1 975	9	1 458	58	8 725	581	16 204	2,76
Minnesota	1 015	600		338		313	169	2 435	0,41
Mississippi	132	37		12		59	31	271	0,04
Missouri	729	314		136		508	159	1 846	0,31
Montana	97	76		20		31	23	247	0,04
Nebraska	348	79		75		79	25	606	0,10
Nevada	40	15		21		9	10	95	0,01
New Hampshire	1 233	935		194	53	300	692	3 407	0,58
New Jersey	5 017	4 070	4	776	134	2 184	6 645	18 830	3,21
Nouveau-Mexique	164	43		23		43	18	291	0,04
New York	14 939	13 103	7	1 866	499	10 482	20 916	61 812	10,56
Ohio	2 849	1 148		652	32	3 968	688	9 337	1,59
Oklahoma	178	75	4	64		122	20	463	0,07
Orégon	657	130	1	82		152	26	1 048	0,17
Pennsylvanie	4 839	3 094		791	240	4 246	2 525	15 735	2,68
Rhode Island	1 083	695		83	30	224	365	2 480	0,42
Tennessee	423	177		91	10	308	89	1 098	0,18
Texas	1 517	596		217		477	239	3 046	0,52
Utah	175	47		34		25	12	293	0,05
Vermont	653	1 394		186	56	94	1 284	3 667	0,62

Tableau VII (suite)

Origine	Québec	Montréal	*Mirabel	Notre-Dame- du-Portage	Parc de la Vérendrye	Rivière- Beaudette	Saint-Bernard- de-Lacolle	Total	%
Virginie	1 769	1 100	5	275	2	950	784	4 885	0,83
Virginie de l'Ouest	64	54		88	2	239	61	508	0,08
Washington	382	238		137	26	115	117	1 015	0,17
Wisconsin	1 299	657		311		1 030	166	3 463	0,59
Wyoming	85	12		14		24	7	142	0,02
U.S. Virgin Island						2		2	0
Totaux	75 012	50 047	30	14 362	1 386	49 135	45 740	235 712	40,10
Autres pays	17 274	20 253	44	601	105	1 960	902	41 139	7,10
Grands totaux	161 477	162 264	232	85 664	5 395	115 896	54 067	584 995	100,00

* Ouverte le 1 décembre 1975.

Tableau VIII

Visiteurs aux kiosques saisonniers en 1975

	Enregistrés					Total
	Non enregistrés	Québec	Autres provinces	États- Unis	Autres pays	
Armstrong	110	138	337	6 336	155	7 076
Black Lake	122	7 502	440	1 740	90	9 894
Côteau du Lac		3 143	880	882	34	4 939
Dégéris	5	1 948	2 347	669	67	5 036
Hull	2	6 306	1 914	241	59	8 522
Huntingdon	204	2 299	235	617	39	3 394
Montmorency	1 299	14 063	3 221	7 843	794	27 220
Rigaud	1 645	5 608	16 778	12 235	824	37 090
Rock Island	86	4 899	1 050	10 533	117	16 685
Sabrevois	60	3 020	266	3 829	164	7 339
Ste-Flavie	886	3 393	1 837	1 729	198	8 043
Ste-Foy	146	1 619	1 166	1 218	47	4 196
Ste-Luce-sur-Mer		24 497	3 836	2 126	533	30 992
St-Nicolas (pont)	812	3 620	3 178	3 867	160	11 637
St-Nicolas (r. 20)		14 418	6 026	12 579	192	33 215
St-Pierre de Véronne		2 920	858	9 627	156	13 561
Trois-Pistoles		16 918	3 940	2 988	266	24 112
Total	5 377	116 311	48 309	79 059	3 895	252 951

Tableau IX
Visiteurs aux kiosques saisonniers depuis 1970

	1970	1971	1972	1973	1974	1975	Total
Armstrong	8 542	13 004	11 316	11 440	9 142	7 076	60 520
Black Lake	4 557	5 728	8 371	9 271	10 065	9 884	47 886
Côteau du Lac	5 549	5 725	3 061	3 760	4 524	4 939	27 558
Dégéris ²						5 036	5 036
Hull	5 896	12 155	14 285	16 394	9 183	8 522	66 435
Huntingdon	1 301	2 255	2 691	2 918	3 219	3 394	15 778
Motmorency ³	19 156	19 776	41 152	39 863	32 412	27 220	179 579
Rigaud	16 495	24 779	25 661	35 683	37 027	37 090	176 735
Rivière-Beaudette	44 848	55 236	60 110	72 673	1		232 867
Rivière-du-Loup	31 694	36 349	40 669	55 720	1		164 432
Rock Island	6 967	9 547	9 748	12 609	17 317	16 685	72 873
Sabrevois	1 472	7 097	5 827	6 769	6 232	7 339	34 736
St-Bernard de Lacolle	23 469	17 799	24 381	76 255	1		141 904
Ste-Flavie	17 508	19 088	18 807	20 777	9 416	8 043	93 639
Ste-Foy	17 034	19 966	20 533	9 144	5 423	4 196 ⁴	76 296
Ste-Luce-sur-Mer	12 956	20 518	19 369	22 369	27 692	30 992	133 896
St-Nicolas (pont)	30 322	16 965	23 444	14 857	16 985	11 637	114 210
St-Nicolas (r. 20)	19 509	20 518	24 484	25 787	30 345	33 215	153 858
St-Pierre de Vérone	1 336	2 154	7 611	5 211	5 638	13 561	35 511
Trois-Pistoles	12 295	13 401	9 102	13 066	15 428	24 112	87 404
Total	280 906	322 060	370 622	454 566	240 048	252 951	1 921 153

1. Ces trois kiosques ont été remplacés par des salles permanentes en 1973

2. Ce kiosque a été ouvert au début de l'été 1975

3. Fréquentation en baisse à cause des travaux routiers dans le secteur

4. Fréquentation en baisse depuis ouverture de l'embranchement du boul. Charest sur la r. 138

Tableau X
Provenance des visiteurs enregistrés
aux kiosques saisonniers en 1975

Origine	Armstrong	Black Lake	Côteau-du-Lac	Dégéris	Hull	Huntingdon	Montmorency	Rigaud	Rock Island	Sabrevois	Ste-Flavie
Canada											
Alberta	17	13	30	43	22	15	82	858	33	19	85
Colombie Britannique	3	14	32	33	41	12	53	867	18	12	44
Île-du-Prince-Édouard			2	30	2		102	63	31	4	20
Manitoba	1	5	13	47	23	4	83	852	9	21	84
Nouveau-Brunswick	15	25	13	313	23	7	112	411	127	22	92
Nouvelle-Écosse	17	4	10	229	14	9	133	447	81	6	51
Ontario	265	366	780	1 537	1 783	188	2 616	12 353	729	170	1 357
Québec	139	7 502	3 143	1 948	6 306	2 299	14 063	5 936	4 899	3 019	3 393
Saskatchewan	4			85	6		27	426	12	3	76
Terre-Neuve	14	13		30			13	128	20	10	28
T.N.O.								45			
Totaux	475	7 942	4 023	4 295	8 220	2 534	17 284	22 386	5 959	3 286	5 230

Tableau X (suite)

Origine	Armstrong	Black Lake	Côteau-du-Lac	Dégelis	Hull	Huntingdon	Montmorency	Rigaud	Rock Island	Sabrevois	Ste-Flavie
États-Unis											
Alabama	52	4				3	2	36	8	5	10
Alaska		5						17	8	8	
Arizona	11	4	2	4			8	60	2	12	4
Arkansas	2	5						81	24	2	
Californie	292	24	23	35	6	1	128	532	217	100	90
Caroline du Nord	78	5	2	11			11	132	52	32	29
Caroline du Sud	27	2	2	4		11	13	61	9	13	11
Colorado	27	5	3	5	2	1	19	112	7	11	
Connecticut	238	184	14	22	4	11	376	349	1 603	386	51
Dakota-Nord	4	3						34		1	
Dakota-Sud	7							14	16		8
Delaware	20	15	6	3	2	5	20	68	44	5	15
District de Columbia	15		10				71	46	10	8	12
Floride	182	23	12	34		18	163	425	180	73	54
Georgie	62		8	10			16	136	34	14	12
Hawaii	6						50	10	1		
Idaho	3							7	2	6	2
Illinois	187	25	30	30	18	14	215	927	154	83	80
Indiana	43	9	18	3	7		35	257	64	31	7
Iowa	31	9		10			27	157	15	13	
Kansas	81	2	4	2			9	54	23	4	
Kentucky	20		2	2	3	4	6	80	27	7	12
Louisiane	179	5		2			13	76	9	15	2
Maine	893	111		64	3	6	430	65	298	19	16
Maryland	337	62	17	19	7	18	161	445	222	83	4
Massachusetts	811	304	52	42	15	36	984	638	2 065	940	12
Michigan	244	37	94	68	16	7	601	1 112	297	120	96
Minnesota	36	13	14	16			104	853	47	29	61
Mississippi	6							8	13	4	4
Missouri	22	12	11	12			53	191	27	18	2
Montana	26			4			12	29	4	5	
Nebraska	4		7				7	40	12		1
Nevada	8			2			4	5			2
New Hampshire	167	202	4	18	1	3	150	79	810	210	44
New Jersey	363	137	65	21	20	62	776	546	673	273	268
Nouveau-Mexique	16	2		5		39		11	8	4	
New York	712	217	235	88	62	280	1 347	1 403	1 425	329	631
Ohio	158	20	57	49	24	4	362	578	168	57	20
Oklahoma	17		4	2		4	2	57	7	8	

Tableau X (suite)

Origine	Armstrong	Black Lake	Côteau-du-Lac	Dégelis	Hull	Huntingdon	Montmorency	Rigaud	Rock Island	Sabrevois	Ste-Flavie
Orégon	6	7		5		8		78	11	13	2
Pennsylvanie	383	92	98	21	32	42	933	811	494	114	30
Rhode Island	189	42	10	2			269	82	281	135	14
Tennessee	36	5	10	10			42	63	28	8	4
Texas	53	11	6	14	5		52	199	53	22	16
Utah	5		10			3	4	22	2	97	
Vermont	18	72		6	2	17	25	65	782	382	80
Virginie	129	40	18	10	6	10	189	405	115	76	12
Virginie de l'Ouest	14		2				4	29	37	4	8
Washington	19	4	2	12			3	84	48	11	2
Wisconsin	93	21	30	2	6	10	139	666	78	39	
Wyoming	4								16		1
Totaux	6 336	1 740	882	669	241	617	7 835	12 235	10 530	3 829	1 729
Autres pays	155	90	34	67	59	39	794	824	117	164	198
Grands totaux	6 966	9 772	4 939	5 031	8 520	3 190	25 913	35 445	16 606	7 279	7 157

Tableau X (suite)

Origine	Ste-Foy	Ste-Luce-sur-Mer	St-Nicolas (pont)	St-Nicolas (r. 20)	St-Pierre-de-Véronne	Trois-Pistoles	Grand Total
Canada							
Alberta	81	99	147	259	24	110	1 937
Colombie Britannique	53	165	144	344	30	187	2 052
Île-du-Prince-Édouard	23	4	11	156	11	9	468
Manitoba	58	143	128	319	12	79	1 881
Nouveau-Brunswick	45	239	252	350	13	184	2 243
Nouvelle-Ecosse	4	139	155	259	38	152	1 748
Ontario	827	2 981	2 224	3 895	684	3 130	35 885
Québec	1 619	24 497	3 620	14 418	2 678	16 918	116 397
Saskatchewan	45	37	65	249	261	32	1 328
Terre-Neuve	30	29	50	195	27	57	644
T.N.O.			2				47
Totaux	2 785	28 333	6 798	20 444	3 778	20 858	164 630
États-Unis							
Alabama	3	2	15	56	16	6	218
Alaska		2		38	7		85
Arizona	1	5	12	54	24	19	222
Arkansas	2			53	13	4	186
Californie	40	121	112	395	203	158	2 477
Caroline du Nord	8	10	18	93	73	21	575
Caroline du Sud	1		14	70	22		260

Tableau X (suite)

Origine	Ste-Foy	Ste-Luce- sur-Mer	St-Nicolas (pont)	St-Nicolas (r. 20)	St-Pierre- de-Véronne	Trois- Pistoles	Grand Total
Colorado	2	12	23	59	39	30	357
Connecticut		84	126	447	791	150	4 836
Dakota-Nord		4	3	41	9		99
Dakota-Sud		8	7	49		4	113
Delaware	2		15	57	15	19	311
District de Columbia			8	41	41	2	264
Floride	22	74	141	251	176	63	1 891
Georgie		2	29	70	47	6	446
Hawaii	1	7		44	12		131
Idaho			3	46	8	2	79
Illinois	30	101	157	504	181	119	2 855
Indiana	26	27	62	105	79	43	816
Iowa	1	21	39	65	10	24	422
Kansas	2	10	16	56	13	16	292
Kentucky		7	7	72	9	1	259
Louisiane	14		21	80	36	5	457
Maine	29	102	277	412	165	168	3 058
Maryland	13	84	117	238	191	80	2 098
Massachusetts	20	160	426	663	2 607	288	10 063
Michigan	144	163	339	1 035	238	223	4 834
Minnesota	82	52	71	185	134	38	1 735
Mississippi		5	3	42	7	5	97
Missouri	4	21	63	68	17	22	543
Montana		12		45	17		154
Nebraska		3	12	38		5	129
Nevada	1		3	48	9	4	86
New Hampshire	36	69	97	323	567	104	2 884
New Jersey	122	112	215	1 636	574	185	6 048
Nouveau-Mexique			2	34	2		143
New York	544	450	615	2 792	851	476	12 457
Ohio		108	199	306	164	166	2 440
Oklahoma		2		49	6		158
Orégon	6	9	10	46	20	6	227
Pennsylvanie	12	85	214	500	309	193	4 363
Rhode Island	20	23	58	239	348	68	1 780
Tennessee		7	16	64	26	8	327
Texas	2	8	45	79	49	16	630
Utah	1	4	2	47			197

Tableau X (suite)

Origine	Ste-Foy	Ste-Luce- sur-Mer	St-Nicolas (pont)	St-Nicolas (r. 20)	St-Pierre- de-Véronne	Trois- Pistoles	Grand Total
Vermont	18	15	35	394	1 238	26	3 175
Virginie	4	47	100	151	123	81	1 516
Virginie de l'Ouest	3		28	75	20		224
Washington		25	11	58	52	71	402
Wisconsin	2	62	81	206	67	63	1 565
Wyoming		1		40			62
Totaux	1 218	2 126	3 867	12 579	9 625	2 988	79 046
Autres pays	47	533	160	192	156	266	3 895
Grands totaux	4 050	30 992	10 825	33 215	13 559	24 112	247 571

Tableau XI

Fréquentation des bureaux d'accueil touristique du ministère depuis 1970

Années	Permanents	Saisonniers	Totaux
1975	687 567	247 571	935 138
1974	606 696 ¹	240 048 ²	846 744
1973	411 872 ¹	454 566 ²	866 438
1972	321 821	370 622	692 443
1971	301 361	322 060	623 421
1970	274 378	280 906	555 284
	2 603 695	1 915 773	4 519 468

Note

À la fin de 1973, trois kiosques saisonniers sont devenus bureaux permanents, ce qui entraîne pour 1974 un accroissement approximatif de 200 000 visiteurs dans ces derniers (1) aux dépens des comptoirs saisonniers (2).

ou ¹ ²

Provenance des visiteurs enregistrés

Origine	1974		Totaux	%	1975		Totaux	%
	Salles permanentes	Kiosques saisonniers			Salles permanentes	Kiosques saisonniers		
Canada								
Alberta	2 635	1 605	4 240	0,54	3 837	1 937	5 774	0,69
Colombie Britannique	4 523	1 800	6 323	0,81	5 461	2 052	7 513	0,9
Île-du-Prince-Édouard	421	210	631	0,08	559	468	1 027	0,12
Manitoba	2 936	1 793	4 729	0,6	2 994	1 881	4 875	0,58
Nouveau-Brunswick	3 900	2 080	5 980	0,76	4 759	2 243	7 002	0,84
Nouvelle-Écosse	3 584	1 541	5 125	0,65	4 166	1 748	5 914	0,71

Tableau XII (suite)

Origine	1974		Totaux	%	1975		Totaux	%
	Salles permanentes	Kiosques saisonniers			Salles permanentes	Kiosques saisonniers		
Ontario	101 314	35 581	136 895	17,54	114 599	35 885	150 484	18,07
Québec	155 896	108 691	264 587	33,9	168 867	116 397	285 264	34,26
Saskatchewan	1 053	769	1 822	0,23	1 277	1 328	2 605	0,31
Terre-Neuve	949	396	1 345	0,17	1 479	644	2 123	0,25
T.N.O.	71	45	116	0,01	146	47	193	0,02
Totaux	277 282	154 511	431 793	55,33	308 144	164 630	472 774	56,78
États-Unis								
Alabama	465	166	631	0,08	704	218	922	0,11
Alaska	63	22	85	0,01	72	85	157	0,01
Arizona	319	133	452	0,05	602	222	824	0,09
Arkansas	145	56	201	0,02	296	186	482	0,05
Californie	6 567	1 745	8 312	1,06	9 071	2 477	11 548	1,38
Caroline du Nord	2 224	610	2 834	0,36	2 322	575	2 897	0,34
Caroline du Sud	620	207	827	0,1	816	260	1 076	0,12
Colorado	760	218	978	0,12	892	357	1 249	0,15
Connecticut	9 176	4 546	13 722	1,75	8 106	4 330	12 942	1,55
Dakota-Nord	171	69	240	0,03	83	99	182	0,02
Dakota-Sud	102	37	139	0,01	175	113	288	0,03
Delaware	959	232	1 191	0,15	904	311	1 215	0,14
District de Columbia	1 383	174	1 557	0,19	1 535	264	1 799	0,21
Floride	3 686	1 605	5 291	0,67	4 584	1 891	6 475	0,77
Georgie	1 112	288	1 400	0,17	1 933	446	2 379	0,28
Hawaii	153	34	187	0,02	166	131	297	0,03
Idaho	77	28	105	0,01	98	79	177	0,02
Illinois	11 463	2 588	14 051	1,8	10 424	2 855	13 279	1,59
Indiana	2 754	938	3 692	0,47	3 470	816	4 286	0,51
Iowa	829	352	1 181	0,15	1 415	422	1 837	0,22
Kansas	621	133	754	0,09	769	292	1 061	0,12
Kentucky	780	294	1 074	0,13	1 106	259	1 365	0,16
Louisiane	1 131	126	1 257	0,16	1 030	457	1 487	0,17
Maine	5 014	3 493	8 507	1,09	6 241	3 058	9 299	1,11
Maryland	6 316	1 922	8 238	1,05	6 526	2 098	8 624	1,03
Massachusetts	20 746	9 579	30 325	3,88	19 146	10 063	29 209	3,5
Michigan	20 092	5 159	25 251	3,22	16 204	4 834	21 038	2,52
Minnesota	2 629	1 245	3 874	0,49	2 435	1 735	4 170	0,5
Mississippi	164	45	209	0,02	271	97	368	0,04
Missouri	2 031	396	2 427	0,31	1 846	543	2 389	0,28
Montana	163	67	230	0,02	247	154	401	0,04

Tableau XII (suite)

Origine	1974		Totaux	%	1975		Totaux	%
	Salles permanentes	Kiosques saisonniers			Salles permanentes	Kiosques saisonniers		
Nebraska	103	86	189	0,02	95	86	181	0,02
New Hampshire	3 443	2 622	6 065	0,77	3 407	2 884	6 291	0,75
New Jersey	18 914	4 711	23 625	3,02	18 830	6 048	24 878	2,98
Nouveau-Mexique	182	558	740	0,09	291	143	434	0,05
New York	66 469	11 397	77 866	9,97	61 812	12 457	74 269	8,92
Ohio	10 312	2 905	13 217	1,69	9 337	2 440	11 777	1,41
Oklahoma	378	126	504	0,06	463	158	621	0,07
Orégon	606	123	729	0,09	1 048	227	1 275	0,15
Pennsylvanie	17 014	4 394	21 408	2,74	15 735	4 363	20 098	2,41
Rhode Island	2 691	1 359	4 050	0,51	2 480	1 780	4 260	0,51
Tennessee	784	254	1 038	0,13	1 098	327	1 425	0,17
Texas	1 633	341	1 974	0,25	3 046	630	3 676	0,44
Utah	188	65	253	0,03	293	197	490	0,05
Vermont	3 809	2 745	6 554	0,83	3 667	3 175	6 842	0,82
Virginie	4 149	1 370	5 519	0,7	4 885	1 516	6 401	0,76
Virginie de l'Ouest	418	92	510	0,06	508	224	732	0,08
Washington	1 569	313	1 882	0,24	1 015	402	1 417	0,17
Wisconsin	2 932	1 448	4 380	0,56	3 463	1 565	5 028	0,6
Wyoming	190	14	204	0,02	142	62	204	0,02
U.S. Virgin Island					2			
Totaux	238 819	71 500	310 319		285 712	79 046	314 758	
Autres pays	34 793	3 464	38 257		41 139	3 895	45 034	
Grands totaux	550 894	229 475	780 369		584 995	247 571	832 566	

Tableau XIII
Véhicules étrangers entrés au Québec en 1975
 Répartition par mois et postes-frontières

Postes-frontières	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Jun
Abercorn	2 627	2 111	2 262	1 761	2 102	2 121
Armstrong	2 478	3 470	3 350	3 819	5 333	7 918
Beebe	2 214	2 240	2 179	2 228	2 350	2 686
Chartierville	269	214	350	234	469	781
Clarenceville	257	221	248	273	421	481
Covey Hill	248	222	267	219	559	605
Daaquam	245	210	177	209	268	385
Dundee	2 412	2 316	2 366	2 593	3 854	4 210
East Hereford	1 108	1 814	1 635	1 437	2 041	2 186
East Pinnacle	173	179	154	152	232	249
Eastcourt	630	564	609	583	890	1 091
Franklin Centre	253	284	440	455	639	829
Frelighsburg	853	725	867	809	1 058	1 178
Glen Sutton	686	543	556	600	585	618
Hemmingford	1 808	1 708	1 896	1 820	2 580	2 972
Herdman	944	816	1 181	1 146	1 353	1 486
Hereford Road	485	461	460	363	830	1 282
Highwater	1 526	1 481	1 615	1 483	1 881	1 902
Jamieson's Line	95	114	109	91	131	168
Lacolle	16 225	16 112	18 090	16 794	26 664	32 389
Morses Line	213	116	257	211	366	456
Noyan	395	329	429	372	624	781
Philipsburg	7 734	8 914	9 519	9 366	13 451	16 587
Rock Island	11 705	11 656	18 872	11 344	14 008	16 229
St-Pamphile	397	385	458	314	723	765
Stanhope	2 087	1 980	2 425	2 558	1 824	4 749
Trout River	1 402	1 292	1 533	1 438	2 427	2 783
Woburn	872	989	1 153	1 045	1 693	1 888
Totaux	60 341	60 836	73 457	63 717	89 356	109 775

Compilation établie d'après des
rapports du bureau fédéral de la statistique

Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	1975	1974	1973	1972
2 286	2 637	2 148	2 046	1 948	1 797	25 846	29 805	31 665	39 100
12 277	13 899	7 160	5 956	4 150	3 117	72 927	77 289	89 474	81 675
3 675	3 689	2 329	2 614	2 430	2 227	30 861	37 272	38 876	38 658
1 440	1 423	721	615	368	320	7 204	9 015	9 432	8 660
537	587	381	324	275	227	4 232	5 338	4 882	4 966
789	1 019	973	765	212	231	6 109	6 299	9 811	11 475
287	323	296	416	497	217	3 530	4 237	3 850	3 136
5 295	5 472	4 054	3 319	3 106	2 027	41 024	40 649	41 334	38 463
2 671	2 976	1 945	2 080	1 700	1 509	22 472	22 721	24 787	22 820
268	318	433	427	279	203	3 067	3 309	3 255	3 407
1 201	1 391	1 151	829	947	660	10 546	10 042	9 895	8 911
1 551	1 054	943	883	518	367	8 216	8 021	9 810	9 914
1 005	1 604	1 408	1 301	1 061	779	12 648	15 855	13 445	13 138
710	786	717	713	655	715	7 884	7 996	8 028	8 705
4 225	4 880	3 015	2 700	2 129	1 930	31 663	36 513	55 540	54 995
1 648	1 734	1 318	1 253	1 154	1 002	15 035	13 729	14 953	15 407
2 144	1 840	942	931	658	533	10 929	8 868	9 950	10 247
2 737	2 897	2 281	2 043	1 613	1 670	23 129	27 616	29 164	34 511
209	133	148	123	131	108	1 560	1 586	1 738	2 017
48 991	57 421	26 293	24 182	18 737	17 315	319 113	333 858	388 085	414 243
399	410	500	429	295	249	3 901	4 152	3 881	4 236
909	1 128	582	563	408	332	6 852	8 179	8 240	8 929
21 691	23 468	12 969	15 731	11 021	9 250	159 701	164 301	186 542	183 254
23 579	24 623	14 971	16 035	14 282	14 375	191 679	199 607	192 102	193 297
725	626	433	555	556	377	6 314	5 574	4 230	3 704
7 033	8 181	3 216	3 289	2 377	2 209	41 928	44 410	48 624	49 634
3 535	3 648	2 089	2 107	1 616	1 408	25 278	25 335	28 626	28 800
2 777	2 8087	2 777	1 700	1 068	829	19 598	18 712	20 728	20 002
154 594	170 974	95 098	96 093	74 191	65 983	1 113 246	1 170 288	1 290 947	1 316 304

5. Comptoirs non gouvernementaux

Un arrêté ministériel, publié le 27 août 1966 dans la Gazette officielle du Québec, établissait qu'aucun comptoir de renseignements touristiques ne pourrait être ouvert ou maintenu sans un permis du ministère du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche. Seuls les organismes sans but lucratif, ayant pour objet la promotion du tourisme, ainsi que les corporations municipales, peuvent obtenir ce permis.

Au cours de l'exercice 1974/75, le Service des renseignements touristiques avait émis 117 permis à 102 organismes différents. De ce nombre, 81 ont obtenu le renouvellement de leur permis pour l'exercice 1975/76. Par ailleurs, 17 organismes qui n'avaient pas eu de permis l'année précédente en ont demandé un pour cet exercice, pour un nombre total de 120 bureaux de renseignements touristiques, relevant de 98 organismes. En voici la liste par localités.

Comptoirs non gouvernementaux

Alma	Chambre de Commerce
Amos	Chambre de Commerce
Anse-au-Griffon	Chambre de Commerce
Arthabaska	Chambre de Commerce de Victoriaville
Asbestos	Chambre de Commerce
Bagotville	Bureau touristique régional (CRD)
Baie-Comeau	Association touristique régionale de Manicouagan Inc.
Baie-St-Paul	Conseil régional d'orientation culturelle
Beloeil	Service des activités socio-culturelles
Bonaventure	Corporation municipale
Bromont	Ville
Cabano	Commission municipale des loisirs
Cacouna	Comité des fêtes de Cacouna inc.
Cadillac	Ville
Cap-aux-Meules	Chambre de Commerce des Îles-de-la-Madeleine
Cap-Chat	Ville
Cap-de-la-Madeleine	Chambre de Commerce
Cap-Santé	Commission d'urbanisme
Causapscal	Chambre de Commerce
Chambly	Cité
Chambord	Chambre de Commerce du secteur de Roberval

Chandler	Ville
Chicoutimi	Syndicat d'initiatives touristiques Saguenay — Lac-St-Jean
Chicoutimi	Syndicat d'initiatives touristiques Saguenay — Lac-St-Jean
Chicoutimi	Syndicat d'initiatives touristiques Saguenay — Lac-St-Jean
Coaticook	Comité touristique
Deschambault	Société du Vieux presbytère de Deschambault inc.
Drummondville	Chambre de Commerce du comté de Drummond
Eastman	Corporation municipale
Forestville	Association touristique régionale Manicouagan inc.
Gaspé	Chambre de Commerce
Granby	Office du tourisme
Grand-Mère	Comité intermunicipal d'expansion économique de Shawinigan, Grand-Mère et Shawinigan-Sud
Hauterive	Association touristique régionale Manicouagan inc.
Havre Aubert	Musée des Îles inc.
Havre-aux-Maisons	Chambre de Commerce des Îles-de-la-Madeleine
Hull	Office du tourisme de l'Outaouais
Jonquière	Bureau touristique régional (CRD)
Labelle	Association touristique de la Belle Rivière Rouge inc.
Lachute	Cité
Lac-Mégantic	Ville
La Malbaie	Association touristique de Charlevoix
Laniel	Chambre de Commerce de Fabre
La Sarre	Municipalité
La Tuque	Ville
Laurentides	Chambre de Commerce St-Lin-des-Laurentides
Lebel-sur-Quévillon	Comité municipal du tourisme (Ville)
Les Escoumins	Association touristique régionale de Manicouagan inc.
Les Méchins	Corporation municipale
L'Islet-sur-Mer	Association des marins de la Vallée du St-Laurent
Louiseville	Chambre de Commerce
Magog	Service municipal du tourisme
Malartic	Ville

Maniwaki	Office du tourisme de l'Outaouais
Matane	Ville
Montebello	Office du tourisme de l'Outaouais
Mont-Joli	Corporation touristique de la Mitis
Mont-Laurier	Chambre de Commerce
Montmagny	Chambre de Commerce
Montréal	Bureau Voyage Cegep de Maisonneuve
Montréal	Centre d'Information Voyage
	Collège du Vieux-Montréal
Montréal	Service des relations extérieures (Division tourisme) Ville de Montréal (3 bureaux)
Montréal	Tourbec inc.
Mont-St-Pierre	Corporation municipale
Nicolet	Chambre de Commerce
Notre-Dame-d'Hébertville	Chambre de Commerce d'Alma inc.
Notre-Dame-du-Nord	Chambre de Commerce
Nouvelle	Chambre de Commerce
Percé	Chambre de Commerce
Pointe-à-la-Croix	Chambre de Commerce
Québec	Centre international de séjour de Québec inc.
Québec	Club automobile
Québec	Communauté urbaine de Québec
Quyón	Office du tourisme de l'Outaouais
Rawdon	Corporation du village
Richmond	Chambre de Commerce Richmond et Melbourne
Rimouski	Cité
Rivière-du-Loup	Bureau d'information Voyage-Jeunesse (Cégep)
Roberval	Chambre de Commerce
Rougemont	Chambre de Commerce
Rouyn	Cité
Ste-Adèle	Bureau touristique municipal
Ste-Agathe-des-Monts	Bureau du tourisme (Ville)
Ste-Béatrix	Comité de développement touristique
St-Bernard-de- l'Île-aux-Coudres	Association touristique de Charlevoix
St-Calixte	Corporation municipale
St-Félicien	Chambre de Commerce
St-Félicien	Société zoologique
Ste-Foy	Bureau d'information Voyage-Jeunesse (Cegep)
St-Gabriel-de-Brandon	Chambre de Commerce Brandon
St-Hyacinthe	Chambre de Commerce

St-Jean	Service des Loisirs et des Parcs (Cité)
St-Jean-de-Matha	Municipalité
St-Jean-Port-Joli	Commission industrielle (2 bureaux)
Ste-Jeanne-d'Arc	Bureau touristique régional (CRD)
St-Jovite	Syndicat laurentien d'initiatives
St-Laurent	Cégep
St-Michel-des-Saints	Société de conservation de la région de Québec-Mauricie
St-Prosper	Chambre de Commerce
St-Raymond	Chambre de Commerce
St-Siméon	Association touristique de Charlevoix
Sept-Îles	Cité
Shawinigan	Comité intermunicipal d'expansion économique de Shawinigan, Grand-Mère et Shawinigan-Sud (2 bureaux)
Shawinigan-Sud	Comité intermunicipal d'expansion économique de Shawinigan, Grand-Mère et Shawinigan-Sud
Sherbrooke	Jeune Chambre
Sherbrooke	Office municipal du tourisme (Cité)
Sherbrooke	Sanctuaire de Beauvoir
Tadoussac	Association touristique régionale de Manicouagan inc.
Témiscaming	Chambre de Commerce
Trois-Rivières	Chambre de Commerce
Trois-Rivières-Ouest	Chambre de Commerce de Trois-Rivières
Trois-Rivières	Club automobile du Québec
Trois-Rivières	Bureau de tourisme étudiant (Cégep)
Val d'Or	Ville
Valleyfield	Bureau d'information Voyage-Jeunesse (Collège)
Vaudreuil	Corporation de la Cité des Jeunes

6. Accueil d'invités spéciaux

Au cours de l'exercice financier 1975-76, le Service des renseignements touristiques a accueilli 372 invités spéciaux, parmi lesquels il convient de signaler:

- 15 cinéastes et journalistes de la radio et de la télévision
- 101 chroniqueurs touristiques de journaux et revues
- 21 photographes et journalistes à la pige
- 23 agents de voyages (arrangements pour visite seulement)
- 15 représentants d'organismes gouvernementaux.

7. Publicité gratuite

Chaque année, des centaines d'articles et de reportages sont portés à l'attention du Service, mais il est évident que de nombreux autres ne lui parviennent pas, vu qu'il est impossible de dépouiller les innombrables publications qui existent à travers le monde. Cependant, les textes qui arrivent au Service font l'objet de rapports mensuels, et l'espace qu'ils occupent est évalué selon les tarifs publicitaires qui ont cours dans chacune des publications. Il existe aussi d'autres formes de publicité gratuite sur le tourisme au Québec dont le Service prend connaissance à l'occasion: films documentaires ou de télévision, émissions de radio, calendriers, volumes, etc. Mais, parce qu'il est à peu près impossible de les vérifier et de les évaluer d'une manière satisfaisante, les tableaux suivants ne peuvent malheureusement en tenir compte, bien qu'ils représentent sans doute une valeur considérable.

Au cours de l'exercice 1975-76, cette publicité gratuite a totalisé \$2 257 727. Le tableau XIV illustre la progression de cette publicité gratuite pendant les cinq dernières années, et le tableau XV fournit la répartition mensuelle pendant l'exercice 1975-76.

Tableau XIV
Publicité gratuite au cours des cinq derniers exercices

Année	Total	Aug./Dim. %
1971-72	\$1 968 094	-21.5%
1972-73	1 544 318	-21.5%
1973-74	1 657 088	+ 7.3%
1974-75	2 198 981	+32.7%
1975-76	2 257 727	+ 2.7%

Tableau XV
Publicité gratuite en 1975/76

Mois	Périodiques nord-américains ¹				Total
	États-Unis	Canada	Québec	Autres ²	
Avril '75	\$ 119 569	\$ 15 581	\$ 7 414	\$152 083	\$ 294 647
Mai	159 980	30 244	55 712	5 676	251 612
Juin	68 180	32 301	54 855	78 798	234 134
Juillet	19 337	8 879	45 365	13	73 594
Août	68 354	7 116	27 561	25	113 056

Tableau XV (suite)

Mois	Périodiques nord-américains ¹			Autres ²	Total
	États-Unis	Canada	Québec		
Septembre	106 360	8 717	47 687	1 685	164 449
Octobre	82 615	31 157	21 162	4 715	139 649
Novembre	83 513	13 466	7 027	2 868	106 874
Décembre	128 836	53 591	21 195	26 130	229 752
Janvier '76	116 928	15 319	5 716	38 096	176 059
Février	187 652	8 146	38 533		234 331
Mars	95 675	10 451	20 994	112 450	239 570
Total	1 236 999	234 968	363 221	422 539	2 257 727

1. Revues et journaux nord-américains dont les tarifs publicitaires sont disponibles dans les répertoires courants.

2. Estimations approximatives dans le cas des médias des É.U. et du Canada qui ne comportent pas de publicité payante, ou des périodiques des autres pays pour lesquels il nous est évidemment difficile d'obtenir les tarifs publicitaires.

Budget et effectifs Dans les sept salles permanentes situées au Québec, le Service emploie 29 préposés permanents et 18 occasionnels. Les autres divisions du Service comptent 7 professionnels et 17 fonctionnaires. En saison, 124 autres employés surnuméraires, occasionnels et étudiants, viennent renforcer ces effectifs principalement dans les salles permanentes et kiosques saisonniers d'accueil.

Le budget total pour réaliser les programmes du Service était de \$1 856 400. De cette somme, il faut déduire \$795 900 versés en subventions à divers organismes sans but lucratif qui font de la promotion touristique dans leur milieu.

Service de la commercialisation

Objectifs La mission du Service de la commercialisation est de promouvoir le tourisme en vue d'accroître les revenus de l'industrie touristique québécoise. Pour remplir cette mission, le Service a recours à diverses techniques de promotion et bénéficie de la présence de quatre conseillers à l'étranger qui jouent le rôle de lien avec la clientèle et l'industrie touristique locale et régionale.

Réalisations Le Service s'est doté d'une nouvelle philosophie de gestion basée sur les objectifs. Cette implantation s'est traduite par la détermination d'objectifs, de priorités et de stratégie pour l'année 1976/77; elle a aussi permis une rationalisation de l'utilisation des moyens de promotion et une segmentation des marchés potentiels qui nous apparaissent les plus rentables pour le Québec.

Ces marchés sont*:

1. Les États-Unis: la Nouvelle Angleterre, l'Atlantique Moyen, le Centre Nord-Est et l'Atlantique Sud.
2. Les autres provinces canadiennes: Ontario et Nouveau-Brunswick.
3. Le Québec
4. L'Europe: La France et les pays francophones; l'Allemagne et les pays germanophones et le Royaume-Uni.

Comme cette segmentation a été faite au cours de l'exercice financier 1975/76 elle ne deviendra opérationnelle qu'au début de l'exercice financier 1976/77; ceci explique que certains marchés cette année seront abandonnés en 1976/77 dans le but de concentrer l'effort financier.

De plus, au cours de l'exercice financier 1975-76, l'action du Comité de sollicitation et d'organisation des congrès a porté sur:

Étude des marchés L'étude du marché des congrès d'association aux USA a été poursuivie activement à partir: du dépistage de tous les congrès qui, de par leurs règlements, peuvent se tenir hors des USA; de la classification de ces congrès par ordre d'importance en nombre d'assistants, en vue de favoriser autant que possible la tenue de ces congrès dans plusieurs centres du Québec et non pas seulement à Montréal et Québec; de la constitution du fichier central de «prospects», destiné à alimenter le comité de sollicitation ainsi que les divers offices de congrès du Québec, grâce à un système précis d'échéancier de sollicitation et de rappel d'invitation tout en évitant autant que possible les sollicitations simultanées de la part de plusieurs villes québécoises.

* Voir tableau I et suivants.

Le Comité a abordé en septembre 1975 l'étude systématique du fabuleux marché des voyages-motivation et des voyages-récompense qui, aux USA, augmentent de 15% par année depuis cinq (5) ans. (Incentive Travel et Corporate Meetings)

Cette recherche a permis d'établir l'importance et la nature de la «demande» de ce marché spécialisé. Une étude parallèle a été amorcée et se poursuivra au cours du prochain exercice financier pour analyser le «produit québécois» vendable sur ce marché.

Tous les hôteliers de Québec et de Montréal ont été visités de même que les propriétaires ou gérants de plus de 200 restaurants de ces deux villes, des compagnies de transport et de dizaines d'établissements qui offrent des facilités de loisirs telles, tennis, golf, natation, spectacles, etc. Ces visites ont permis de sensibiliser l'industrie touristique québécoise de l'importance de ce nouveau marché.

L'étude a aussi révélé que le Québec devient une destination visée par de nombreuses firmes-conseil et compagnies qui organisent des voyages-incitation (motivation et récompense). La hausse vertigineuse des coûts de transports et des frais de séjour en Europe a amené ces établissements à rechercher ailleurs l'exotisme et le dépaysement; et plus particulièrement dans la vieille capitale.

Enfin, l'étude a mis en lumière les méthodes de sollicitation employées pour capter ce marché. Des outils appropriés sont préparés au fur et à mesure des constatations faites. Après Québec et Montréal, les autres principaux centres touristiques du Québec sont visités.

Assistance technique

Le Comité a fourni un effort particulier pour assister les offices de congrès de plusieurs centres du Québec tels que Québec, Montréal, Sherbrooke, Granby, Trois-Rivières, Chicoutimi, Hull. Cette assistance à caractère technique, peut être aussi une aide financière.

Le comité a assisté les hôteliers du Québec dans les démarchages de leurs bureaux de vente.

De plus, comme nous l'avons vu plus haut, une campagne d'information a été faite auprès du personnel vendeur de ces établissements pour leur faire réaliser l'importance du marché de l'«incentive travel».

La carence presque totale au Québec d'organismes privés compétents spécialisés dans la réception des groupes participant à des voyages-motivation et récompense a forcé le comité à consacrer beaucoup de temps à cette activité qu'on dénomme «ground operation» dans le secteur congrès et réunions.

Une assistance a été apportée non seulement dans la préparation de ces réunions mais aussi à leur réalisation. Des efforts sont faits pour intéresser des organismes privés québécois à ajouter le «ground operation» à leurs activités actuelles. Déjà quelques firmes s'y adonnent, particulièrement dans la ville de Québec.

À titre d'expérience, une assistance technique poussée a été apportée à quelques congrès internationaux en vue de vérifier si cette aide ne pourrait pas devenir une sorte de service après vente, fournissant au comité un argument de vente supplémentaire auprès des grands congrès internationaux.

Les aspects négatifs de cette expérience ont amené le comité à discontinuer cette pratique.

Sollicitation La sollicitation directe a été accentuée tant auprès des associations que des firmes-conseil et des compagnies.

La nomination d'un spécialiste en sollicitation de congrès à New-York pour le marché de Washington est une mesure qui aidera le comité et aussi le conseiller en tourisme à New-York.

Plusieurs firmes-conseil en organisation de voyages-motivation aux USA ont été visitées, et plus particulièrement les trois plus importantes dont le chiffre d'affaires dépasse annuellement \$400 millions.

Des tours de familiarisation et des missions de reconnaissance, de même que des manifestations sur place ont été organisés comme par le passé. Chaque fois, les représentants des Offices de congrès et des services de vente des hôtels ont obtenu d'excellents résultats.

Nous avons été présents à deux importantes expositions: à Londres, à celle de IAE (Institute of Association Executives), et à Montreux, à la manifestation annuelle de l'ASAE (American Society of Association Executives). Ces deux participations ont été possibles grâce à une entente quadripartite avec l'OTC, le Bureau du tourisme de la CUQ et l'Office des congrès et visiteurs de Montréal.

Publicité et édition Le Service de la commercialisation consacre un budget important à la publicité de soutien et de prestige dans les revues spécialisées destinées aux organisateurs de réunions et de congrès.

Le comité a réédité le Guide des Congrès du Québec «*Destination hospitalité*». Le nombre de pages a été doublé pour y inclure plusieurs nouveaux établissements et y ajouter des renseignements additionnels.

Des outils de vente (sales aid) ont été préparés: dépliants à repiquer, entêtes de lettre, enveloppes spéciales, affiches, étiquettes pour valises.

Des diaporamas de treize (13) minutes ainsi qu'un film de six (6) minutes portant sur le Québec ont été réalisés et utilisés par les vendeurs et les conseillers en tourisme, et par des compagnies et associations.

À partir de septembre 1975, une équipe spéciale a été affectée à la préparation et l'édition d'un manuel pour les voyages-motivation (Incentive Travel Manual).

Ce manuel, le premier édité en Amérique du Nord, est préparé grâce à une très importante contribution financière de l'OTC. Toutes les firmes-conseil et les compagnies organisatrices de ce genre de réunions ont souligné qu'un tel outil de travail était pour eux indispensable pour vendre le Québec à leurs clients et administrateurs.

Statistiques Le tableau ci-dessous donne une idée de la progression du nombre de congrès obtenus par trois villes.

1. Montréal

Année	Nombre de congrès	Nombre de congressistes
1972	259	111 500
1973	294	193 000
1974	307	170 000
1975	315	159 000

2. Québec

Année	Nombre de congrès	Nombre de congressistes
1972	23	11 000
1973	43	29 500
1974	94	47 500
1975	164	66 200

3. Chicoutimi

Année	Nombre de congrès	Nombre de congressistes
1972	9	1 815
1973	20	6 750
1974	21	10 776
1975	24	10 645

Le nombre de congrès augmente mais, comme pour toutes les villes à congrès du monde, le nombre de congressistes diminue dans chaque cas, à cause des conditions économiques actuelles dans le monde.

L'ouverture de plusieurs hôtels et d'un centre de congrès à Québec a certainement affecté le nombre de congrès tenus à Montréal et cette tendance va se maintenir encore quelque temps.

La Vieille Capitale est la destination que les compagnies préfèrent pour les voyages-motivation et récompense; même si Montréal a reçu plusieurs groupes de ce genre; quelques exemples pour illustrer ce fait:

Ville de Québec

	Nombre de personnes
Ford Motor of Canada	150
IBM Canada	1 150
Allied Van Lines	200
Quasar Electronics	250
Tennessee Home Builders Association	850
Prudential Insurance Co. of America (800 pers. par semaine pour 3 semaines)	2 400
State Mutual Life Insurance Co.	1 000
Northern Life Insurance Co.	200

Ville de Québec (suite)

	Nombre de personnes
1977	
Great West Life Assurance Co.	750
Manufacturers' Life Insurance Co.	1 300
New Life Insurance Co.	180
Electrolux Canada	300
Northern Life Insurance Co. of Canada	200

Tableau I
**Le marché américain:
 Campagnes de publicité**

a. campagne printemps-été-automne	<i>Objectif</i>	<i>Medium</i>
	promouvoir auprès des Américains le Québec comme destination touristique «dépaysante» et intéressante	imprimés — 1 page en quadrichromie
<i>Diffusion</i>	<i>Thème</i>	<i>Produit</i>
mars, avril mai et juin	“Discover the other America — Québec”	Le Québec: les villes et la campagne
b. campagne hiver	<i>Objectif</i>	<i>Medium</i>
	promouvoir le ski au Québec	imprimés — 1 page en quadrichromie
<i>Diffusion</i>	<i>Thème</i>	<i>Produit</i>
octobre à février	“We love ski lovers”	le ski alpin
c. campagne voyages de noce	<i>Objectif</i>	<i>Medium</i>
	montrer le Québec comme un endroit reposant, intéressant, différent et romantique auprès des jeunes américains qui préparent leur voyage de noce	imprimés spécialisés
<i>Diffusion</i>	<i>Thème</i>	<i>Produit</i>
avril, juin, août, octobre, décembre	“I love you my love — je t'aime mon amour”	le Québec romantique
d. campagne ski east, campagne conjointe avec AIR CANADA	<i>Objectif</i>	<i>Medium</i>
	vendre, plus particulièrement dans quatre villes de l'est des États-Unis, des forfaits de ski à destination du Québec	imprimés spécialisés
<i>Diffusion</i>	<i>Thème</i>	<i>Produit</i>
août — septembre — octobre	“How to get your clients to recognize a deal when they ski one”	les forfaits de ski des quatre régions du Québec

Tableau I (suite)

e. campagne printemps-été/Los Angeles campagne conjointe avec Air Canada et l'Ontario	<i>Objectif</i>	<i>Medium</i>
	convaincre la clientèle de la Californie du Sud de prendre des vacances au Québec et en Ontario	imprimés — 1 page noir et blanc, brochure, matériel d'étalage
<i>Diffusion</i>	<i>Thème</i>	<i>Produit</i>
février, mars, avril, mai	"This book will make you want to leave the country"	les voyages forfaitaires à destination du Québec et de l'Ontario
f. CAMPAGNE Air Canada Winter Welcome campagne conjointe avec Air Canada	<i>Objectif</i>	<i>Medium</i>
	persuader la clientèle de la Californie de prendre des vacances d'hiver au Québec	imprimés — 1 page noir et blanc; brochure
<i>Diffusion</i>	<i>Thème</i>	<i>Produit</i>
septembre, octobre, novembre, décembre	"Our Winter vacations may upset the earth's natural balance"	les vacances d'hiver au Québec
g. campagne forfaits de ski	<i>Objectif</i>	<i>Medium</i>
	persuader les agents de voyages des États-Unis de vendre à leur clientèle des voyages de ski à destination du Québec	imprimés spécialisés
<i>Diffusion</i>	<i>Thème</i>	<i>Produit</i>
de septembre à décembre	"With Québec, you sell the first package, we'll sell the second one for you"	les forfaits de ski au Québec
h. campagne golf	<i>Objectif</i>	<i>Medium</i>
	présenter le Québec comme étant une destination particulièrement intéressante pour les golfeurs	imprimés spécialisés — 2/3 de page noir et blanc
<i>Diffusion</i>	<i>Thème</i>	<i>Produit</i>
avril, mai, juin, juillet	"We have 205 beautiful reasons . . ."	le golf au Québec
i. campagne chasse	<i>Objectif</i>	<i>Medium</i>
	présenter aux chasseurs américains le Québec comme un endroit privilégié pour la chasse et la qualité de ses services aux chasseurs	imprimés spécialisés — 1/2 de page noir et blanc
<i>Diffusion</i>	<i>Thème</i>	<i>Produit</i>
juin, juillet, août	"How to track down game in Québec"	les services des pourvoyeurs
j. campagne pêche	<i>Objectif</i>	<i>Medium</i>
	présenter le Québec aux pêcheurs américains comme un endroit privilégié pour la pêche, ainsi que les services des pourvoyeurs	imprimés spécialisés — 1/2 de page noir et blanc
<i>Diffusion</i>	<i>Thème</i>	<i>Produit</i>
janvier, février, mars	"In Québec, our best fishing spots aren't kept secret"	les services des pourvoyeurs

Tableau I (suite)

k. campagne congrès	<i>Objectif</i>	<i>Medium</i>
	appuyer les efforts de sollicitation de congrès et de voyages-motivation (incentive travel)	imprimés spécialisés — 1 page en quadrichromie
<i>Diffusion</i>	<i>Thème</i>	<i>Produit</i>
s'échelonne sur toute l'année	"Québec puts it together with une différence"	l'intérêt particulier des congrès au Québec
l. campagne Investissements touristiques	<i>Objectif</i>	<i>Medium</i>
	encourager les financiers américains à investir dans le développement de l'industrie touristique québécoise	imprimés spécialisés — ½ de page noir et blanc
<i>Diffusion</i>	<i>Thème</i>	<i>Produit</i>
octobre, novembre, janvier	"If you were building the world's largest Holiday Inn . . ." "Aim high"	les bénéfices à retirer d'un investissement dans l'industrie touristique québécoise
m. campagne pour l'est du Québec campagne pour le compte de l'Office de développement de l'est du Québec (entente Canada — Québec)	<i>Objectif</i>	<i>Medium</i>
	étaler et prolonger la saison touristique dans le Bas Saint-Laurent, la Gaspésie et les Îles-de-la-Madeleine	imprimés — 1 page en quadrichromie
<i>Diffusion</i>	<i>Thème</i>	<i>Produit</i>
mai, juillet	"In June . . ." "In September . . ."	les attraits touristiques du printemps et de l'automne dans les régions ci-haut mentionnées.

Tableau II
**Le marché canadien Ontario et les Maritimes:
 Campagnes de publicité**

a. campagne printemps — été — automne	<i>Objectif</i>	<i>Medium</i>
	inciter les Canadiens à voyager au Québec	imprimés — 1 page en quadrichromie; télévision — 60 secondes
<i>Diffusion</i>	<i>Thème</i>	<i>Produit</i>
avril, mai	«Discover la joie de vivre — Québec»	les vacances et la joie de vivre au Québec
b. campagne hiver	<i>Objectif</i>	<i>Medium</i>
	promouvoir le ski au Québec	imprimés — 1 page en quadrichromie
<i>Diffusion</i>	<i>Thème</i>	<i>Produit</i>
octobre, novembre, décembre, janvier, février	"We love ski lovers"	le ski alpin
c. campagne forfaits de ski	<i>Objectif</i>	<i>Medium</i>
	persuader les agents de voyages du Canada de vendre à leur clientèle des voyages de ski à destination du Québec	imprimés spécialisés — ¾ de page noir et blanc
<i>Diffusion</i>	<i>Thème</i>	<i>Produit</i>
novembre	"With Québec, you sell the first package, we'll sell the second one for you"	les forfaits de ski au Québec

Tableau II (suite)

d. campagne golf	<i>Objectif</i>	<i>Medium</i>
	présenter le Québec comme étant une destination particulièrement intéressante pour les golfeurs	imprimés spécialisés — ⅓ de page noir et blanc
<i>Diffusion</i>	<i>Thème</i>	<i>Produit</i>
mai, juin	"We have 205 beautiful reasons . . ."	les forfaits de golf au Québec
e. campagne chasse	<i>Objectif</i>	<i>Medium</i>
	présenter aux chasseurs canadiens le Québec comme un endroit privilégié pour la chasse et la qualité de ses services aux chasseurs	imprimés spécialisés — ⅓ de page noir et blanc
<i>Diffusion</i>	<i>Thème</i>	<i>Produit</i>
juin, juillet, août	"How to track down game in Québec"	les service des pourvoyeurs
f. campagne pêche	<i>Objectif</i>	<i>Medium</i>
	présenter le Québec aux pêcheurs canadiens comme un endroit privilégié pour la pêche, ainsi que les services des pourvoyeurs	revue spécialisée — ⅓ de page noir et blanc
<i>Diffusion</i>	<i>Thème</i>	<i>Produit</i>
février	"In Québec, our best fishing spots aren't kept secret"	les services des pourvoyeurs
g. campagne investissements touristiques	<i>Objectif</i>	<i>Medium</i>
	inciter les financiers canadiens à investir dans le développement de l'industrie touristique québécoise	imprimés spécialisés — ⅓ de page noir et blanc
<i>Diffusion</i>	<i>Thème</i>	<i>Produit</i>
juin, juillet, août, mars	"If you were building the world's largest Holiday Inn . . ." "Aim high"	les bénéfices à retirer d'un investissement dans l'industrie touristique québécoise
h. campagne Route des Pionniers campagne conjointe avec l'Ontario et l'Office de tourisme du Canada	<i>Objectif</i>	<i>Medium</i>
	promouvoir auprès des Ontariens un circuit touristique s'étendant du Rocher Percé aux Chutes Niagara, et une meilleure appréciation de leur patrimoine historique et culturel.	télévision — 60 secondes et 5 minutes; imprimés; brochure
i. campagne pour l'est du Québec campagne pour le compte de l'Office de développement de l'est du Québec (entente Canada — Québec)	<i>Objectif</i>	<i>Medium</i>
	étaler et prolonger la saison touristique dans le Bas Saint-Laurent, la Gaspésie et les Îles-de-la-Madeleine	imprimés — 1 page en quadrichromie
<i>Diffusion</i>	<i>Thème</i>	<i>Produit</i>
mai, juillet	"Dès juin . . ." "In June . . ." "En septembre . . ." "In September . . ."	les attraits touristiques du printemps et de l'automne dans les régions déjà mentionnées

Tableau III
Le marché québécois
Campagnes de publicité

a. campagne printemps — été — automne	<i>Objectif</i>	<i>Medium</i>
	inciter les Québécois à voyager au Québec	télévision — 60 secondes; radio — 60 secondes; panneaux-réclame
<i>Diffusion</i>	<i>Thème</i>	<i>Produit</i>
avril, mai, juin	«Le Québec c'est tout un voyage informez-vous»	les attraits touristiques des régions québécoises
b. campagne investissements touristiques	<i>Objectif</i>	<i>Medium</i>
	encourager les financiers québécois à investir dans le développement de l'industrie touristique québécoise	imprimés spécialisés — 1 page en noir et blanc
<i>Diffusion</i>	<i>Thème</i>	<i>Produit</i>
janvier, février	«Le Québec . . . pays des voyages»	les bénéfices à retirer d'un investissement dans l'industrie touristique québécoise
c. campagne Route des Pionniers campagne conjointe avec l'Ontario et l'Office de tourisme du Canada	<i>Objectif</i>	<i>Medium</i>
	promouvoir auprès des Québécois un circuit touristique s'étendant du Rocher Percé aux Chutes Niagara, et une meilleure appréciation de leur patrimoine historique et culturel	télévision — 60 secondes et 5 minutes; imprimés; brochure
<i>Diffusion</i>	<i>Thème</i>	<i>Produit</i>
avril, mai, juin	« . . . Percé à Niagara, il y a 400 ans»	l'itinéraire touristique de Percé à Niagara (Québec et Ontario)
d. campagne pour l'est du Québec campagne pour le compte de l'ODEQ (entente Canada — Québec)	<i>Objectif</i>	<i>Medium</i>
	étaier et prolonger la saison touristique dans le Bas Saint-Laurent, la Gaspésie et les Îles-de-la-Madeleine	imprimés — 1 page en quadrichromie
<i>Diffusion</i>	<i>Thème</i>	<i>Produit</i>
mai, juillet	«Dès juin . . .» «En septembre . . .»	les attraits touristiques du printemps et de l'automne dans les régions ci-haut mentionnées
e. campagne parcs	<i>Objectif</i>	<i>Medium</i>
	informer les Québécois des possibilités que représentent pour leurs loisirs les grands parcs du Québec	imprimés — 1 page en quadrichromie
<i>Diffusion</i>	<i>Thème</i>	<i>Produit</i>
s'échelonne sur toute l'année	«Faites de la découverte votre seconde nature»	les prestations dans les parcs du Québec
f. campagne pour l'ITHQ	<i>Objectif</i>	<i>Medium</i>
	informations sur les cours offerts par l'I.T.H.Q.	imprimés spécialisés en hôtellerie
<i>Diffusion</i>	<i>Thème</i>	<i>Produit</i>
au besoin et selon le budget	«La recette du succès»	la formation en hôtellerie et en tourisme

Tableau IV
La France et l'Europe francophone

Campagne de publicité auprès des agents de voyages français	<i>Objectif</i>	<i>Medium</i>
	informer les agents de voyages français de l'existence de voyages forfaitaires à destination du Québec	magazines spécialisés — 1 page noir et blanc
<i>Diffusion</i>	<i>Thème</i>	<i>Produit</i>
avril, juin, septembre, mars	Québec francité	les voyages forfaitaires à destination du Québec

Tableau V
L'Allemagne

Campagne de publicité	<i>Objectif</i>	<i>Medium</i>
	inciter les Allemands à venir chasser et pêcher au Québec	magazines spécialisés — 1 page en quadrichromie
<i>Diffusion</i>	<i>Thème</i>	<i>Produits</i>
juillet et janvier	"Québec offers more (traduction allemande)	la chasse, la pêche et les services des pourvoyeurs au Québec

Tableau VI
L'Italie

campagne de publicité	<i>Objectif</i>	<i>Medium</i>
	informer les Italiens de la possibilité d'obtenir des renseignements touristiques auprès du délégué québécois à Milan	un magazine: WEEKEND
<i>Diffusion</i>	<i>Thème</i>	
juin, septembre, novembre, février	Quebecissimo	

Tableau VII
Le Japon

Campagne de publicité	<i>Objectif</i>	<i>Medium</i>
	inciter les financiers japonais à investir dans le développement de l'industrie touristique québécoise	le magazine PRESIDENT — 1 page en quadrichromie
<i>Diffusion</i>	<i>Thème</i>	
une fois	le développement touristique tient compte de l'environnement	

NOTE: Il s'agissait d'une campagne conjointe menée avec d'autres ministères québécois.

Expositions

En vue d'atteindre les marchés cible des campagnes d'été et d'hiver, la division des expositions participe chaque année à plusieurs salons dans le but de faire mieux connaître les produits touristiques du Québec aux États-Unis et au Canada. (Voir tableau I et suivants)

Un kiosque du ministère lors d'une exposition à Place Bonaventure.



Tableau I
Expositions aux USA

Lieux	Nom et dates	Visiteurs
Boston, Mass.	New England Sportmen's Travel & Camping Show du 24 janvier au 1 février 1976	176 500
Philadelphie, Penn.	Philadelphia Sports Show du 24 janvier au 1 février 1976	49 000
Harrisburg, Penn.	Eastern Sports Boat Camping du 7 au 14 février 1976	210 000
Chicago, Ill.	Chicago Sportsmen's & Vacation Show du 13 au 22 février 1976	333 000
Wilkes-Barré, Penn.	Northeastern Pennsylvania Sports Boat & Camping Show du 24 au 39 février 1976	35 500
Détroit, Mich.	MUCC's Outdoorama Détroit Sports Show du 6 au 14 mars 1976	211 000
Washington, D.C.	Washington Ski Show du 10 au 12 octobre 1975	1 500

Tableau I (suite)

Chicago, Ill.	Chicago Snow Festival du 17 au 19 octobre 1975	15 000
Arlington Heights, Ill.	Chicago International Ski Show du 23 au 26 octobre 1975	68 500
Détroit, Mich.	Détroit International Ski Show du 31 octobre au 2 novembre 1975	48 900
Cleveland, Ohio	Cleveland Ski Fair du 7 au 9 novembre 1975	45 000
Boston, Mass.	Boston International Ski Show du 14 au 16 novembre 1975	59 100
New York, N.Y.	New York International Ski Show du 20 au 23 novembre 1975	69 700

Tableau II

Expositions au Canada

Lieux	Nom et dates	Visiteurs
Montréal, Qué.	Salon de la femme du 2 au 11 mai 1975	192 500
Toronto, Ont.	Canadian National Exhibition du 13 août au 2 septembre 1975	3 481 000
Toronto, Ont.	Ski World '75 du 24 au 26 octobre 1975	11 500
Montréal, Qué.	Salon nautique du 27 février au 7 mars	non disponible
Toronto, Ont.	Canadian National Sportsmen's Show du 19 au 28 mars 1976	348 000

Promotion États-Unis:

Les opérations de promotion regroupent toutes les actions (tournées de familiarisation, expositions spécialisées, séminaires et réceptions) dirigées vers les représentants de l'industrie touristique. Ainsi, le Service de la commercialisation a reçu et guidé au Québec 580 agents de voyages, 54 membres de clubs de ski, 20 représentants de lignes aériennes et 17 organisateurs de voyages. Il a aussi été présent à 3 expositions s'adressant spécifiquement aux agents de voyages et participé à 8 réceptions.

Canada:

Cent quarante-sept agents de voyages du Canada (excluant le Québec) ont été reçus et guidés au Québec; le Service de la commercialisation a de plus participé à trois réceptions s'adressant aux membres de l'industrie touristique canadienne.

La France:

Le Service de la commercialisation a reçu et guidé au Québec 39 agents de voyages français et participé à une réception à Paris pour promouvoir le Québec comme destination touristique.

L'Allemagne:

Le Service a participé à la Foire de Berlin; cette foire spécialisée, qui est la plus importante du genre en Europe, s'adresse surtout aux grossistes et agents de voyages.

Le Service de la commercialisation a de plus participé à une réception en Allemagne et a aussi reçu au Québec 15 agents de voyages et 2 organisateurs de tours.

L'Italie:

Le Service a reçu et guidé au Québec 19 agents de voyages des pays méditerranéens, dont 9 Italiens, 2 Espagnols, 2 Grecs, 2 Portugais et 2 Israéliens.

Le Japon:

Le Service de la commercialisation a escorté 15 agents de voyages japonais; de plus, il a défrayé une partie des dépenses occasionnées par la tenue d'une Semaine du Québec à Sapporo; cette Semaine avait pour objectif de faire connaître le Québec comme destination.

Autres réalisations

Certaines réalisations portent sur deux marchés à la fois, comme dans les cas du programme Destination Québec/Canada. Il s'agit d'un programme tripartite, Office de tourisme du Canada (OTC), MTCP et Québecair, qui offre 13 voyages à forfait à destination des régions du Québec.

Dans le cadre de ce programme, le Service de la commercialisation a participé à 3 tournées de familiarisation.

Le Service de la commercialisation a aussi défrayé les frais des réceptions de la mission parlementaire envoyée en France, Allemagne, Italie et Grande Bretagne pour promouvoir le tourisme au Québec et les Jeux Olympiques.

Les publications, les films et les montages audio visuels produits par le Service de la commercialisation sont distribués sur tous nos marchés; on ne saurait donc les considérer comme une réalisation visant un marché plutôt qu'un autre.

Liste des publications produites en 1975/76

Le Service de la commercialisation a défrayé le coût d'un char allégorique à l'occasion du défilé du Rose Bowl à Pasadena en Californie.

Brochures

Classification des salles à manger:

Brochure traitant des normes de la classification des salles à manger.

Travel Trade Manual — 1975:

Brochure de vente en anglais destinée aux agents de voyages américains et canadiens à l'exclusion des québécois.

Sur la Route des Pionniers:

Brochure de prestige publiée conjointement avec le gouvernement de l'Ontario et présentant l'itinéraire de la route des pionniers, agrémentée de photos en couleurs et de textes donnant la description des principaux attraits touristiques.

Guides régionaux

Guides régionaux illustrés de photos en couleurs et de cartes donnant une description d'itinéraires et d'attraits touristiques.

Québec et ses environs

Montréal et ses environs

Bas Saint-Laurent et Gaspésie

Chemin du Roy, Mauricie

Saguenay, Lac-Saint-Jean

Beaupré, Charlevoix, Côte Nord

Nord-Ouest du Québec

La Beauce

Le Sud du Québec

Laurentides, Gatineau, Outaouais

Îles-de-la-Madeleine

Répertoires

Brochures format livre de poche donnant des renseignements sur les services offerts au Québec dans les secteurs dont les brochures font l'objet.

Raquette et ski de fond

Ski-Québec

Camping-Québec

Hôtels du Québec

Pourvoyeurs en chasse et pêche

Activités et tarifs

Éphémérides

Répertoire saisonnier de manifestations touristiques et culturelles.

Travel Ski Weeks

Répertoire de forfaits de ski.

Cartes, dépliants, divers

Dépliants en couleurs destinés aux agents de voyages, grossistes, associations, etc.

Joie de vivre, hiver**Joie de vivre, général**

(à repiquer)

Joie de vivre, général**Hébergement à la ferme**

Dépliants de renseignements généraux

Zoo de Québec**Aquarium de Québec****Accès de la ville de Québec****Accès de la ville de Montréal**

Trois cartes dans une: principales routes d'accès, les rues de la ville et la région.

Images du Québec

Un jeu de dix reproductions d'intérêt touristique.

**Liste des films
produits en 1975/76**

1. Le Québec au temps des froidures
2. Le Québec au temps des étés
3. Le chevreuil
4. Faune terrestre
5. Faune aquatique

**Liste des 8 diaporamas
produits en 1975/76**

1. La Route 2, La Mauricie et le Sud du Québec
2. Montréal et Québec
3. Les Laurentides, l'Outaouais et le Nord-Ouest québécois
4. Beauré — Charlevoix — Côte-Nord, Saguenay — Lac-Saint-Jean
5. Le Bas Saint-Laurent, la Gaspésie et les Îles-de-la-Madeleine
6. Le Québec l'hiver
7. Le Québec l'été
8. Les Richesses culturelles québécoises

Statistiques
administratives

Tableau I

**Dépenses publicitaires,
excluant les campagnes conjointes**

Journaux	\$ 35 569.76	2.1%
Revue et rotos	1 325 602.97	77.8
Radio	38 900.67	2.3
Télévision	301 697.77	17.8
	\$1 701 765.17	100.0%

Tableau II

**Répartition géographique
des sommes dépensées**

Canada (y compris le Québec)	\$ 692 010.59	40.7%
U.S.A.	998 448.54	58.7
Europe et autres	11 306.04	00.6
	\$1 701 765.17	100.0%

Effectifs 1 directeur
13 professionnels (dont quatre à l'étranger)
8 fonctionnaires

Service de l'hôtellerie

Objectifs et programmes

Le Service de l'hôtellerie a pour rôle d'assurer le confort des visiteurs dans les 15 418 établissements d'hébergement, de restauration et de camping de la province, de promouvoir l'industrie hôtelière, celle de la restauration et celle du camping et de s'assurer du respect de la Loi de l'Hôtellerie (11-12 Élisabeth II, Chap. 40) sanctionnée le 10 juillet 1963 et modifiée le 13 juin 1969. Le 10 septembre 1975, l'arrêté en conseil no 4069-75 était approuvé par le Lieutenant-Gouverneur décrétant le nouveau règlement de l'hôtellerie, qui fut publié dans la Gazette officielle du Québec le 8 octobre de la même année.

De plus, le Service offre aux propriétaires et administrateurs d'établissements certains conseils permettant d'améliorer leur exploitation.

Le Service a approuvé 3637 plans de construction ou de modifications et a transmis au Service juridique quelque 450 dossiers pour infractions diverses.

Budget

Les dépenses de fonctionnement se sont établies à \$1 148 500 sur un budget de \$1 228 500, laissant une disponibilité, au 31 mars 1976, de \$80 000, dont un montant de \$70 000 avait été gelé; dépenses capitales, \$1 450 sur un budget de \$1 600.

Les dépenses de transfert ont été de \$277 300 sur un budget de \$407 300, laissant une disponibilité de \$130 000 au 31 mars 1976. Ces dépenses relèvent de l'ODEQ et consistent en une aide à la construction d'unités d'hébergement touristique dans l'Est du Québec.

Réalisations

Au cours du dernier exercice financier, le Service a effectué le travail suivant:

- Des visites de groupes visant surtout les circuits touristiques ainsi que les régions où différentes manifestations touristiques ont été tenues à travers la province.
- Le Service a en outre poursuivi la classification des hôtels et des salles à manger d'hôtels. Cette classification est symbolisée dans le répertoire du gîte par des lys pour les établissements et par une, deux, trois ou quatre fourchettes pour les salles à manger. Cette classification contribue à revaloriser les établissements hôteliers. La catégorisation est représentée par des toits. Un nouveau système mécanisé est en voie d'élaboration, qui rendra plus accessibles les informations ayant trait au fonctionnement du Service.

- En collaboration avec le gouvernement fédéral, le Service a fourni des renseignements sur le programme «CANTRAV» à plusieurs exploitants hôteliers; par la suite, le gouvernement fédéral a transmis au Service les programmes mécanographiés et toutes les données qui ont été recueillies au cours des années précédentes. Le Service étudie la possibilité de mettre sur pied son propre programme permettant l'analyse des bilans financiers des exploitants hôteliers.
- Suite à la sanction de la Loi des agents de voyages, le Service a assuré au départ, et jusqu'au 1er octobre 1975, la mise en route des mécanismes nécessaires à l'application de la loi et a procédé à l'émission de quelques 250 permis d'agents de voyages, grossistes et détaillants.
- Au cours de l'exercice, les inspecteurs ont effectué 28 886 visites et ont parcouru près de 155 000 milles. Les dépenses de voyages se sont maintenues à un taux moyen de \$5.40 par visite.

Chaque inspecteur a effectué 663 visites en moyenne.

Effectifs Les effectifs du Service se composent d'un directeur, de quatre professionnels et de quatre-vingt-six fonctionnaires.

Tableau I
Nombre d'établissements

	1 toit	2 toits	3 toits	4 toits	5 toits	Total
0 lys	362	451	330	20		1 163
1 lys	200	168	305	49		722
2 lys	194	66	231	56	2	549
3 lys	94	29	154	88	9	374
4 lys	2	1	26	37	21	87
5 lys			2	11	27	40
6 lys					7	7
Total	852	715	1 048	261	66	2 942

d'après le répertoire des Hôtels du Québec 1976

Tableau II
Nombre de fourchettes

	1 toit				2 toits				3 toits				4 toits				5 toits				Total			
	1F	2F	3F	4F	1F	2F	3F	4F	1F	2F	3F	4F	1F	2F	3F	4F	1F	2F	3F	4F	1F	2F	3F	4F
0 lys					1				5				1	1							7	1		
1 lys						1			28	3			9	1							37	5		
2 lys					4	1			25	7	1		20	6			2				51	14	1	
3 lys									36	18	7	1	30	15	5	3	4	2	2		70	35	14	4
4 lys									7	1	1	1	11	13	4		2	11	4	1	20	25	9	2
5 lys									1				1	7	4	1		13	11	2	2	20	15	3
6 lys																		1		6		1		6
Total					5	2			102	29	9	2	72	43	13	4	8	27	17	9	187	101	39	15
Total																						342		

d'après le répertoire des Hôtels du Québec 1976

Tableau III
Nombre de chambres dans les établissements hôteliers
par catégories pour le Québec au 31 mars 1976

Catégories	Établissements			Chambres		Grand total des chambres
	Nombre d'établissements	Type traditionnel dans bâtisse principale	Chalets	Motels	Motels avec corridors	
Hôtels	1 374	35 208				35 208
Hôtels-motels et chalets	1 400	5 172	2 393	17 395	9 096	34 056
Maisons de chambres	211	3 512				3 512
*Total tous genres	2 985	43 892	2 393	17 395	9 096	72 776

* Les petites variations sont imputables aux dates de mise à jour ayant servi au calcul BSQ vs Service de l'Hôtellerie étant donné que ces chiffres peuvent changer de jour en jour.

Tableau IV
Répartition des hôtels selon
le nombre de chambres au 31 mars 1976

	Ouverts toute l'année	Ouverts en saison	Total
De 3 à 9	206	107	313
De 10 à 19	1 450	110	1 560
De 20 à 29	402	27	429
De 30 à 39	154	9	163
De 40 à 199	261	13	274
De 200 et plus	30		30
Total	2 503	266	2 769

Tableau IV A

**Répartition des maisons de logements
Maisons de touristes selon le
nombre de chambres au 31 mars 1976**

	Ouverts toute l'année	Ouverts en saison	Total
De 3 à 9	66	15	81
De 10 à 19	76	2	78
De 20 à 29	22		22
Total	164	17	181

Tableau V

Nombre de restaurants au 31 mars 1976

	Ouverts toute l'année	Ouverts en saison	Total
R-1	3 288	85	3 373
R-2	338	20	358
R-3	3 938	144	4 082
R-4	2 649	1 178	3 827
Total	10 213	1 427	11 640

Tableau VI

**Nombre de terrains de camping au Québec
(1960 à 1975)¹
Nombre d'unités de camping**

	Privés	Provinciaux	Total	Sans prise d'égout individuelle tentes	Avec prise d'égout individuelle roulottes	Total
61 juin	51	10	61			
62 avril	130	14	144			
63 avril	69	15	84			
64 avril	300	12	312	9 647	3 233	12 880
65 mars	334	13	347	20 422	5 956	26 378
66 juin	334	15	349	15 166 ³	3 950 ³	19 116³
67 décembre	641	25	666	25 260	12 576	37 836
68 décembre	708	29	737	28 199	13 623	41 822
69 décembre	726	57 ²	783	29 980	14 512	44 492
70 décembre	721	39	760	31 859	15 394	47 253
71 décembre	784	43	827	34 321	18 903	53 224
72 décembre	797	44	841	36 742	19 704	56 446
73 décembre	806	45	851	37 373	21 928	59 301
74 décembre	769	46	815	36 432	22 665	59 097
75 décembre	756	48	804	36 396	24 051	60 447

1. Sources: Répertoires des années 61 à 75 publiés par le ministère du Tourisme, Chasse et Pêche.

2. Surestimation due au fait qu'on y a inclus plusieurs terrains rustiques.

3. Diminution due aux nouvelles normes établies par le gouvernement.

Tableau VII
Répartition du nombre de terrains et d'unités de camping
au Québec

	Nombre	Sans prise d'égout individuelle <i>Tentes</i>	Avec prise d'égout individuelle <i>Roulottes</i>	Total	%
Indépendants	619	19 497	12 643	32 140	53.2%
Provinciaux	48	4 699	1 563	6 262	10.4%
*Association	139	12 200	9 845	22 045	36.4%
Total	804	36 396	24 051	60 447	100.0%

* Association des Terrains de Camping et Caravaning du Québec.

Tableau VIII
Campings provinciaux

	Nombre	Sans prise d'égout individuelle <i>Tentes</i>	Avec prise d'égout individuelle <i>Roulottes</i>	Total
1972 <i>décembre</i>	44	5 099	1 194	6 293
1973 <i>décembre</i>	45	4 978	1 254	6 232
1974 <i>décembre</i>	46	4 809	1 575	6 384
1975 <i>décembre</i>	48	4 699	1 563	6 262

6 262 représente 10.4% du nombre total d'unités au QUÉBEC (60 447), comparativement à 10.8% l'an dernier (59 097).

Tableau IX

Terrains	Déc. 1969	Déc. 1970	Déc. 1971	Déc. 1972	Déc. 1973	Déc. 1974	Déc. 1975
Avec prise d'égout individuelle	512	560	615	619	644	628	629
Avec égout central seulement			60	34	52	48	44
Avec raccord électrique <i>quantité</i>	620	675	721	750 (38 318)	768 (42 827)	727 (43 038)	747 (44 724)
Avec douche <i>quantité</i>	398 (1 213)	465 (1 452)	561 (2 149)	605 (2 414)	663 (2 760)	675 (2 974)	676 (3 161)
Avec piscine	136	165	222	240	273	267	285
Sans baignade		133	116	101	80	81	82
Avec salle communautaire		265	282	299	358	362	384
Avec installation récréative			334	375	467	462	605
Avec buanderie			382	393	438	435	457

Tableau X
Nombre de terrains de camping par groupe

	Décembre 1971	Décembre 1972	Décembre 1973	Décembre 1974	Décembre 1975
6 à 24	302	276	253	221	203
25 à 49	191	207	223	218	208
50 à 99	185	205	210	207	215
100 à 199	103	100	112	115	118
200 à 499	41	48	47	48	54
500 à 999	3	3	4	4	4
1000 et plus	2	2	2	2	2
Total	827	841	851	815	804

Tableau XI
Nombre de terrains de camping par comté
Section Québec

	Déc. 1971	Déc. 1972	Déc. 1973	Déc. 1974	Déc. 1975
Abitibi	1				
Beauce	10	9	9	10	10
Bellechasse	7	8	10	9	9
Bonaventure	25	23	23	22	23
Champlain	26	26	26	23	22
Charlevoix-Est	8	7	8	8	8
Charlevoix-Ouest	8	6	7	5	5
Chicoutimi	22	21	22	22	20
Dorchester	5	5	6	7	6
Frontenac	6	6	6	6	6
Gaspé-Est	29	28	27	29	27
Gaspé-Ouest	18	16	16	15	16
Îles-de-la-Madeleine	3	5	5	5	5
Kamouraska	10	8	8	7	6
Lac St-Jean-Est	13	10	11	10	10
Lac St-Jean-Ouest	22	22	21	19	18
Lévis	15	17	15	15	16
L'Islet	7	7	7	6	6
Lotbinière	6	7	7	8	8
Matane	15	14	12	11	11
Matapédia	4	7	6	7	7
Mégantic	9	8	8	8	8
Montmagny	8	7	6	7	7

Tableau XI (suite)

	Déc. 1971	Déc. 1972	Déc. 1973	Déc. 1974	Déc. 1975
Montmorency	20	21	21	21	19
Portneuf	23	21	23	19	21
Québec	11	12	13	12	12
Rimouski	16	15	14	14	13
Rivière-du-Loup	16	14	14	14	12
Saguenay	11	10	13	13	12
St-Maurice	9	8	8	8	8
<i>voir aussi section Montréal</i>					
Témiscouata	7	6	6	7	7
Total	390	374	378	367	358

Grand total: 805 Québec et Montréal

Tableau XI (suite)

Nombre de terrains de camping par comté

Section Montréal

	Déc. 1971	Déc. 1972	Déc. 1973	Déc. 1974	Déc. 1975
Abitibi	9	10	10	10	10
Argenteuil	6	6	7	7	6
Arthabaska	11	12	12	12	12
Bagot	10	11	10	10	10
Beauharnois	3	3	3	4	4
Berthier	11	10	11	10	10
Brôme	18	19	22	22	20
Chambly	2	2	2	1	1
Châteauguay	2	2	2	2	3
Compton	3	4	4	5	5
Deux-Montagnes	11	10	13	14	13
Drummond	19	18	17	17	14
Gatineau	17	19	19	17	19
Hull	1	2	2	2	2
Huntingdon	6	8	9	9	10
Iberville	8	9	9	10	8
Île de Montréal	8	8	8	7	6
Joliette	14	16	18	18	18
L'Assomption	7	7	7	7	6
Labelle	17	17	20	19	19

Tableau XI (suite)

	Déc. 1971	Déc. 1972	Déc. 1973	Déc. 1974	Déc. 1975
Laprairie	10	11	10	10	10
Maskinongé	5	6	6	6	7
Missisquoi	32	33	31	30	31
Montcalm	12	14	15	16	17
Napierville	2	2	2	2	2
Nicolet	10	10	9	9	8
Papineau	17	18	18	17	17
Pontiac	7	9	7	6	8
Richelieu	7	8	8	8	7
Richmond	11	12	10	8	7
Rouville	12	14	12	12	10
St-Hyacinthe	4	4	4	2	2
St-Jean	16	17	17	15	14
St-Maurice <i>voir aussi section Québec</i>	6	6	6	6	5
Shefford	22	23	23	20	23
Sherbrooke	10	15	14	11	12
Soulanges	3	5	6	6	6
Stanstead	12	11	14	12	13
Témiscamingue	4	5	5	5	6
Terrebonne	30	28	26	22	22
Vaudreuil	12	13	13	11	12
Verchères	2	2	3	3	3
Wolfe	5	5	5	5	5
Yamaska	3	3	4	3	4
Total	437	467	473	448	447
Grand total: 805 Québec et Montréal					

Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec

Objectifs et programmes

L'Institut de Tourisme et d'Hôtellerie du Québec compte parmi ses responsabilités celle de pourvoir d'un personnel qualifié les domaines variés du secteur de l'industrie touristique du Québec.

Pour atteindre cet objectif, l'I.T.H.Q. offre un double programme d'études du jour et du soir, un de niveau secondaire et l'autre collégial.

Ainsi, après deux ans, le finissant de l'I.T.H.Q. se voit décerner un certificat de fin d'études secondaires du ministère de l'Éducation dans l'option de son choix: cuisine professionnelle, pâtisserie-boulangerie, service de restaurant. Chaque étudiant assiste à trente-cinq heures-semaine d'études théoriques et pratiques en plus d'un stage d'été dans l'industrie.

Quant au programme collégial, il est réservé à l'étudiant détenant un certificat d'études secondaires. Il est d'une durée de trois ans et les études sont sanctionnées par un diplôme décerné par le ministère de l'Éducation dans l'une des options suivantes: administration hôtelière, administration de services alimentaires et tourisme. Pour obtenir l'attestation officielle de sa compétence, le candidat reçoit quarante-cinq heures-semaine de cours théoriques et techniques en plus d'un entraînement de trois stages dans l'industrie.

Le secteur de l'éducation aux adultes rejoint annuellement environ 3,700 étudiants par le biais de trois programmes différents: un premier, d'une durée de dix à cinquante semaines à temps plein, est subventionné par le Centre de la Main-d'Oeuvre du Canada; un second, dit de perfectionnement, est à temps partiel; un troisième, d'une durée de une à trois semaines, est dispensé par une équipe de professeurs itinérants pour une clientèle spécifique.

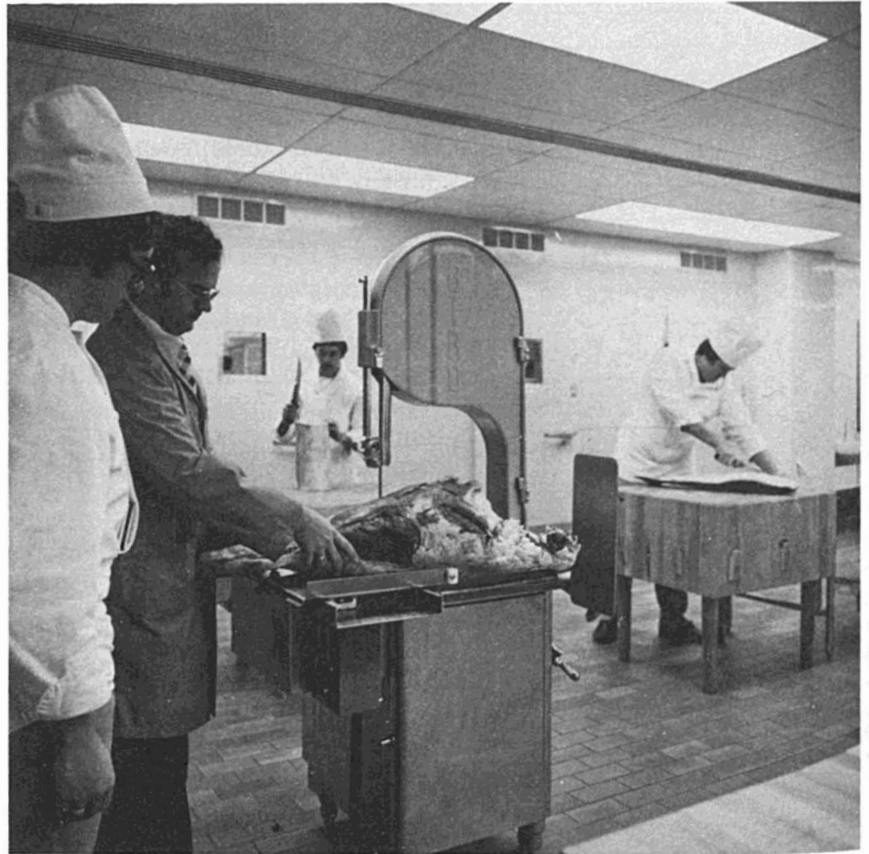
Pour réaliser les objectifs du service de l'éducation des adultes, l'Institut offre les spécialisations suivantes:

a) Cours de perfectionnement à temps partiel

- Service de table
- Service des boissons
- Cuisine professionnelle
- Boulangerie-pâtisserie
- Gestion de cuisine
- Alimentation rationnelle

b) Cours itinérants professionnels

Service de table
Service des boissons
Sommellerie



Quelques élèves de l'Institut en train de travailler en présence du professeur.

c) Cours itinérants en administration

Gestion de cuisine

Formation générale en organisation et en administration hôtelière

Perfectionnement en cuisine d'hôtel et de restaurant

Contrôle du bar et prix de revient des repas

Législation et droit hôtelier

Organisation financière

Marketing hôtelier

Techniques de restaurant (Maître d'hôtel/hôtesse)

Gestion des ressources humaines

Administration de la réception

d) Cours de recyclage

Service de table

Service des boissons

Cuisine professionnelle

Boulangerie-pâtisserie

Gérant d'hôtel

Hôtesse

Maître d'hôtel

Pour soutenir cet éventail de programmes en formation professionnelle, le MTCP a doté l'Institut de ressources pédagogiques exceptionnelles:

- vingt-trois laboratoires ultra-modernes: i.e. bar, oenologie, microbiologie, cuisine de régime, langues;
- un hôtel d'application doté de quarante chambres et de deux suites, d'un bar, d'un restaurant, d'une salle de banquet, le tout ouvert au public à des prix concurrentiels; il va sans dire que tous les départements sont équipés comme il se doit dans des locaux spacieux.
- un centre audio-visuel intégré;
- cent quatre-vingt-seize employés engagés à plein temps et plus de soixante-dix à temps partiel.

**Réalisations
et projets**

Au cours de l'exercice financier 1975-76, l'Institut a dispensé un enseignement professionnel à 2 835 étudiants et a réalisé les activités suivantes:

1. La planification et la programmation d'un cours post-collégial en gestion hôtelière et en gestion des services alimentaires.
2. La conception d'un cours itinérant complet en gestion du personnel.
3. L'intensification, à la demande des hôteliers, des cours itinérants à travers la province.

4. L'admission à l'Institut de certains étudiants boursiers du Gouvernement du Québec et venant de Madagascar, de la République Centre Africaine, de la Syrie et du Togo, pour des études régulières à temps complet.
5. L'élaboration d'un projet intégré de formation hôtelière à la Côte d'Ivoire, i.e. mise en place des structures, développement des outils nécessaires pour former un personnel capable de faire fonctionner une future école hôtelière.
6. Planification d'un cours de niveau collégial à temps partiel aux adultes en option techniques hôtelières.
7. L'implantation et le fonctionnement d'un centre régional de formation hôtelière au Mali qui compte un effectif de 115 étudiants venant de sept pays africains. Une équipe de cinq professeurs diplômés de l'Institut assume la responsabilité des cours.
8. La participation de l'Institut au Comité d'adaptation de la main-d'oeuvre en hôtellerie et restauration; comité ayant pour objectif d'analyser la situation de ces secteurs et de faire les recommandations nécessaires au Gouvernement du Québec concernant la main-d'oeuvre.
9. La révision, en collaboration avec le ministère de l'Éducation, des programmes de niveau collégial et secondaire en alimentation, hôtellerie et tourisme. De plus, trois coordonnateurs provinciaux des programmes de la DIGEC ont été choisis parmi les enseignants de l'Institut.
10. La responsabilité pédagogique des cliniques d'initiation au tourisme et d'accueil données par la Chambre de Commerce de la province de Québec et payées par le ministère.
11. La supervision pédagogique des cours de formation pour les préposés aux kiosques d'accueil et d'information.
12. La tenue à l'Institut du concours de Miss Hospitalité.
13. L'organisation du concours pour l'avancement et le recrutement du personnel des services alimentaires des établissements de détention appartenant au ministère de la Justice et de l'Université du Québec à Montréal.
14. Une participation remarquable de l'Institut au Salon Culinaire de Montréal, au Salon Culinaire des Laurentides et à l'Exposition des Fournisseurs d'hôtels.
15. La collaboration avec le ministère de l'Agriculture à la mise sur pied de divers concours de recettes québécoises à base de cidre, d'érable et de lait. Il est à noter que ces recettes composeront bientôt un livre de recettes québécoises qui sera disponible aux hôteliers et restaurateurs.
16. La participation à l'organisation d'un symposium relatif aux services alimentaires des collectivités.

17. La publication de plusieurs articles dans les revues professionnelles telles que «L'Hôtellerie», «Electrotel», «Prestige de l'hôtellerie et de la restauration française».
18. La participation à la Commission d'implantation du système métrique du Canada en ce qui concerne le domaine de l'alimentation.
19. La libération à temps complet de deux enseignants pour leur permettre des études universitaires.
20. La participation à plusieurs émissions télévisées sur la gastronomie.
21. L'obtention de plusieurs bourses de différentes entreprises et associations hôtelières pour les étudiants les plus méritants.
22. La consultation hôtelière, au profit de la petite et moyenne entreprise québécoise.
23. La mise en place d'un service de placement étudiant pour les finissants.

Projets En 1976-77, l'Institut accueillera environ 950 élèves aux cours réguliers du jour et les cours aux adultes de recyclage, de perfectionnement et itinérants atteindront environ 4 500 citoyens.

L'Institut aura encore la responsabilité pédagogique d'une part, des cliniques d'initiation au tourisme et d'accueil donnés par la Chambre de Commerce de la Province de Québec (\$24 000) et d'autre part, des cours de formation pour les préposés aux kiosques d'accueil et d'information. Des équipes itinérantes de professeurs prodigueront leur enseignement dans les établissements hôteliers et seront également en mesure de conseiller la direction quant à la gérance.

L'Institut va maintenir son action pédagogique à l'école Marguerite-de-la-Jemmerais de la CECM et à l'école polyvalente Daniel-Johnson de la régionale Le Royer. Par ailleurs, les cours aux adultes seront aussi maintenus aux sous-centres de Fort Prével et de l'Auberge Gîte du Mont-Albert.

Les nouvelles facilités physiques de l'Institut permettent de pouvoir accueillir éventuellement 1 200 élèves aux cours réguliers du jour. Par suite de l'augmentation des effectifs professoraux, les cours de perfectionnement, de recyclage et itinérants pourront atteindre environ 8 000 citoyens du Québec.

Sur le plan international, l'ITHQ maintiendra son action pédagogique dans deux centres de formation hôtelière en Afrique occidentale; l'un en République du Mali, le second en République de la Côte d'Ivoire; ce dernier en collaboration avec l'Agence canadienne de Développement international.

Enfin, pour mieux remplir sa mission, plusieurs nouvelles possibilités de formation seront offertes en automne 1976. Ainsi pour la première fois au Québec, les cours de niveau collégial en techniques hôtelières seront offerts à temps partiel le soir; de plus, deux nouvelles options — au niveau post-collégial — en gestion hôtelière et en gestion de services alimentaires pourront accueillir une cinquantaine d'étudiants à temps plein. Les structures et les programmes sont déjà au point.

On peut noter une diminution de la clientèle étudiante adulte à l'I.T.H.Q. Toutefois, cela s'explique par une diminution des crédits venant du Gouvernement Fédéral, et la relocalisation tardive de l'I.T.H.Q. dans le nouvel édifice; il n'a été possible d'organiser cette année qu'une seule session de perfectionnement.

Statistiques administratives

Population étudiante en 1975-76

	Nombre d'étudiants	Taux d'équivalence	Équivalence: étudiants à plein temps
1. Cours réguliers à plein temps			
a.			
cours de niveau collégial			
45 périodes par semaine			
30 semaines par année			
(d'une durée de 3 ans)			
techniques hôtelières (1ère année)	74	3/4	148
techniques hôtelières (2e année)	63	3/4	126
techniques hôtelières (3e année)	66	3/4	132
techniques de production et d'administration de cuisine (1ère année)	32	3/4	64
techniques de production et d'administration de cuisine (2e année)	18	3/4	36
techniques de production et d'administration de cuisine (3e année)	13	3/4	26
tourisme (1ère année)	27	3/4	54
Sous-total:	293		586
b.			
cours de niveau secondaire			
30 périodes par semaine			
32 semaines par année			
(d'une durée de 2 ans)			
cuisine professionnelle (1ère année)	122	1	122
cuisine professionnelle (2e année)	63	1	63
cuisine professionnelle (2e année intensive)	16	1	16

Statistiques administratives (suite)

	Nombre d'étudiants	Taux d'équivalence	Équivalence: étudiants à plein temps
service de restaurant (1ère année)	40	1	40
service de restaurant (2e année)	26	1	26
pâtisserie-boulangerie (1ère année)	27	1	27
pâtisserie-boulangerie (2e année)	27	1	27
Sous-total:	311		311

2. Éducation permanente adultes

a.			
Cours de recyclage			
Imputation: ministère de l'Éducation			
1.			
Service de table: 1 cours, 15 élèves 16 semaines de 35 périodes	15	595/960	10
2.			
Service de boissons: 1 cours, 16 élèves 11 semaines de 35 périodes	16	385/960	6
3.			
Cuisine professionnelle: 2 cours, 15 élèves 32 semaines de 35 périodes	30	1120/960	34
Sous-total:	61		50

Ces cours ont eu lieu dans les sous-centres suivants exploités par la Direction des parcs du MTCP:

- Gîte du Mont-Albert, Gaspésie
- Auberge Fort-Prével, Gaspésie

b.			
Cours itinérants			
Dispensés dans diverses régions du Québec			
Imputation partielle: ministère de l'Éducation			
1.			
Service de bar et restaurant: 63 cours, 15 élèves 3 semaines de 15 périodes	975	45/960	46
2.			
Administration hôtelière: 11 cours, 50 élèves 1 semaine de 45 périodes	550	45/960	40
Sous-total:	1 525		86

— Gîte du Mont-Albert, Gaspésie (suite)
 — Auberge Fort-Prével, Gaspésie

c.			
Cours de recyclage et de perfectionnement			
(En collaboration avec la C.E.C.M.)			
1.	Service de table: 2 cours, 15 élèves 14 semaines de 30 périodes	30	420/960
			13
2.	Service de boissons: 2 cours, 15 élèves 8 semaines de 30 périodes	30	420/960
			8
3.	Cuisine professionnelle: 5 cours, 15 élèves 30 semaines de 30 périodes	75	900/960
			70
4.	Boulangerie-pâtisserie: 1 cours, 15 élèves 30 semaines de 30 périodes	15	900/960
			14
5.	Hôtesse — Maître d'Hôtel: 1 cours, 15 élèves 14 semaines de 30 périodes	15	420/960
			6
6.	Gérants: 1 cours, 15 élèves 50 semaines de 30 périodes	15	1500/900
			21
7.	Perfectionnement: 24 cours, 15 élèves 30 soirées de 5 périodes	360	150/960
			65
	Sous-total:	540	197
d.			
Cours de recyclage			
En collaboration avec la Commission Scolaire Régionale Le Royer			
1.	Service de table: 2 cours, 15 élèves 14 semaines de 30 périodes	30	420/920
			13
2.	Service de boissons: 3 cours, 15 élèves 8 semaines de 30 périodes	45	240/960
			12
3.	Cuisine professionnelle: 2 cours, 15 élèves 30 semaines de 30 périodes	30	900/960
			28
	Sous-total:	105	53
	Grand total:	2 835	1 283

Cours professionnels itinérants

Service de bar et restaurant

Calendrier des cours
Année scolaire 1975-1976

Dates	Nom de l'hôtel ou du restaurant	Endroit
1975		
8 au 26 septembre	Hôtel Sept-Îles	Sept-Îles
6 au 24 octobre	Hôtel Rawdon Inn Enrg. Manoir du Rocher	Rawdon Alma
3 au 21 novembre	Hôtel La Sarre Inc. Hôtel New Wellington	La Sarre Sherbrooke
1er au 19 décembre	Hôtel Clarendon Le Grand'Mère Inn	Québec Grand'Mère
1976		
5 au 23 janvier	Hôtel du Boulevard Hôtel Chicoutimi	Louiseville Chicoutimi
2 au 20 février	H./M. Rond Point H./M. Le Dauphin	Lévis Drummondville
1er au 19 mars	Hôtel St-Louis — Motel Roland Le Voyageur	Rimouski Québec
29 mars au 16 avril	Hôtel Windsor H./M. Bertrand	La Tuque Tracy
26 avril au 14 mai 31 mai	Hôtel Bellevue Auberge Rivière Ouelle	St-Félicien Rivière Ouelle
18 juin	Hôtel La Côte Surprise	Percé

Séminaires d'administration hôtelière

Dates	Nom du cours	Nom de l'hôtel ou du restaurant	Endroit
1975			
19 au 24 octobre	Gestion de cuisine	Auberge La Barre 500	Longueuil
30 novembre au 12 décembre	Formation générale en organisation et administration hôtelière	Hôtel La Sapinière	Val-David
30 novembre au 12 décembre	Perfectionnement en cuisine d'hôtel et de restaurant	Hôtel La Sapinière	Val-David
9 et 10 décembre	Contrôle du bar et prix de revient des repas	Hôtel La Sapinière	Val-David
1976			
1er au 6 février	Législation et Droit Hôtelier	Loews Le Concorde	Québec
7 au 12 mars	Organisation Financière	Castel de L'Estrie	Granby

Séminaires d'administration hôtelière (suite)

Dates	Nom du cours	Nom de l'hôtel ou du restaurant	Endroit
25 au 30 avril	Marketing Hôtelier	Manoir St-Castin	Lac Beauport
25 avril au 7 mai	Techniques de Restaurant (Maître d'Hôtel/Hôtesse)	Manoir St-Castin	Lac Beauport
25 avril au 7 mai	Perfectionnement en cuisine d'hôtel et de restaurant	Manoir St-Castin	Lac Beauport
2-3-4-5 mai	Gestion des ressources Humaines	Manoir St-Castin	Lac Beauport
30 mai au 4 juin	Administration de la réception	Hôtel Chicoutimi	Chicoutimi

Statistiques administratives Dépenses par super-catégorie et catégorie pour l'exercice financier 1975-76

05

Formation professionnelle

Fonctionnement	Total
01 — Traitements	\$1 681 300
03 — Communications	31 200
04 — Services	328 100
05 — Entretien	117 900
06 — Loyers	30 500
07 — Fournitures	713 000
11 — Autres dépenses	113 100
	\$3 015 100
Capital	
04 — Services	35 000
08 — Équipement	109 900
	144 900
Déductions	
14 — Remboursements	87 300
15 — Imputations	134 600
	\$ 221 900
Total	\$2 938 100

Les effectifs autorisés durant cet exercice financier
étaient les suivants:

- 1 cadre supérieur
 - 3 adjoints aux cadres supérieurs
 - 26 professionnels
 - 75 enseignants
 - 70 employés de bureau et assimilés
 - 15 ouvriers
 - 6 techniciens et autres assimilés
- 196 plus 70 occasionnels**

Service des agents de voyages

Objectifs et programmes

Le Service des agents de voyages a pour rôle principal de délivrer les permis d'exploitation aux agents de voyages, détaillants ou grossistes, exploitant dans la province de Québec un commerce de cette nature.

Le Service doit également assurer la protection du public voyageur, de même que le respect de la Loi des agents de voyages.

La Loi des agents de voyages (LQ 1974 — ch. 53) a été sanctionnée le 17 décembre 1974. Le règlement relatif aux agents de voyages, adopté en vertu de la Loi, porte le numéro 3780-75; l'arrêté en conseil est daté du 13 août 1975 et a été publié dans la Gazette officielle du Québec le 27 août 1975.

La Loi et la réglementation sont entrées en vigueur le 1er octobre 1975 et, depuis cette date, selon l'article 4 de la Loi,

«Nul ne peut exercer les fonctions d'agent de voyages, agir à titre d'agent de voyages ni donner lieu de croire qu'il est agent de voyages, s'il ne détient un permis en vigueur à cette fin».

Budget et états financiers

Entre le 1er octobre 1975 et le 31 mars 1976, le Service des agents de voyages a fonctionné en tant que division au sein du Service de l'hôtellerie; de ce fait, il n'a pas disposé de budget individuel.

Réalisations

Durant la période s'écoulant du 1er octobre 1975 au 31 mars 1976, plus de 600 demandes de permis ont été examinées et 483 permis ont été émis, soit 419 permis de détaillants, 33 de grossistes et 31 de grossistes-détaillants. Le chiffre d'affaires global déclaré représente un volume de ventes de \$262 001 489.

Pendant cette même période, les cautionnements déposés par les agents de voyages pour garantir les deniers déposés par le public entre leurs mains atteignaient une somme de \$7 485 000 pour les détaillants et de \$5 200 000 pour les grossistes ou grossistes-détaillants, soit un total de \$12 685 000.

Avant la fin de l'exercice, près de mille (1000) infractions mineures, concernant surtout la publicité dans les média d'information, ont été relevées; une action efficace et soutenue auprès des média a permis d'améliorer considérablement la situation.

Quant aux infractions majeures, concernant le plus souvent la bonne tenue des comptes en fiducie (maintenant exigés par la Loi), elles impliquaient douze (12) agences de voyages. Le Service juridique du MTCP a été avisé en temps et lieu et les procédures engagées ont eu pour résultat immédiat qu'aucun client de ces agents de voyages n'a été lésé, parmi les cas qui avaient été réglés à la fin de l'exercice, ces clients ayant soit récupéré leur argent, soit effectué leurs voyages.

Tableau démontrant la répartition des agents de voyages par catégorie et en fonction du chiffre d'affaires (au 31 mars 1976)

Chiffres d'affaires basés sur l'année 1974 et déclarés lors de la demande de permis	Détaillants	Grossistes	Grossistes-détaillants
0 à 500 000	283	18	13
500 001 à 1 000 000	81	5	7
1 000 001 à 1 500 000	28	5	5
1 500 001 à 2 000 000	13	2	1
2 000 001 à 3 000 000	10		2
3 000 001 à 5 000 000	4	2	2
5 000 001 à 10 000 000		1	
10 000 001 et plus			1
Total	419	33	31

Total général 483 permis
Chiffre d'affaires \$262 001 489
Cautionnements \$12 685 000

Direction générale des parcs, de la chasse et de la pêche

Service de l'exploitation des parcs

Parc du Mont Ste-Anne

Service des établissements

Aquarium de Québec

Jardin zoologique de Québec

Île d'Anticosti

Service de l'aménagement de la faune

Service de la recherche biologique

Service des stations piscicoles

Service de la conservation de la faune

Service des locations de droits de chasse et pêche

Division de l'éducation et de la sécurité

Direction des parcs

La Direction des parcs a pour principal objectif de préserver des parties importantes du territoire québécois, d'organiser des activités éducatives et récréatives et d'assurer des facilités d'hébergement et de restauration en milieu naturel.

La Direction des parcs est formée de six Services: Exploitation, Établissement hôteliers, Aquarium de Québec, Mont Sainte-Anne, Jardin zoologique de Québec et l'Île d'Anticosti.

Budget, effectifs et fréquentation par service de la direction des parcs

Services	Budget (\$) 1975-76	Effectifs		Fréquentation Jours-personnes
		Temps plein	Temps partiel	
Bureau central	484 600	2		
Exploitation	15 438 700	514	1 702	4 490 884
Établissements hôteliers	1 983 200	48	250	29 192
Mont Sainte-Anne	1 833 600	59	184	425 320
Aquarium de Québec	644 700	32	15	212 890
Jardin zoologique de Québec	725 100	43	27	293 541
Île D'Anticosti	6 000 000	59	166	7 126
Total	27 109 900	757	2 344	5 458 953

Service de l'exploitation des parcs

Objectifs et programmes

Les parcs et réserves visent à conserver le milieu naturel au bénéfice des générations futures tout en permettant à la population actuelle de profiter des nombreux bienfaits d'ordre récréatif et éducatif que la nature lui apporte, grâce à des aménagements adéquats. De plus, ces territoires sont un apport touristique important si l'on considère qu'un nombre sans précédent de visiteurs du Québec et de l'extérieur, soit plus de 5 500 000, y ont séjourné au cours de l'année 1975-76. La fréquentation avait été de près de 4 000 000 de personnes au cours de l'année 1974-75.

Cette augmentation s'est surtout manifestée dans les domaines suivants: randonnée pédestre, baignade et canotage.

Au cours de l'année 1975-76, dans le district de Montréal, le parc Saint-Bruno a été ouvert au public. Les activités d'hiver ont attiré plus de 142 000 personnes.

Deux autres nouveaux parcs seront exploités au cours de l'été 1976: le parc Kénogami, dans le district de Saguenay — Lac-Saint-Jean et le parc Frontenac, dans le district de Québec. De plus, la Direction des parcs exploitera une marina dans le parc Tadoussac, dans le district de la Côte-Nord, ainsi qu'un golf, dans le parc Fauvel, dans le district du Bas Saint-Laurent — Gaspésie.

Un nouveau terrain de camping a été aménagé dans le parc Carillon, dans le district de l'Outaouais.

Après une expérience d'un an pour l'ensemble des parcs, le bureau des réservations s'est vu confier au cours de l'exercice 1975-76, tous les secteurs de la pêche au saumon, y compris l'Île d'Anticosti. La gestion du tirage au sort pour la chasse à l'orignal est aussi sous la responsabilité de ce bureau. Durant la saison d'été, la Direction des parcs pourra héberger quelque 2 100 personnes par nuit, sans compter les campings.

La Direction des parcs a participé à des expositions régionales et y a délégué des préposés à l'accueil qui ont fourni des renseignements sur les parcs et les réserves du Québec.

Le Service de l'exploitation est responsable de 47 parcs et de 43 réserves (y compris 21 rivières à saumon et 60 terrains de camping). Ces derniers totalisent plus de 6 700 emplacements. Une nouvelle classification des terrains et propriétés administrés par la Direction des parcs a été faite au cours de l'année.

Les catégories d'activités offertes dans les parcs et les réserves sont les suivantes: baignade (piscine et plage), canotage (canot-camping), chasse (au chevreuil, à l'original, au petit gibier), cueillette de fruits sauvages, escalade, golf, marina, motoneige, pêche (au saumon, à la truite et autres espèces, pêche-marche-camping), pique-nique, randonnée pédestre, raquette, ski (ski alpin et ski de fond), villégiature (auberge, camping, chalet et pavillon), visite.

La chasse à l'original, réservée aux résidents du Québec, ainsi que la chasse au chevreuil et au petit gibier sont pratiquées dans certains parcs et réserves.

Service de l'exploitation Sommaire des dépenses par catégories et par district

Catégories	Districts								Total
	Bureau central	Outaouais	Montréal	Trois-Rivières	Québec	Saguenay — Lac Saint-Jean	Bas-Saint-Laurent — Gaspésie	Côte-Nord	
Administration	1 015 900	308 600	574 900	329 200	579 900	171 600	352 400	83 300	3 415 900
Services collectifs		496 500	672 000	292 400	1 587 700	222 700	384 600	180 000	3 835 900
Pêche		483 300	497 900	379 100	573 800	408 400	778 100	28 100	3 148 900
Réseaux routiers		73 100	264 500	251 100	285 600	50 000		17 000	941 300
Activités diverses		125 300	522 400	183 500	142 400	107 400	75 000		1 156 000
Chasse		117 600	41 400	100 500	84 400		88 000		431 900
Camping, plage, pique-nique		238 600	1 097 600	220 900	165 700	98 600	546 100	19 200	2 386 700
Services rendus à l'extérieur			4 700						4 700
Entretien de lieux, édifices					117 600				117 600
Total	1 015 900	1 843 000	3 675 400	1 756 700	3 537 100	1 058 700	2 224 200	327 700	15 438 700

Un centre d'interprétation de la nature
à l'entrée sud du parc des Laurentides.



Sommaire de la fréquentation des parcs en 1974-75 et en 1975-76

1974-75		1975-76
Nombre de jours- personnes	Catégories d'activités	Nombre de jours- personnes
85 160	Baignade	175 794
32 619	Canotage	43 690
28 608	Chasse	48 537
21 708	Cueillette	8 122
	Escalade	205
18 915	Golf	26 034
	Marina	15 896
68 123	Motoneige	54 653
364 340	Pêche	374 923
805 848	Pique-nique	736 475
37 436	Randonnée pédestre	163 570
38 828	Raquette	47 826
615 013	Ski	954 945
767 255	Villégiature	1 062 810
1 048 601	Visite	1 743 373
3 932 454	Total	5 458 953

Sommaire par district de la fréquentation des parcs en 1975-76

Catégories d'activités	Districts								Total
	Nombre de jours-personnes								
	Outaouais	Montréal	Trois-Rivières	Québec	Saguenay — Lac-Saint-Jean	Bas-Saint-Laurent — Gaspésie	Côte-Nord	Anticosti	
Baignade	588	42 232	29 708	69 882		33 384			175 794
Canotage	32 165	7 259	623	2 242	1 129		2		43 690
Chasse	5 254	5 529	17 819	4 525		8 995		6 415	48 537
Cueillette	2 029	31	954	1 068	2 578	1 328	134		8 122
Escalade				205					205
Golf		13 497				12 537			26 034
Marina		10 000					5 896		15 896
Motoneige	7 354	16 966	27 387	2 704		2 342			56 753
Pêche	105 688	64 244	43 845	94 098	28 441	30 830	7 066	711	374 923
Pique-nique	13 263	438 836	176 736	35 226	13 425	58 844	145		736 475
Randonnée pédestre				940	632	161 998			163 570
Raquette		24 511	17 481	3 966	1 868				47 826
Ski	208	390 465	36 645	520 911	5 235	1 481			954 945
Villégiature	125 899	487 135	111 043	118 759	26 283	180 034	13 657		1 062 810
Visite	83 642	225 612	127 050	966 982	94 254	241 371	4 462		1 743-373
Total	376 090	1 726 587	589 291	1 821 508	173 845	733 144	31 362	7 126	5 458 953

Le district de Québec comprend l'Aquarium de Québec, le Mont Sainte-Anne et le Jardin zoologique de Québec.

Les statistiques du Service des établissements sont comprises dans les districts suivants: Outaouais, Québec, Saguenay — Lac-Saint-Jean et Bas-Saint-Laurent — Gaspésie.

Réalisations et fonctionnement 1. District de l'Outaouais

Le district de l'Outaouais comporte deux parcs, cinq réserves et cinq terrains de camping. La fréquentation a été de 370 000 personnes en 1975-76 en regard de 330 000 en 1974-75. L'activité la plus en vogue a été la villégiature.

— Réserve Aiguebelle

Dans la réserve Aiguebelle qui a une superficie de 100 milles carrés, on y pratique la pêche.

— Réserve La Vérendrye

Les activités pratiquées dans la réserve de La Vérendrye sont: la pêche, la chasse à l'orignal, le canotage, la villégiature, le pique-nique et la cueillette des fruits sauvages.

On y trouve trois postes d'accueil et un centre administratif au Domaine. Elle comporte aussi trois terrains de camping aménagés: lac Savary, lac de la Vieille et lac Dozois, totalisant près de

300 emplacements. Un camping semi-aménagé, celui du lac Rolland, est doté de 100 emplacements. De plus, de multiples campings rustiques accommodent les nombreux usagers.

Pour assurer une plus grande sécurité aux campeurs, des zones de camping rustique ont été déterminées d'une façon précise, permettant, entre autres, de localiser plus facilement les usagers en cas de besoin.

Au lac Barrière, des sites ont été défrichés pour un, deux ou trois groupes de campeurs.

Le nettoyage des sous-bois s'est poursuivi aux campings des lacs Dozois et La Vieille.

Une des bases de canot-camping est installée au Domaine. Cette activité dont la fréquentation a connu une augmentation de 12% a nécessité, en 1975, une deuxième base qui a été aménagée au lac Dozois.

La pêche a été également fort populaire alors que la fréquentation a augmenté de 10%.

Dans cette réserve, on dispose de 25 chalets d'une capacité maximale de 106 personnes.

Le réseau routier d'environ 700 milles a été réparé sur une longueur de 72 milles.

Il a été possible d'utiliser un système de radio-communication dont le parachèvement est prévu pour 1976.

— Réserve Papineau-Labelle

Dans la réserve de Papineau-Labelle, les activités suivantes sont pratiquées: canotage, villégiature, cueillette de fruits sauvages, pêche, pique-nique, chasse au petit gibier, motoneige et visite.

Elle comporte trois postes d'accueil et 14 postes de contrôle ainsi que 22 chalets d'une capacité maximale de 128 personnes.

Le centre administratif se trouve à Val-des-Bois et le réseau routier est d'une longueur de 425 milles.

Pratiqué depuis déjà trois ans, le canot-camping connaît une popularité croissante. Aux trois trajets de canots existants sont venus se greffer plusieurs tronçons. Pour permettre de réduire la longueur d'un portage, on a effectué le nettoyage du ruisseau Sept-Frères.

De nouveaux sentiers ont été aménagés pour la chasse au lièvre et à la perdrix alors qu'une signalisation adéquate a été mise en place.

Dans cette réserve, la pratique de la motoneige a connu une hausse de popularité, soit une augmentation de 30%. Huit kilomètres de sentier sont venus s'ajouter au circuit dans la partie sud-ouest de la réserve près des lacs Cole et Danis.

À titre expérimental, neuf milles de sentier de ski de fond ont été tracés et deux relais ont été aménagés à cette fin dans le secteur de l'établissement Ernest.

Une nouvelle activité a été instaurée, la pêche-marche-camping.

Les campeurs ont pu disposer de 11 emplacements.

Près de la plage du lac Écho, le nettoyage du sous-bois s'est poursuivi et des toilettes sèches, des pompes à eau et des foyers ont été aménagés pour les adeptes du pique-nique.

L'installation de douches a nécessité l'agrandissement de six chalets et le réaménagement de six autres.

— Parc Carillon

Dans le secteur Fer-à-Cheval, à proximité de Cushing, l'aménagement d'un terrain de camping de 159 emplacements s'est poursuivi.

— Parc Plaisance

Ce parc, situé à 3 milles de la municipalité de Plaisance, comporte 114 emplacements de camping.

Les rampes de mise à l'eau des Écorces et du grand lac Poisson-Blanc sont maintenant sous la responsabilité du district de l'Outaouais.

Camping rustique dans
la réserve de La Vérendrye.



**Sommaire d'exploitation
1975-76
District de l'Outaouais**

Parcs, réserves et autres propriétés	Année de création	Superficie en milles carrés	Effectifs hommes-années		Budget en milliers de dollars
			Temps plein	Temps partiel	
Réserve Aiguebelle	1968	100			2
Réserve La Vérendrye	1939	5 257	52	48	1 029
Kiosque de renseignements					
Réserve de Pontiac	1967	289			
Parc Papineau-Labelle	1971	671	20	27	555
Parc Plaisance	1968	8	3	5	97
Parc Carillon	1968	4	3	2	50
Bureau de district	1968		5	1	110
Total		6 329	83	83	1 843

**Statistiques de la fréquentation des parcs
1975-76
District de l'Outaouais**

Catégories d'activités	Nombre de jours-personnes					Total
	Aiguebelle	La Vérendrye	Pap-Labelle	Plaisance	Carillon	
Baignade		80	508			588
Canotage		28 745	3 420			32 165
Chasse		2 398	2 856			5 254
Cueillette		1 319	710			2 029
Escalade						
Golf						
Marina						
Motoneige			7 354			7 354
Pêche	634	84 538	20 516			105 688
Pique-nique		1 741	740	10 782		13 263
Randonnée pédestre						
Raquette						
Ski			208			208
Villégiature		107 289	2 070	16 540		125 899
Visite			31 731	1 404	50 507	83 642
Total	634	226 110	70 113	28 726	50 507	376 090

2. District de Montréal

Les parcs du district de Montréal ont été fréquentés par près de 2 000 000 de personnes en 1975-76, comparativement à 1 500 000 en 1974-75. Les activités les plus populaires ont été le pique-nique, le ski, la pêche et la baignade.

Le district comporte dix parcs, cinq réserves et neuf terrains de camping.

— Parc Sainte-Véronique

Ce parc comprend 144 emplacements de camping et une plage. Une réserve de chasse et de pêche y est attachée. Le réseau routier est de 16 milles de long.

— Parc du Mont-Tremblant

Ce parc, accessible par 10 entrées, compte deux postes d'accueil et six postes de contrôle. Les activités sont le pique-nique, le canotage, la pêche, la villégiature, la randonnée pédestre, la chasse à l'original, la motoneige, le ski alpin, le ski de randonnée, la raquette et la visite.

Le parc comprend deux terrains de camping ayant un total de 376 emplacements. Par ailleurs, de nombreux campings rustiques ont été établis afin de répondre à une demande toujours croissante.

Il est doté de trois chalets pouvant loger un total de 20 personnes. La longueur du système routier est de 300 milles.

Le canotage est recherché et les parcours, longs d'environ 140 - kilomètres, peuvent convenir aux débutants comme aux chevronnés.

Les amateurs de ski de fond disposent de sentiers bien identifiés sur un parcours de 65 kilomètres.

— Parc Paul-Sauvé

Le parc Paul-Sauvé, à cause de sa situation géographique, est très fréquenté. On y pratique le camping et le parc compte un total de 1075 emplacements. Il est doté d'une plage d'environ $\frac{3}{4}$ de mille de longueur et d'une aire de stationnement pour 2800 voitures. Le réseau routier est de 33 milles de longueur. On y pratique également le canotage, la randonnée pédestre, le ski de randonnée et la raquette.

En 1975-76, plus de 70,000 personnes, comparativement à 39 000 l'année précédente, y ont fait du ski de fond.

— Réserve de Joliette

Créée en 1971, l'activité principale est la pêche. On y pratique aussi la chasse au petit gibier, le canotage et la motoneige. Quelques chalets ont été mis à la disposition du public pour fin de villégiature en 1975-76 alors qu'avant, tous les chalets n'étaient utilisés que par les chasseurs et les pêcheurs. La réserve possède 22 chalets pouvant accommoder un maximum de 121 personnes, deux postes d'accueil et sept postes de contrôle. La longueur du réseau routier est de 125 milles.

Ski de fond au Mont-Tremblant.



Terrain de camping dans le parc du Mont Orford.



— Parc Rawdon

Dans le parc Rawdon, les visiteurs peuvent admirer les chutes Darwin. Le pique-nique et la randonnée pédestre y sont très populaires.

— Parc du Mont-Saint-Bruno

Ce parc d'une superficie de 2 milles carrés fut créé en 1975. Les principales activités sont: le pique-nique, la randonnée pédestre, le ski de fond et le ski alpin. Le réseau routier a 7 milles de long.

— Parc de Sorel

Une marina est aménagée à Sorel. Elle peut accommoder 330 bateaux.

Le terrain de camping de Sainte-Anne-de-Sorel est doté de 150 emplacements et d'une piscine.

— Parc du Mont-Orford

Dans ce parc, on pratique les activités suivantes: villégiature, canotage, golf, pique-nique, baignade, ski alpin, ski de fond, raquette et randonnée pédestre. Il a été agrandi de 7 milles carrés, portant ainsi sa superficie à 22 milles carrés.

Il compte un terrain de camping de plus de 300 emplacements et un poste d'accueil. Son réseau routier est de 9 milles.

De plus, on trouve dans ce district, à Côte-Sainte-Catherine, un terrain de camping de 375 emplacements avec facilités de baignade. Ce terrain et les deux qui suivent sont considérés comme des parcs. Deux terrains de camping, l'un à Côteau-Landing et l'autre à Pointe-des-Cascades, comptent 280 emplacements munis de tous les services et de facilités de baignade.

Statistiques de la fréquentation des parcs

1975-76

District de Montréal

Catégories d'activités	Nombre de jours-personnes			
	Chute St-Philippe	Ste-Véronique	Mont-Tremblant	Côteau-Landing
Baignade		6 686		
Canotage			7 529	
Chasse	777	87	480	
Cueillette			31	
Escalade				
Golf				
Marina				
Motoneige			5 040	
Pêche	1 613	1 255	43 681	
Pique-nique		2 063	115 760	
Randonnée pédestre				
Raquette			883	
Ski			12 886	
Villégiature	199	11 459	162 230	17 975
Visite	90		1 160	1 554
Total	2 679	21 550	349 680	19 529

Sommaire d'exploitation

1975-76

District de Montréal

Parcs, réserves et autres propriétés	Année de création	Superficie en milles carrés	Effectifs <i>hommes-années</i>		Budget en milliers de dollars
			Temps plein	Temps partiel	
Camping Sainte-Véronique	1967	2	2	16	84
Parc Mont-Tremblant	1894	990	36	230	1 504
Camping Côteau-Landing	1966	1		14	43
Parc Paul-Sauvé	1962	7	25	130	621
Réserve Joliette	1971	189	18	78	404
Camping Pointe-des-Cascades	1966	1	1	15	52
Parc Rawdon	1967	1	3	1	37
Camping Côte-Sainte-Catherine	1966	1		28	131
Parc Mont Saint-Bruno	1975	2		13	195
Bureau de district de Montréal	1966		7	4	146
Marina de Sorel	1974			9	111
Parc Mont-Orford	1932	22	12	73	347
Total		1 216	104	611	3 675

Nombre de jours-personnes								
Paul-Sauvé	Joliette	Pointe-des-Cascades	Rawdon	Côte-Ste-Catherine	Mont St-Bruno	Îles-de-Sorel	Mont-Orford	Total
							35 546	42 232
								7 529
	4 185							5 529
								31
							13 497	13 497
						10 000		10 000
3 645	8 281							19 966
722	16 973							64 244
153 647			39 110	83 936			44 320	438 836
5 064					10 766		7 798	24 511
71 635					137 518		168 426	390 465
127 610	1 485	17 773		58 532			89 912	487 135
33 206		2 608	125 450	11 088			50 456	225 612
395 529	30 924	20 341	164 560	153 556	148 284	10 000	409 955	1 726 587

3. District de Trois-Rivières

Le district de Trois-Rivières comporte quatre parcs, trois réserves et six terrains de camping. La fréquentation est passée de 462 700 personnes en 1974-75 à 589 200 en 1975-76. L'activité la plus en vogue a été le pique-nique.

La pratique de la motoneige ayant été à la baisse dans le district, le nombre de circuits et de chalets a été réduit pour cette activité.

— Réserve de la Haute-Mauricie

La réserve de la Haute-Mauricie, d'une superficie de 6 673 milles carrés, permet de s'adonner à la chasse à l'orignal, particulièrement dans les réserves Mastigouche et Saint-Maurice.

— Réserve Mastigouche

Dans cette réserve, on pratique la pêche, la chasse au petit gibier, la chasse à l'orignal, le canotage, la cueillette des fruits sauvages, la villégiature et la motoneige. Trente-huit chalets peuvent accueillir quelque 180 personnes. Le réseau routier de la réserve s'étend sur 250 milles.

L'activité de la pêche étant très populaire, une dizaine de nouveaux lacs ont été ouverts.

Des terrains de pique-nique ont été aménagés et plusieurs tables ont été installées.

— Réserve Saint-Maurice

Dans cette réserve, les activités suivantes sont pratiquées: le pique-nique, la villégiature, le canotage, la cueillette de fruits sauvages, la pêche, la chasse à l'orignal et au petit gibier ainsi que la motoneige.

Elle comporte cinq terrains de camping, deux postes d'accueil, deux postes de contrôle, 23 chalets d'une capacité de 118 personnes.

Le système routier d'une longueur de quelque 200 milles a été amélioré en vue de faciliter l'accès à quelques lacs.

Des améliorations extérieures et intérieures ont été apportées à plusieurs chalets dans les réserves Mastigouche et Saint-Maurice.

— Parc Sainte-Ursule

Ce parc a été ouvert deux semaines plus tôt, soit le 14 mai, permettant ainsi aux visiteurs d'observer les chutes, au moment du débit printanier.

— Parc des Voltigeurs

Le camping est l'activité principale de ce parc et on y trouve 570 emplacements. Plusieurs autres activités y jouissent aussi d'une grande popularité: pique-nique, baignade, ski de fond, raquette et visite du Manoir Trent.

Des améliorations ont été apportées à la piscine de la zone centrale, particulièrement au patio.

Un contrat a été accordé à la Chambre de Commerce de Drummondville pour l'animation du Manoir Trent.

Au cours de l'année 1975-76, le parc a été ouvert toute l'année. Ainsi après la saison de camping, alors que par les années passées il demeurait fermé pour les visiteurs jusqu'à la saison hivernale, le parc a accueilli plus de 86 000 personnes.

Dans le parc de Batiscan, il est possible de visiter une construction du 17^e siècle, le presbytère de Batiscan.

**Sommaire d'exploitation
1975-76
District de Trois-Rivières**

Parcs, réserves et autres propriétés	Année de création	Superficie en milles carrés	Effectifs hommes — années		Budget en milliers de dollars
			Temps plein	Temps partiel	
Réserve Haute-Mauricie	1965	6 673			20
Réserve Mastigouche	1971	178	29	35	858
Réserve Saint-Maurice	1967	600	16	11	484
Bureau du district de Trois-Rivières	1973		4		84
Parc des Voltigeurs	1965		12	60	291
Parc Batiscan	1962		1	1	20
Total		7 451	62	107	1 757

**Statistiques de la fréquentation des parcs
1975-76
District de Trois-Rivières**

Catégories d'activités	Nombre de jours-personnes						Total
	Haute-Mauricie	Mastigouche	St-Maurice	Chute Ste-Ursule	Voltigeurs	Batiscan	
Baignade			1 038		28 670		29 708
Canotage		623					623
Chasse	10 002	5 993	1 824				17 819
Cueillette		950	4				954
Escalade							
Golf							
Marina							
Motoneige		24 653	969		1 765		27 387
Pêche		32 898	10 947				43 845
Pique-nique		137	209	9 936	166 454		176 736
Randonnée pédestre							
Raquette					17 481		17 481
Ski					36 645		36 645
Villégiature			6 447		104 596		111 043
Visite		2 612	13 425	64 528	45 859	626	127 050
Total	10 002	67 866	34 863	74 464	401 470	626	589 291

4. District du Saguenay — Lac-Saint-Jean

Le district du Saguenay — Lac-Saint-Jean compte deux parcs, quatre réserves et sept terrains de camping. La fréquentation a été de 173 800 personnes en 1975-76 en regard de 123 500 en 1974-75. L'activité la plus en vogue a été la visite.

Le bureau de district, anciennement à Roberval, a été réaménagé en 1975 dans un nouvel édifice administratif à Jonquière.

Le district a fait l'acquisition du parc Kénogami situé à quelque 10 milles de Jonquière. Ce parc qui sera exploité en juillet 1976 comporte un terrain de camping de 155 emplacements, une plage, une aire de pique-nique et plusieurs jeux, tels que le golf, le tennis, le volley-ball. Ce parc sera doté d'un réseau d'aqueduc avec station de pompage, d'un réseau d'égout, d'un bassin d'oxygénation et d'un réseau d'électricité. Il comptera de plus un poste d'accueil, un poste de contrôle, deux salles communautaires, trois bâtisses sanitaires et un pavillon de services pour la plage.

— Réserve Chibougamau

Cette réserve possède deux postes d'accueil, aux barrières sud et nord, et cinq postes de contrôle: lac du Milieu, lac à la Loutre, lac d'Argenson, lac Nicabau et lac Rohault.

On y pratique la villégiature, la cueillette de fruits sauvages, la pêche et le pique-nique. Sept chalets peuvent recevoir 30 personnes. La route régionale, qui traverse la réserve, est jalonnée de plusieurs haltes routières. La réserve possède deux terrains de camping, l'un au lac du Milieu, avec 12 emplacements et trois abris, et l'autre au lac d'Argenson, avec 25 emplacements.

Le réseau routier d'une longueur d'environ 700 milles a été réparé sur une certaine distance.

— Réserve Mistassini

Le bureau administratif de cette réserve est situé à Chibougamau. Il existe deux postes d'accueil, aux barrières Waconichi et Bourbeau.

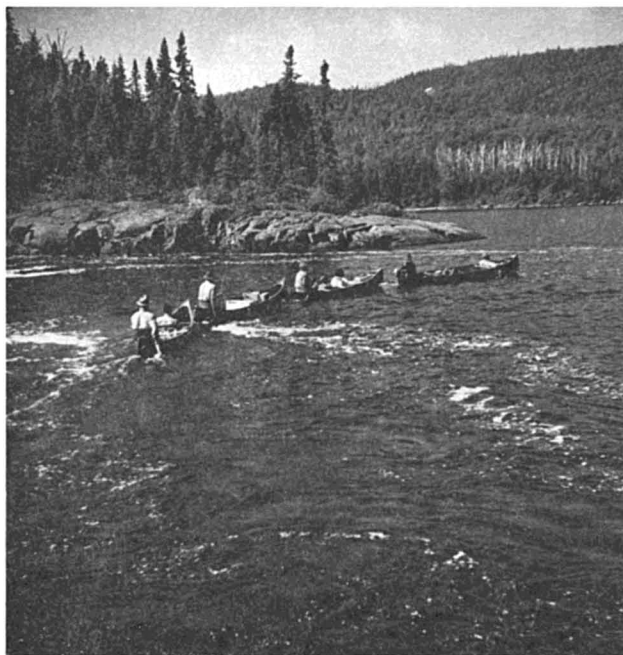
On y pratique la villégiature, le canotage et la pêche. La réserve possède six chalets d'une capacité totale de 24 personnes, et trois pavillons d'une capacité totale de 95 personnes: Waconichi, Louis-Joliet, Vieux-Poste. La réserve est dotée, de plus, de deux terrains de camping, l'un à la rivière Chalifour et l'autre au lac Albanel, avec 15 et 50 emplacements respectivement.

Une aire de camping rustique a été mise à la disposition du public à la Baie Pénicouane et un chemin secondaire a été construit pour relier la route de la Rupert à la Baie Pénicouane. Le réseau routier est de 300 milles de long.

Au retour d'une excursion de pêche dans la réserve de Mistassini.



À la file indienne sur la rivière Métabetchouan.



— Parc Val-Jalbert

Dans ce parc, on pratique le camping, le pique-nique, le ski de fond, la raquette et la visite.

Dans le parc Val-Jalbert, 61 emplacements de camping ont été aménagés, portant ainsi le nombre d'emplacements à 161, deux ponts et un poste de contrôle ont été reconstruits, une partie du sentier conduisant aux emplacements de camping a été dotée d'un système d'éclairage, un bloc sanitaire et un abri communautaire ont été construits. Un terrain de pique-nique a été aménagé à l'entrée du parc. Il y a eu rénovation complète de l'hôtel, de quatre maisons, construction de trois bâtisses sanitaires, d'une salle communautaire, d'une station de pompage, de deux postes de contrôle, d'une usine d'épuration ainsi que l'installation d'un système d'éclairage dans quelques rues, en plus de la plantation de 500 arbres.

Des sentiers de raquettes et de ski de fond ont été ouverts au public. Une salle communautaire comprenant un casse-croûte, des toilettes, des tables et un comptoir de fartage sont à l'usage des adeptes d'activités d'hiver. Pour faciliter l'accès à la chute Quiat-chouane, un sentier et un belvédère ont été aménagés.

— Parc Kénogami

Ce nouveau parc permettra de pratiquer les activités suivantes: camping, pique-nique et baignade.

Un terrain avec rampe de mise à l'eau est aménagé sur les bords du lac Kénogami, à Saint-Cyriac.

Aux Chutes à Michel, sur la rivière Chamouchouane près de Saint-Félicien, un terrain de pique-nique a été aménagé. On y pratique également la pêche à gué.

Sommaire d'exploitation
1975-76
District du Saguenay — Lac-Saint-Jean

Parcs, réserves et autres propriétés	Année de création	Superficie en milles carrés	Effectifs hommes — années		Budget en milliers de dollars
			Temps plein	Temps partiel	
Réserve Assinica	1960	3 712			
Réserve Chibougamau	1946	4 300	23	8	469
Réserve Mistassini	1953	9 471	5	23	431
Parc Val-Jalbert	1960	1	3	2	70
Parc Kénogami	1975				
Bureau de district	1975		5	2	89
Total		17 484	36	36	1 059

Statistiques de la fréquentation des parcs
1975-76
District du Saguenay — Lac-Saint-Jean

Catégories d'activités	Nombre de jours-personnes				Total
	Assinica	Chibougamau	Mistassini	Val-Jalbert	
Baignade					
Canotage		418	711		1 129
Chasse					
Cueillette		2 578			2 578
Escalade					
Golf					
Marina					
Motoneige					
Pêche	829	13 357	14 255		28 441
Pique-nique		223		13 202	13 425
Randonnée pédestre		632			632
Raquette				1 868	1 868
Ski				5 235	5 235
Villégiature		5 724	3 484	17 075	26 283
Visite		98		94 156	94 254
Total	829	23 030	18 450	131 536	173 845

5. District de Québec

Le district de Québec comporte dix parcs, quatre réserves et 14 terrains de camping. La fréquentation a été de 1 820 500 personnes en 1975-76, en regard de 1 177 300 en 1974-75. L'activité la plus populaire a été la visite.

— Réserve Portneuf

Dans cette réserve, on y pratique la pêche, la chasse à l'orignal et au petit gibier, la villégiature, la motoneige, le ski de fond, la raquette et le canotage.

La réserve compte deux postes d'accueil, 38 chalets d'une capacité de 238 personnes, un terrain de camping, 110 kilomètres de sentiers de motoneige et un réseau routier de 140 milles.

Au lac Lapeyrère où se pratique le canotage, un autre emplacement de camping rustique a été ouvert au public ainsi qu'une salle communautaire. La longueur totale du circuit de canot a été portée à 65 kilomètres et plusieurs portages ont été améliorés.

Plusieurs nouveaux sentiers ont été aménagés pour la chasse, la pêche, le ski de fond et la raquette ainsi qu'un circuit de longue randonnée à titre expérimental, permettant l'utilisation de refuges.

Trois nouveaux points d'intérêt ont été rendus accessibles aux visiteurs: chute de la Marmite, chute du Galet et plateau du lac Bourquin.

La pêche est demeurée populaire et des sentiers ont été ouverts, pour faciliter l'accessibilité pour la pêche à gué.

Il y a eu construction d'un centre administratif et d'un entrepôt à Rivière-à-Pierre.

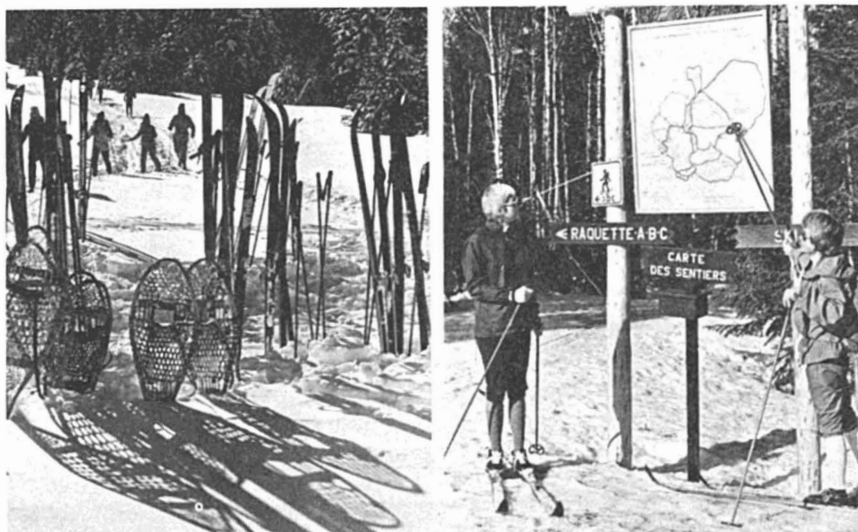
— Parc des Laurentides

Ce parc est l'un des plus anciens de la province, on y pratique les activités suivantes: pêche, chasse à l'orignal, ski de fond, raquette, villégiature, canotage, escalade, pique-nique et randonnée pédestre.

Il comprend cinq secteurs. Le bureau central est situé au Vieux Moulin. Ce parc comporte trois postes d'accueil, cinq postes de contrôle, deux auberges, deux pavillons, 93 chalets d'une capacité de 450 personnes et huit terrains de camping, totalisant plus de 400 emplacements. Le réseau routier d'une longueur de plus de 900 milles a été amélioré.

Au cours de la dernière année d'exploitation, la signalisation pour la chasse à l'orignal a été entièrement refaite. Des travaux de réfection ont été effectués au camp Mercier pour favoriser la pratique du ski de fond et de la raquette. Le camp satellite de Moncouche, incendié l'été dernier, a été reconstruit. Des réparations et des améliorations ont été apportées aux chalets suivants: Les Écorces, le Sept-Îles, Des Roches, La Passe, Portageurs et Myrica. De plus, plusieurs aires de pique-nique ont été améliorées.

Ski de randonnée et raquette dans le parc des Laurentides.



La pêche-marche-camping peut maintenant se pratiquer dans le secteur Saint-Raymond.

— Vallée de la Jacques-Cartier

L'aménagement de la vallée de la rivière Jacques-Cartier, commencé en 1974, s'est poursuivi au cours de l'année 1975-76. Ainsi il a été possible d'y pratiquer, entre autres, le canotage, l'escalade et la randonnée pédestre.

L'escalade peut se faire à deux nouveaux endroits: aux rochers Ekwatek et Lambert. Il y a eu aménagement de sentiers d'approche, nettoyage des parois, etc. Aux rochers Englouement et Glissade, les sentiers d'approche ont été améliorés, alors qu'au rocher Cyriac, il y a eu des travaux de nettoyage.

De plus, 24 emplacements de camping rustique ont été ouverts aux campeurs. Des améliorations ont été apportées à deux campings: nouveaux emplacements, toilettes sèches, trous à feu.

Un portage a été aménagé et six ont été améliorés.

Des sentiers d'une longueur totale de 26 kilomètres ont été aménagés pour la randonnée pédestre.

— Parc Montmorency

Les chutes Montmorency sont universellement connues, tant par leur hauteur que par leur majestueuse beauté. L'accès à ce parc est gratuit, et la maison Montmorency, propriété du gouvernement du Québec depuis 1974, est située dans le parc.

Les terrains de camping de Pointe-aux-Oies, à Montmagny, de Saint-Alexandre, de Saint-Camille, de Saint-Jean-Île d'Orléans, de Saint-Joseph-des-Érables, de Stoneham, de Villeneuve et de Beaumont comptent quelque 1 000 emplacements. Ces terrains de camping sont considérés comme des parcs.

Le réaménagement du terrain de camping Stoneham a été effectué au cours de l'année 1974-75. Ce camping avait été fermé durant l'été 1974.

Scène de camping dans la réserve
Portneuf
(Vallée de la rivière Jacques-Cartier).



Ce réaménagement comprend les travaux suivants: construction de cinq blocs sanitaires, d'un poste d'accueil, d'une piscine chauffée, de deux bâtisses pour le personnel et d'une cuisine; installation d'une usine de traitement des eaux-vannes; aménagement de 64 emplacements pour roulottes et d'une buanderie.

Ce camping comporte 64 emplacements aménagés et 211 semi-aménagés.

Sommaire d'exploitation 1975-76 District de Québec

Parcs, réserves et autres propriétés	Année de création	Superficie en milles carrés	Effectifs hommes-années		Budget en milliers de dollars
			Temps plein	Temps partiel	
Réserve Portneuf	1967	299	21	36	677
Parc Stoneham	1967	1		16	71
Parc des Laurentides	1895	3 696	79	236	2 559
Parc Montmorency	1968	1		4	37
Maison Montmorency	1974		4	5	41
Parc Beaumont	1967			11	33
Parc Saint-Alexandre	1969	1		1	3
Parc Villeneuve	1967				4
Parc Saint-Joseph-de-Beauce	1969				2
Parc Saint-Jean-le-d'Orléans	1967				4
Parc Montmagny	1968				6
Parc Saint-Camille	1967				2
Bureau de district	1965				98
Total		3 998	104	309	3 537

Statistiques de la fréquentation des parcs

1975-76

District de Québec

Nombre de jours-personnes	Catégories d'activités				
	Baignade	Canotage	Chasse	Cueillette	Escalade
Portneuf	527	1 032	3 059	330	205
Stoneham	19 770				
Laurentides	27 456	1 210	1 466	738	
Montmorency					
Villeneuve					
Beaumont	10 775				
St-Joseph	2 000				
St-Jean					
Montmagny	9 354				
St-Camille					
Rivière Petit Saguenay					
St-Alexandre					
Aquarium					
Zoo de Québec					
Mont Ste-Anne					
Total	69 882	2 242	4 525	1 368	205

6. District du Bas-Saint-Laurent — Gaspésie

Le district du Bas-Saint-Laurent — Gaspésie compte 12 parcs, 18 réserves et 16 terrains de camping. La fréquentation a été de 733 000 personnes en 1975-76, comparativement à 374 000 en 1974-75. L'activité la plus populaire a été la visite.

Cette augmentation est due au fait qu'en 1975-76, on a fait la compilation des statistiques suivantes: observation de la montée du saumon et de la pêche de la même espèce, fréquentation des kiosques de renseignements touristiques entretenus par la Direction des parcs.

— Parc Trois-Pistoles

Ce parc est doté de 125 emplacements et de cinq bâtiments sanitaires. Au cours de l'année 1975-76, il y a eu construction d'une nouvelle route d'accès et d'un poste d'accueil.

— Parc du Bic

Ce parc n'a pas été exploité en 1975, année de son acquisition.

— Réserve Rimouski

Dans cette réserve située à quelque 30 milles au sud-est de Rimouski, il est possible d'y pratiquer les activités suivantes: pêche, chasse

Catégories d'activités										
Golf	Marina	Motoneige	Pêche	Pique-nique	Randonnée pédestre	Raquette	Ski	Villégiature	Visite	Total
		2 704	12 290	515		864	2 246	12 356	2 749	38 877
								28 141		47 911
			81 456	32 480	940	3 102	114 652	20 749	2 153	286 402
									434 342	434 342
				188				7 782		7 970
								17 821		28 596
				100				5 540		7 640
				400				10 502		10 902
				1 539				12 464		23 357
								2 100		2 100
			352							352
				4				1 304		1 308
									212 890	212 890
									293 541	293 541
							404 013		21 307	425 320
		2 704	94 098	35 226	940	3 966	520 911	118 759	966 982	1 821 508

au petit gibier et au chevreuil, pique-nique et villégiature.

Les entrées Sifroi, par Rimouski, et de Biencourt, par Cabano, sont dotées chacune d'un poste de contrôle. La réserve offre 24 chalets pouvant recevoir 120 personnes, 20 emplacements de camping et compte environ 200 milles de route.

— Parc Amqui

Ce parc se distingue par la variété de ses équipements récréatifs: tennis, balançoires, glissoires, terrains de badminton et de ballon volant, etc. On y pratique les activités suivantes: baignade, canotage et camping. Le terrain de camping est doté de 55 emplacements pour tentes et tentes-roulottes et 64 avec services pour caravanes. Le parc comporte un poste d'accueil, un centre administratif, un centre communautaire, une rampe de mise à l'eau.

— Réserve Rivière-Matane

On y observe la montée du saumon et on y pratique la pêche de la même espèce. La réserve compte 83 fosses échelonnées sur une distance de 35 milles; trois postes de contrôle sont installés le long de cette rivière.

— Parc Matane

Ce parc est doté d'un terrain de camping de 122 emplacements dont 31 pour tentes et tentes-roulottes, avec aire de pique-nique. On peut y pratiquer la randonnée pédestre.

— Réserve Matane

Cette réserve a son centre administratif et un poste d'accueil à Matane. Elle est dotée de trois postes de contrôle, de 13 chalets d'une capacité de 60 personnes, de deux terrains de camping rustique de 48 emplacements. Les activités que l'on peut y pratiquer sont: pêche, chasse à l'orignal, chasse au petit gibier, ski de fond, pique-nique, randonnée pédestre et villégiature.

Le réseau routier, long de 270 milles, permet d'admirer des montagnes de toute beauté, en particulier entre l'Étang-de-la-Truite et Cap-Chat.

— Réserve Rivière-Matapédia

La pêche au saumon se pratique dans 68 fosses sur une longueur de 50 milles. Des postes d'accueil à Causapscal et à Matapédia sont ouverts pendant la saison de pêche. Une section de la rivière a été ouverte au public sans limite du nombre de droits d'accès. Ainsi, le nombre de pêcheurs est passé de 2 400 à 2 900 de 1974 à 1976.

— Parc Méris

Ce jardin botanique offre aux visiteurs tout près de 1 800 espèces de fleurs, de plantes, d'arbustes et d'arbres. On y trouve un atelier, un poste d'accueil, un centre administratif, une serre, un entrepôt, un salon d'exposition de produits d'artisanat et un casse-croûte. Il a été fréquenté par plus de 95 000 personnes au cours de l'année 1975-76.

— Réserve Rivière-Ristigouche

Cette rivière à saumon, qui comprend huit fosses sur une distance de 5 milles, a son centre d'accueil à Matapédia.

— Réserve Cap-Chat

Cette réserve est dotée d'un poste d'accueil permettant l'accès aux diverses activités dont les principales sont la chasse à l'orignal, la chasse au chevreuil et la chasse au petit gibier.

— Réserve Dunière

Cette réserve offre uniquement la chasse à l'orignal.

— Réserve Rivière-Cap-Chat

Poste d'accueil et de contrôle à Cap-Chat pour l'émission des droits

d'accès à la pêche au saumon. La rivière comprend 35 fosses s'échelonnant sur une longueur de 21 milles.

— Réserve Rivière-Sainte-Anne

On y pratique la pêche au saumon dans 63 fosses échelonnées sur une longueur de 29 milles. Le centre administratif est situé à Sainte-Anne-des-Monts.

— Parc Carleton

Ce parc compte un golf, une piscine et un terrain de camping de 174 emplacements, soit 126 pour tentes et tentes-roulottes et 48 pour caravanes.

— Parc de la Gaspésie

Ce parc de 498 milles carrés, auquel s'ajoutent les 300 milles carrés de la réserve des Chic-Chocs offre les possibilités suivantes: pêche à la journée, pêche au saumon, randonnée pédestre, villégiature, pique-nique.

Il est doté de deux terrains de camping, de 13 chalets pouvant recevoir un maximum de 59 personnes et de deux postes d'accueil. Le réseau routier a près de 300 milles de long.

— Réserve Baldwin

Le centre administratif de cette réserve se trouve à New Richmond. Il y a sept chalets pouvant accommoder 28 personnes dans cette réserve où il est possible de pêcher la truite de mer.

— Réserve Rivière-Petite-Cascapédia

On y pêche la truite de mer sur les branches est et ouest, et le saumon sur une distance de 15 milles, dans le secteur aval. Le centre d'accueil est situé à New Richmond.

— Parc Mont-Saint-Pierre

Ce terrain de camping est doté de 166 emplacements: 122 pour tentes et tentes-roulottes et 44 pour caravanes. Il y a aussi une piscine. Au cours de l'année 1975-76, la construction des bâtiments sanitaires a été parachevée et des foyers ont été achetés pour les emplacements de camping.

— Parc Fauvel

Ce parc comprend un golf dont le centre administratif est à New Carlisle. Le chalet du club et les autres bâtisses seront prêts en juillet 1976. Le parc n'a pas été exploité en 1975, année de son aménagement.

— Réserve Rivière-Port-Daniel

Cette réserve s'étend sur une vingtaine de milles et comporte neuf fosses. On y pratique la pêche au saumon et à la truite de mer. Il s'y trouve un poste de contrôle et le centre administratif est à New Carlisle.

— Réserve Port-Daniel

Cette réserve comprend un poste d'accueil, un poste de contrôle, un terrain de camping de 60 emplacements et cinq chalets d'une capacité de 30 personnes. On y pratique la pêche et le camping. Les pêcheurs ont accès à une quinzaine de lacs pour la pêche à la truite. Le centre administratif est à New Carlisle.

— Réserve Baillargeon

Cette réserve comprend un poste de contrôle et a son centre administratif à Gaspé. On y pratique la pêche à la truite.

— Réserve Rivière-Dartmouth

On y pratique la pêche au saumon. La réserve comprend un poste de contrôle et a son centre administratif à Gaspé.

— Réserve Rivière-Saint-Jean

On y pratique la pêche au saumon dans 27 fosses échelonnées sur un parcours de 20 milles. Le centre administratif se trouve à Gaspé.

— Parc Percé

Ce parc comprend un terrain de caravanning de 97 emplacements avec services, un terrain de camping de 146 emplacements et une piscine.

— Parc de l'Île-de-Bonaventure

Ce parc est doté d'un centre d'accueil, d'un casse-croûte et d'un bâtiment sanitaire. On y pratique les activités suivantes: pique-nique et randonnée pédestre.

Au cours de l'année 1975-76, les travaux de rénovation des bâtisses se sont poursuivis. Ces bâtisses serviront de restaurant, musée, poste d'accueil et toilettes. Des conduites d'eau et des lignes de distribution d'électricité souterraines ont été installées. Quatre sentiers de nature ont été aménagés et une clôture a été construite en bordure du principal point d'observation d'oiseaux, pour la sécurité des visiteurs.

— Parc des Îles-de-la-Madeleine

Ce parc comprend deux terrains de camping: celui de Grande-Entrée comprend 38 emplacements et un poste d'accueil; celui de Gros-Cap compte le même nombre d'emplacements ainsi qu'un poste d'accueil.

Sommaire d'exploitation

1975-76

District du Bas-Saint-Laurent — Gaspésie

Parcs, réserves et autres propriétés	Année de création	Superficie en milles carrés	Effectifs <i>hommes-années</i>		Budget en milliers de dollars
			Temps plein	Temps partiel	
Parc Trois-Pistoles	1969			3	27
Bureau de district	1963		3	2	97
Réserve Rimouski	1958	308	4	15	200
Camping Amqui	1974			6	47
Rivière Matane	1945			2	40
Bureau de Matane et réserve Matane	1962	471	9	22	280
Camping Rivière-Matane	1972			3	27
Rivière Matapédia	1967	3		7	85
Parc de Métis	1961		7	8	171
Rivière Ristigouche	1974			1	
Camping de Carleton	1969			5	51
Carleton (golf)	1969		1	4	43
Réserve de la Gaspésie et secteur Gaspésie Nord	—	800	21	20	430
Réserve Baldwin et Rivière Petite-Cascapédia	1945	91	3	5	67
Parc du Mont Saint-Pierre	1970		1	5	47
Parc de Fauvel	1975				31
Secteur de New Carlisle			5	2	158
Réserve Port-Daniel	1948	25	4	6	91
Secteur de Gaspé			3	7	115
Percé (camping)	1968			5	60
Percé (caravaning)	1968			3	36
Parc de l'Île-de-Bonaventure	1971	2		4	56
Parc des Îles-de-la-Madeleine	1971		1	6	65
Total		1 700	62	141	2 224

Statistiques de la fréquentation des parcs

1975-76

District du Bas-Saint-Laurent — Gaspésie

Nombre de jours-personnes	Catégories d'activités				
	Baignade	Canotage	Chasse	Cueillette	Escalade
Trois-Pistoles					
Rimouski			3 873	40	
Amqui					
Camping Rivière Matane					
Rivière Matane					
Rivière Matapédia					
Métis					
Matane			1 563	1 205	
Rivière Ristigouche					
Cap-Chat			2 987		
Dunière			572		
Carleton	8 176				
Baldwin					
Gaspésie				83	
Pte-Cascapédia					
Mont St-Pierre	9 351				
Rivière St-Jean					
Port-Daniel	1 215				
Baillargeon					
Rivière Dartmouth					
Percé	13 095				
Île Bonaventure					
Grande-Entrée					
Gros-Cap					
Fort-Prével	1 547				
Total	33 384		8 995	1 328	

7. District de la Côte-Nord

Le district de la Côte-Nord comprend deux parcs, huit réserves et deux campings. La fréquentation a été de 31 300 personnes en 1975-76, comparativement à 23 500 en 1974-75. L'activité la plus pratiquée a été la villégiature.

— Parc Tadoussac

Au cours de l'année 1975, le ministère a acquis et amélioré la marina de Tadoussac. Les installations actuelles sont temporaires et consistent en 900 pieds de quai et une roulotte

Catégories d'activités										
Golf	Marina	Motoneige	Pêche	Pique-nique	Randonnée pédestre	Raquette	Ski	Villégiature	Visite	Total
				31 204				15 952	32 352	79 508
			7 033	560	2			2 346	3 628	17 482
				384				25 137	4 553	30 074
				121				16 725	9 619	26 465
			7 181							7 181
			2 899						2 115	5 014
				8 954					95 558	104 512
		2 054	2 083	9 184	144 712		346	7 702	50 944	219 793
			68							68
			625							3 612
										572
7 495								25 654	2 121	43 446
			423							423
		288	6 253	107	9 000		867	12 933	14 244	43 775
			335							335
				237	434			17 194	257	27 473
			745							745
			2 438	481			268	5 593	2 134	12 129
			536							536
			211							211
								36 494	4 455	54 044
				7 612	7 850				17 834	33 296
								3 722	554	4 276
								8 359	1 003	9 362
5 042								2 223		8 812
12 537		2 342	30 830	58 844	161 998		1 481	180 034	241 371	733 144

servant de poste d'accueil. Pour fins d'entreposage des quais et de réparation des bateaux, une cale sèche et des hangars ont été achetés. Les travaux d'aménagement se poursuivront en 1976.

— Réserve Rivière-Laval

On y pratique la pêche au saumon sur un parcours de près de 22 milles, depuis son embouchure sise à proximité de Forestville. L'accueil des visiteurs et l'émission des droits d'accès à la pêche sont assurés par un agent à temps partiel. L'émission des droits d'accès a doublé.

— Réserve Port-Cartier — Sept-Îles

Les activités pratiquées dans cette réserve sont la pêche et la villégiature. La réserve dispose d'un poste d'accueil et de trois postes de contrôle ainsi que d'un terrain de camping, situé au lac Walker.

Les travaux d'amélioration se sont poursuivis en 1975 au camping du lac Walker, en vue d'en faire un site semi-aménagé. Des quais flottants ont aussi été installés au lac Walker en plus d'avoir agrandi le terrain de stationnement.

Deux nouveaux secteurs ont été ouverts pour la pêche à la truite: rivière aux Rochers et rivière Pasteur. Cette dernière rivière était un sanctuaire depuis quelques années. Le réseau routier est de 175 milles.

— Réserve Rivière-Moisie

L'attrait principal de la réserve est la pêche au saumon sur un parcours de près de 10 milles depuis l'embouchure.

— Parc Moisie

Des travaux ont été effectués au camping Moisie: nettoyage du sous-bois, construction d'un mur de soutènement en bordure de la rivière. Le camping est doté de 40 emplacements et d'aires de pique-nique.

**Sommaire d'exploitation
1975-76
District de Côte-Nord**

Parcs, réserves et autres propriétés	Année de création	Superficie en milles carrés	Effectifs hommes-années		Budget en milliers de dollars
			Temps plein	Temps partiel	
Parc Tadoussac	1975			2	
Réserve de la Rivière-Laval	1964	1		1	
Réserve Port-Cartier/Sept-Îles	1965	3 148	9	12	305
Parc Moisie	1964	1		1	10
Bureau de district	1960		1	2	13
Total		3 150	10	18	328

**Statistiques de la fréquentation des parcs
1975-76
District de Côte-Nord**

Catégories d'activités	Nombre de jours-personnes					Total
	Tadoussac	Rivière Laval	Port-Cartier Sept-Îles	Rivière Moisie	Camping Moisie	
Baignade						
Canotage			2			2
Chasse						
Cueillette			134			134
Escalade						
Golf						
Marina	5 896					5 896
Motoneige						
Pêche		233	6 017	816		7 066
Pique-nique			100		45	145
Randonnée pédestre						
Raquette						
Ski						
Villégiature			7 922		5 735	13 657
Visite			4 462			4 462
Total	5 896	233	18 637	816	5 780	31 362

Parc du Mont Sainte-Anne

Réalisations et fonctionnement

Depuis sa création, le parc du Mont Sainte-Anne s'est surtout fait connaître par l'exploitation de son centre de ski. Ce parc est devenu un attrait touristique de première importance et contribue grandement à l'essor de l'industrie touristique de la région de Québec.

Depuis six ans, plus de 20 millions et demi de dollars ont été investis pour faire de ce parc un centre récréatif de plein air exploité sur une base annuelle.

En 1975-76, la télécabine a été en usage durant la saison estivale, alors que plus de 20 000 personnes l'ont utilisée. Des aires de pique-nique ont été mises à la disposition du public, en bordure de la rivière Jean Larose. De plus, on a ouvert au public le vieux moulin à scie qu'il est possible de voir fonctionner.

1. Ski alpin

Trente pistes d'une longueur totale de 32 milles accueillent les skieurs débutants, intermédiaires ou experts. Deux chalets comprenant cafétérias, bars-salons, vestiaire, garderie, remise à skis et boutique de ski.

L'école de ski est composée d'un directeur, d'un assistant, de 28 moniteurs à temps plein et 20 à temps partiel, un chef-entraîneur et six entraîneurs à temps partiel.

Une patrouille de ski, composée de huit patrouilleurs à temps plein, 40 à temps partiel, s'occupe de prévention et de premiers soins.

On dispose d'un équipement très perfectionné pour l'entretien des pistes.

Les services auxiliaires sont composés de 40 personnes et d'une équipe de 30 ouvriers spécialisés dans le fonctionnement des 12 remontées mécaniques qui peuvent être utilisées par 9 000 skieurs à l'heure.

2. Travaux

Au nombre des travaux exécutés ou commencés au cours de l'année 1975-76, on note entre autres:

- Construction et pavage d'un deuxième stationnement à l'arrivée de l'aérobuse.
- Construction d'un centre communautaire pour les adeptes du ski de fond et du camping.
- Parachèvement du terrain de camping et des voies d'accès.
- Aménagement d'un système d'aqueduc au sommet du Mont Sainte-Anne.

- Parachèvement du téléski nautique.
- Construction d'une nouvelle remontée mécanique sur le versant sud du Mont Sainte-Anne.
- Travaux d'aménagement paysager à l'entrée du parc et du terrain de golf.
- Début de la construction d'une piste cyclable.
- Aménagement du sous-sol du vieux chalet.
- Aménagement d'une nouvelle piste de ski dans le but de prolonger la piste no 6 et de l'utiliser pour le slalom.

3. Cours

Durant l'année 1975-76, le parc a favorisé le développement du ski, en organisant, par l'entremise de son école de ski, des cours de perfectionnement ainsi que différents cours de compétition pour les jeunes. Plusieurs camps d'entraînement ont été tenus au Mont Sainte-Anne, et on a donné la possibilité aux handicapés d'y tenir leurs compétitions et leurs exercices.

4. Ski de fond et raquette

Quarante-cinq kilomètres de sentiers sont aménagés pour la pratique du ski de fond. On compte cinq refuges chauffés et deux postes d'accueil avec casse-croûte.

La patrouille de ski est composée de deux personnes à temps plein et quatre à temps partiel.

Les sentiers de raquette ne sont pas entretenus.

5. Golf

Un terrain de golf de 18 trous sera ouvert au public au cours du mois de mai 1976. Un contremaître et 10 ouvriers seront chargés de l'entretien et un professionnel sera à la disposition des golfeurs.

6. Camping

Le terrain de camping compte 167 emplacements dotés de tous les services et un poste d'accueil situé au centre du terrain. Le camping devrait être ouvert en juillet 1976.

7. Piste cyclable

Il s'agit d'une des pistes de ski de fond d'une longueur de 5 milles et située en bordure de la rivière Jean Larose. Son aménagement sera terminé à la fin de juin 1976. Cette activité devrait débiter à la mi-juillet.

8. Télécabine

Dorénavant, la télécabine sera à l'usage des visiteurs durant la

Les finales de la Coupe du Monde.



Les pistes de ski de fond sont très achalandées au Mont Sainte-Anne.



saison estivale, soit du 24 juin au 1er septembre, tous les jours et par la suite, les fins de semaine et les jours de fête, jusqu'au 1er novembre.

9. Compétitions

La compétition la plus importante a été celle de la tenue des finales de la Coupe du Monde.

Parmi les autres compétitions, on signale le super Molstar, la Coupe du Québec ainsi que la tenue de différentes épreuves de ski nordique et une descente inter-universitaire.

Fréquentation du parc du Mont Sainte-Anne, exprimée en jours-personnes

	1973-74	1974-75	1975-76
Ski alpin			
Billets de saison	91 410	91 680	90 600
Billets de journée	86 106	118 776	96 114
Semaines de ski	47 253	38 867	46 690
Remontées simples	651	881	673
Total ski alpin	225 420	250 204	234 077
Ski de fond	15 272	72 725	97 370
Télécabine estivale			21 307
Rallye en forêt			2 788
Autres visiteurs: pique-nique moulin à scie, congrès			69 778
Grand total	240 692	322 929	425 320

Jours d'exploitation par activité

Parc du Mont Sainte-Anne

Activités	Mois	1973-74	1974-75	1975-76
Ski alpin				
	Avril	22	30	28
	Mai		4	4
	Novembre	3		1
	Décembre	27	18	19
	Janvier	31	31	30
	Février	28	28	28
	Mars	31	30	31
Total		142	141	141
Ski de fond			138	105
Télécabine estivale				80

Service des établissements

Objectifs et programmes Créé en mai 1973, le Service des établissements a pour but de mettre à la disposition du public des services de restauration et des facilités d'hébergement dans les auberges, les chalets, les motels et les hôtels situés dans les parcs du Québec. Certains visiteurs y séjournent, alors que d'autres ne s'y arrêtent que pour se restaurer.

Une des fonctions du Service des établissements est la visite et l'inspection des différentes concessions octroyées par la Direction des parcs. Cette fonction relativement nouvelle pour le Service devrait se structurer davantage au cours du prochain exercice financier.

Le concours du Service des établissements est parfois requis sur l'Île d'Anticosti et les autres unités de la Direction des parcs, soit au niveau du recrutement de cuisiniers, de serveurs ou autres activités connexes.

Avec l'acquisition du Manoir Richelieu de Pointe-au-Pic, le Service jouera un rôle actif de coordonnateur entre le concessionnaire éventuel et le ministère. Ce rôle de coordination comprendra le suivi administratif de l'exploitation de ce manoir par le concessionnaire en plus d'en faire rapport aux autorités du ministère.

Les différentes auberges du Service sont les suivantes:
 Auberge Le Domaine, dans la réserve La Vérendrye
 Auberge Aigremont, dans la réserve Chibougamau
 Auberge Le Gîte du Berger, dans le parc des Laurentides
 Auberge Le Relais, dans le parc des Laurentides
 Auberge Le Gîte du Mont-Albert, dans le parc de la Gaspésie
 Auberge Fort-Prével, dans le parc Fort-Prével.

Seules les auberges Le Domaine et Aigremont sont ouvertes à l'année longue; les autres le sont uniquement durant la saison estivale. À l'auberge Aigremont, un nombre limité de services est offert.

Fonctionnement La pêche, la randonnée pédestre, le tennis, le golf, le croquet ou la baignade à la piscine sont des activités que les usagers peuvent retrouver à certains endroits.

Le Service des établissements, en collaboration avec l'Institut de Tourisme et d'Hôtellerie du Québec, organise, au Gîte du Mont-Albert et à l'auberge Fort-Prével, des cours de formation hôtelière dans les disciplines suivantes: cuisine, pâtisserie, service de bar et service de table. Ces cours de formation professionnelle sont offerts du mois d'octobre au mois de mai. Pour les cours de formation professionnelle, le budget 1975-76 était de \$133 700.

La capacité d'hébergement journalière est de 328 personnes: auberges, chalet et motels. En 1974-75, le taux d'occupation a été de 62%, soit 5 818 jours-chalets. En 1975-76, le taux d'occupation a été de 67%, soit 8 698 jours-chalets. Le taux d'occupation en jours-personnes a été de 55%, soit 22 604 usagers.

Effectifs Une partie importante du budget d'exploitation des auberges sert à défrayer les salaires d'environ 300 employés à temps plein et partiel, représentant 115 hommes-année et incluant 80 étudiants engagés durant l'été. Parmi ces derniers, une quarantaine venant de l'Institut de Tourisme et d'Hôtellerie du Québec font un stage dans les auberges, soit à titre de serveur de table ou de cuisinier. De plus, quelques étudiants de l'Institut de Tourisme et d'Hôtellerie du Québec sont engagés comme maîtres d'hôtel ou comme personnel de soutien.

Auberge le Gîte du Mont-Albert
en Gaspésie.



Service des établissements
Rapport sur la fréquentation dans les auberges
1975-76

	Auberges						Total
	Le Domaine	Aigremont	Gîte du Berger	Le Relais	Mont-Albert	Fort-Prével	
Hébergement							
Nombres jours-chalets							
<i>Capacité</i>	4 778	366	792	1 710	1 198	4 050	12 894
<i>Utilisation</i>	2 637	20	576	1 369	1 108	2 988	8 698
Nombre jours-personnes							
<i>Capacité</i>	19 212	726	3 366	4 754	4 649	8 100	40 807
<i>Utilisation (adulte)</i>	7 097	31	1 829	3 243	2 714	5 893	20 807
<i>Utilisation (enfant)</i>	316		107	125	316	933	1 797
Provenance							
<i>Québec</i>	4 958	31	1 767	2 267	2 159	5 838	17 020
<i>Extérieur</i>	2 455		169	1 101	871	988	5 584
Personnes refusées	107	25	172	148	1 113	709	2 274
Repas servis							
Usagers							
<i>Repas complets</i>	93 817	7 630	5 842	12 547	14 379	27 028	161 243
<i>Lunch</i>	101 249	65 225	886	1 688	87	722	169 857
Personnel	21 147	16 241	4 449	7 334	12 542	19 011	80 724
Services collectifs	29 603	11 961	235	1 673	7 270		50 742
Activités (jours-pers.)							
Golf							
<i>Green fees</i>						3 056	3 056
<i>Membre</i>						1 986	1 986
Piscine						1 547	1 547

Aquarium de Québec

Programmes L'Aquarium de Québec, inauguré en juin 1959, constitue un attrait touristique d'importance majeure dans la région de la Capitale. Intégré à la Direction des parcs depuis juin 1972, il joue également un intéressant rôle éducatif en donnant aux jeunes Québécois l'occasion de se familiariser avec les espèces de notre faune aquatique et aux étudiants de niveau primaire, secondaire, collégial et même universitaire, celle de compléter leurs cours de biologie. L'Aquarium collabore également avec les collèges et les universités à certaines recherches relatives au monde ichtyologique. Enfin, l'Aquarium échange des spécimens et des renseignements pertinents avec différentes institutions de même nature que lui et aussi avec le grand public en général.

Fonctionnement En dépit de la réouverture plutôt tardive, due à des travaux de rénovation, l'Aquarium a accueilli plus de 200 000 visiteurs.

1. Collection

La collection de l'Aquarium comprend quelque 3 000 individus répartis en une centaine d'espèces canadiennes et près de 250 espèces exotiques. Le nombre total d'individus est appelé à varier constamment, compte tenu du cannibalisme, des maladies, des accidents et des nouveaux arrivages.

L'objectif de l'Aquarium est de posséder une collection de 5 000 spécimens, répartis en 500 espèces.

2. Échange de spécimens

À cause d'une pénurie de bassins de réserve, l'Aquarium a effectué peu d'échanges. À part quelques transactions mineures avec l'Aquarium de Montréal, quelques dons ont été faits au zoo de Saint-Félicien et aux universités de Montréal et de Québec. De nombreux spécimens vivants ont été reçus du ministère de l'Industrie et du Commerce du Québec par l'entremise de sa station biologique de Grande-Rivière ainsi que du Service de la faune, district de Montréal.

3. Améliorations

Depuis trois ans, plusieurs travaux de rénovation ont été effectués dans les viviers extérieurs: réfrigération, appareils de contrôle thermique, boîtes à filtre, etc. Dans la bâtisse, on a procédé, entre autres, à la climatisation de la rotonde et du cinéma, à l'insonorisation de la galerie, à l'installation d'un groupe électrogène.

Des expertises ont été faites au sujet de l'approvisionnement et du contrôle de la qualité de l'eau ainsi qu'au point de vue de l'acoustique dans les endroits fréquentés par les visiteurs.

4. Naturarium

Inauguré en janvier 1976, équipé d'instruments scientifiques de base et animé par des éducateurs de carrière, le Naturarium a attiré plusieurs centaines d'écoliers et d'écolières, de même que de nombreux groupes d'adultes venus se familiariser avec le monde microscopique mystérieux et merveilleux de nos eaux. Le Naturarium permet aussi de découvrir les principaux dangers qui menacent la vie aquatique et de prendre conscience des problèmes causés par la pollution domestique et industrielle. À l'aide d'un binoculaire, il est possible de voir des algues, des protistes, des éponges et des mollusques.

5. Publicité

La publicité de l'Aquarium est assurée, entre autres, par la publication d'un dépliant en couleur ainsi qu'un guide intitulé «Entre la mer et l'eau douce». De plus, plusieurs entrevues à la radio et à la télévision ainsi que des reportages photographiques dans les journaux ont contribué à mieux faire connaître l'Aquarium.

Les responsables de l'Aquarium sont appelés à assister aux réunions annuelles de l'Association américaine des Jardins zoologiques et Aquariums, de l'Association canadienne des Musées et de sa filiale québécoise. Des visites sont également effectuées aux aquariums de Montréal, Vancouver, New York, Boston, Miami, Tokyo, Nagasaki, Biarritz et Monaco.

6. Services aux visiteurs

Des moniteurs sont à la disposition des visiteurs pour répondre à leurs questions. Le public peut aussi assister à des représentations cinématographiques sur les sciences naturelles.

L'Aquarium offre un service de restaurant, un comptoir-souvenirs et un espace réservé aux pique-niqueurs.

7. Expositions

Comme par le passé, l'Aquarium a participé à des expositions du ministère de l'Industrie et du Commerce, d'Expo-Sciences, du Casting Club de Québec Inc. et des centres de commerce de la région en fournissant des aquariums, des spécimens et des renseignements techniques.

8. Classes-promenades

En 1975-76, de nombreuses classes-promenades, groupant quelque 44 000 personnes, ont visité l'Aquarium de Québec. De mai à septembre, bon nombre de ces classes ont été dirigées dans les galeries par deux moniteurs dont les services ont été défrayés par la Société

Linnéenne de Québec Inc. De septembre à mai, ce service est assumé par le personnel de l'Aquarium.

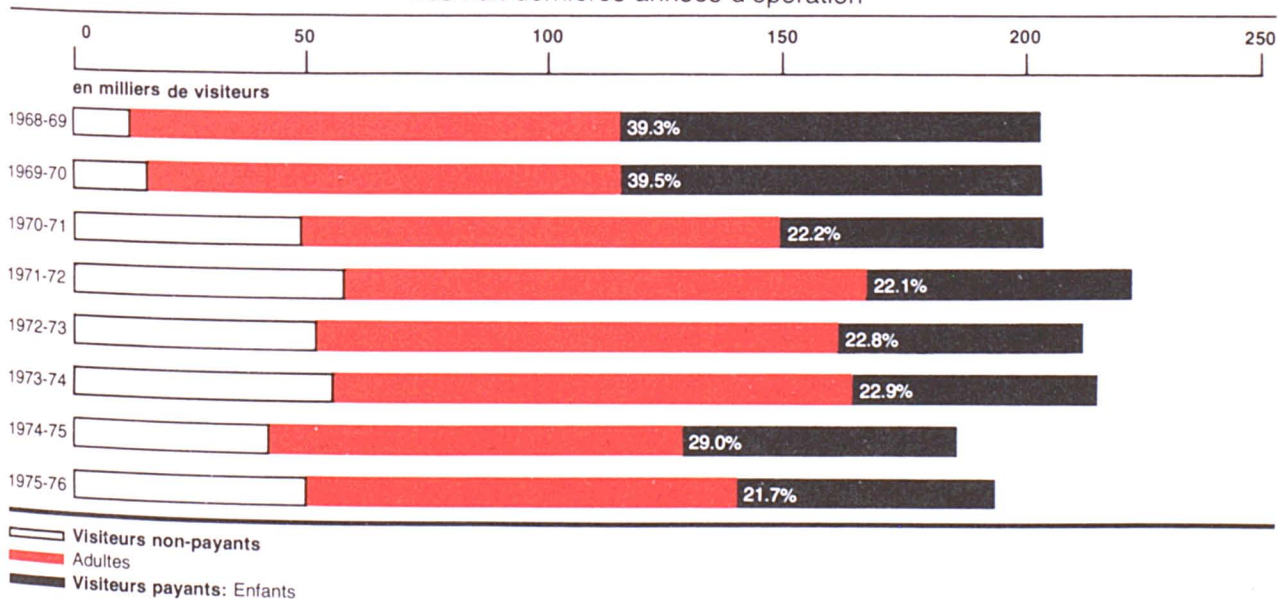
9. Réunions — Galas folkloriques

Le Cercle horticole Sainte-Foy, les ingénieurs forestiers, section de Québec, la Société des aquariophiles de Québec, l'Association des biologistes du Québec, le groupe Giroq de l'Université Laval, la direction du Camp Marie-Victorin, les Sociétés Linnéenne et Provancher de Québec, sont tous des groupes ou sociétés qui ont bénéficié gratuitement des salles de l'Aquarium. Pour sa part, la Ville de Sainte-Foy a présenté une dizaine de galas folkloriques sur les terrains de l'Aquarium et quelques milliers de personnes ont assisté à chacune des représentations.

Il semble toutefois que le service des Loisirs de Sainte-Foy tiendra désormais ses représentations sur ses propres terrains, de sorte que l'Aquarium se propose de poursuivre des activités extérieures, en présentant des films sur les sciences naturelles.

Aquarium de Québec

Répartition des visiteurs payants et non-payants des huit dernières années d'opération



Fréquentation de l'Aquarium de Québec, exprimée en jours-personnes* 1975-76

Mois	Visiteurs payants		Visiteurs non payants	Total des visiteurs
	Adultes	Enfants		
Juin	20 667	12 098	37 050	69 815
Juillet	34 294	17 652	4 343	56 289
Août	27 829	13 484	5 909	47 222
Septembre	9 634	2 945	1 204	13 783
Octobre	6 042	1 998	1 975	10 015
Novembre	2 828	1 153	950	4 931
Décembre	745	333	683	1 761
Janvier	630	240	493	1 363
Février	1 223	724	1 137	3 084
Mars	2 427	1 185	1 015	4 627
	106 319	51 812	54 759	212 890

*Note:

Ces statistiques ne comprennent pas les 50 747 personnes qui ont assisté à des représentations cinématographiques ni les 1 331 personnes ayant participé à des conférences, des colloques et des réunions de différents organismes.

En 1975, l'Aquarium a été fermé durant les mois d'avril et mai pour cause de réparations.

Inventaire des espèces 1975-76 Aquarium de Québec

Groupes	Au 1er août '75		Au 1er janvier '76	
	Espèces	Spécimens	Espèces	Spécimens
Mammifères	4	11	3	12
Reptiles	21	53	21	50
Amphibiens-batraciens	2	12	2	11
Poissons cartilagineux	4	12	4	12
Poissons osseux	255	1 966	280	2 508
Invertébrés	27	254	28	380
Totaux	313	2 308	338	2 973

Jardin zoologique de Québec

Objectifs Le Jardin zoologique de Québec, situé à Charlesbourg, est une entité administrative intégrée à la Direction des parcs du ministère du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche, depuis le 1er avril 1973.

L'objectif de cet organisme est d'assurer, à son public visiteur, une saine distraction tout en lui permettant d'acquérir ou d'accroître des connaissances de la faune nord-américaine et des autres continents.

Fondé en 1931 sous la tutelle du ministre et du sous-ministre du ministère de la Colonisation, de la Chasse et des Pêcheries d'alors, secondés par le bénévolat des membres-directeurs d'une société zoologique spécifiquement fondée à cette fin, le Jardin zoologique est devenu une institution fort populaire aussi bien auprès du public québécois que des visiteurs de l'extérieur.

Réalisations **1. Fréquentation**

Au cours de sa quarante-quatrième année d'existence, soit du 11 mai au 12 octobre 1975, plus de 290 500 personnes ont visité le Jardin, ce qui représente une augmentation de 5.7% sur la fréquentation de 1974, mais une diminution de 3.6% sur celle de 1973.

Au seul chapitre des entrées gratuites, le Jardin accuse une augmentation de 13.4%.

La Société zoologique de Québec, Inc., concessionnaire des restaurants et du kiosque à souvenirs, a subventionné des visites-écoles à même les profits réalisés. Au cours des mois de mai et juin, 753 visites, groupant en moyenne 29.8 élèves, ont été effectuées par les 12 moniteurs. Un total de 22 433 élèves ont fréquenté le Jardin, soit une augmentation de 44.3% sur l'an dernier.

Les autres espaces seront successivement aménagés au fur et à mesure des possibilités budgétaires de façon à créer éventuellement 10 autres centres majeurs d'intérêt dont une «ferme d'animaux» à échelle réduite pour les enfants. Cette ferme occupera éventuellement une superficie d'environ 3 acres et sera probablement terminée au milieu de l'été 1976.

Au cours de l'année 1975, la rénovation du réseau de distribution électrique, dont le début remonte à 1974, a été poursuivie. Une génératrice d'urgence sera incorporée au réseau afin de prévenir toute panne éventuelle et rendre plus sécuritaires et flexibles les installations futures.

Les plantations d'arbres et d'arbustes du grand stationnement ont été complétées. Le travail a été fait selon un plan d'architecte-paysagiste.

2. Publicité

Le Jardin zoologique est la plus ancienne institution du genre au Québec et sa réputation n'est plus à faire. Toutefois, un certain effort publicitaire se fait principalement au niveau du visiteur venant de l'extérieur de la région. Un dépliant en couleurs sur le Jardin zoologique est distribué au public.

Pour inciter le public du Québec métropolitain à fréquenter le Jardin, la direction s'assure la collaboration des média d'information en se rendant disponible pour des interviews à la télévision ou à la radio.

3. Service aux usagers

Durant la saison d'été, les restaurants et le kiosque à souvenirs sont à la disposition des visiteurs de 10h00 à 18h00 tous les jours.

Une patrouille de sécurité s'effectue constamment sur toute l'étendue du territoire. Le dimanche, deux officiers exercent une surveillance et ils sont en communication-radio avec le poste d'entrée principal.

Pour la seconde fois, deux monitrices ont été disponibles pour des visites guidées du Jardin, du lundi au vendredi.

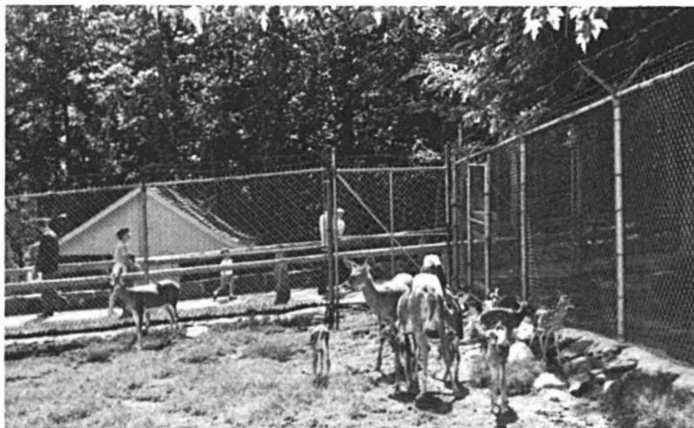
Les jeunes des terrains de jeux, les groupes de l'âge d'or et certains handicapés ont formé la majeure partie des usagers. Le succès obtenu a incité le Jardin à continuer l'expérience, l'an prochain.

Il est bon de rappeler que depuis le printemps 1972, les coûts d'entrée ont été modifiés. Ainsi, un coût de \$1 est exigé pour toute personne âgée de 14 ans et plus, de \$0.25 pour tout enfant de 6 à 13 ans inclusivement. L'entrée est gratuite pour les moins de 6 ans. Par ailleurs, l'entrée est aussi gratuite pour les groupes de l'âge d'or à l'exception des dimanches et jours fériés. Il en est de même pour les groupes scolaires, de terrains de jeux, échanges France-Québec et tous les groupes similaires. En tout temps, les handicapés sont admis gratuitement.

4. Collection animale

Les restrictions à l'importation et à l'exportation imposées à la fois par les gouvernements américain et canadien ont continué à accentuer la montée en flèche des coûts d'achats et ont maintenu la rareté dans l'offre des animaux disponibles.

Le Jardin zoologique d'Orsainville présente de nombreuses espèces d'animaux dont le cerf de Virginie.



Malgré tout, durant la période du 1er janvier au 31 décembre 1975, la collection s'est enrichie de 123 mammifères et de 176 oiseaux alors que des pertes de 123 mammifères et de 232 oiseaux étaient enregistrées. La collection était de 230 mammifères et de 795 oiseaux au 31 décembre 1975.

L'acquisition des espèces animales les plus importantes se fait principalement par l'achat ou l'échange de spécimens, à la suite de naissances ou d'éclosions ou encore par la capture et par des dons.

5. Améliorations

Depuis 1965, le ministère a mis sur pied un projet global d'agrandissement et d'amélioration du Jardin zoologique.

Ainsi, à la suite d'acquisitions de terrains, la superficie totale est passée de 90 à 151 acres incluant les espaces utilisés aux fins de stationnement et ceux occupés par les services administratifs du ministère pour le district de Québec. De cette superficie, seules 52 acres sont actuellement aménagées et constituent ce que le public connaît du Jardin zoologique.

De plus, pour la protection du visiteur, deux ambulancières Saint-Jean sont disponibles. Ce dernier service n'est assuré que le dimanche, jour de grande fréquentation.

Nombre de visiteurs au Jardin Zoologique de Québec au cours des années 1971 à 1975

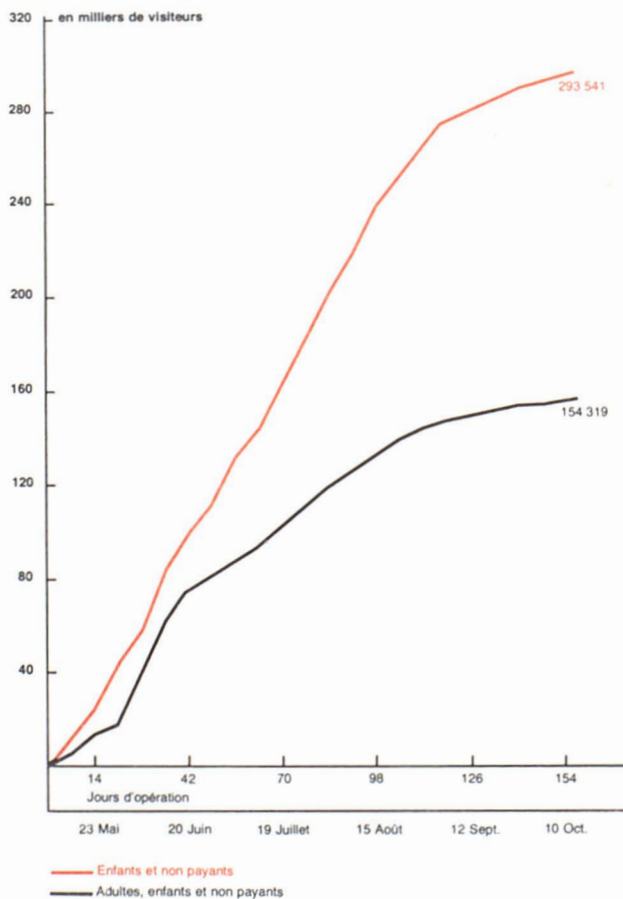
Année	Adultes	Enfants		Visites-écoles	Total
		Gratuit	Payant		
1971	149 457	163 268		9 696	322 421
1972	136 219	74 711	44 336	14 073	269 339
1973	237 186	111 210	43 052	12 965	304 413
1974	136 243	84 246	41 608	15 542	277 639
1975	139 222	90 762	41 124	22 433	293 541

Quantité de nourriture consommée par les animaux du Jardin zoologique de Québec 1975-76

Catégories	Quantité	Unités de mesure
Poissons	24 965	livres
Viande chevaline	86 800	livres
Moulées — graines	149 065	livres
Fourrage	128 400	livres
Fruits (incluant carottes)	16 008	livres
Légumes (chou, laitue, céleri)	944	unités
Lait	1 845	pintes
Oeufs	590	douzaines

(N'inclut pas la végétation naturelle
comme le tremble, le sapin, le cèdre
et divers branchages de feuillus).

Nombre cumulé des visiteurs au jardin zoologique de Québec



Île d'Anticosti

Programme Le Gouvernement du Québec s'est porté acquéreur de l'Île d'Anticosti par voie d'expropriation, en avril 1974. Le ministère en assure l'administration et l'exploitation depuis janvier 1975. L'Île d'Anticosti a une superficie de 3 100 milles carrés, soit une longueur de 135 milles par 35 milles de largeur.

L'indice de fréquentation pour la chasse a été de plus de 90% et la majorité des places disponibles est réservée dans les premiers jours de la mise en marche des mécanismes de réservation.

Actuellement, neuf rivières à saumon sont exploitées. On pratique la chasse au chevreuil et au petit gibier. Toutefois, la chasse à l'orignal et le trappage ne sont pas permis. La qualité de la pêche est reconnue pour être une des meilleures au monde.

Six pavillons sont présentement exploités. On peut y loger simultanément un maximum de 32 pêcheurs. La saison d'exploitation débute le 13 juin et se termine le 22 août.

Fonctionnement Les séjours varient de deux à six jours suivant les services offerts et la distance à parcourir.

Pour la chasse, neuf pavillons sont exploités entre le 6 septembre et le 30 novembre.

À l'Île d'Anticosti, quatre-vingt-six chasseurs sont autorisés à chasser dans la réserve pendant des séjours de quatre ou cinq jours. La période d'exploitation pour la chasse est de 12 semaines.

En 1975, on a construit cinq chalets au Lac Geneviève et dès 1976, ils seront utilisés pour la villégiature durant l'été et à l'automne, on y logera les chasseurs qui hébergeaient à l'auberge de Port-Menier précédemment.

En plus des activités d'exploitation (pêche, chasse, villégiature) la Direction des parcs administre le village de Port-Menier et tout ce qui s'y rattache, c'est-à-dire, un port de mer, un aéroport, un garage, un magasin général, une station électrique et une auberge.

Une population de quelque 250 personnes a son domicile à Port-Menier dont la main-d'oeuvre active assure les services essentiels tant pour la chasse, la pêche et villégiature que le maintien du village.

La Direction des parcs maintient en état d'usage normal les quelques 70 bâtisses du village.

La Direction des parcs collabore au maintien d'un dispensaire, d'une école, d'une église, d'une caisse populaire, d'un bureau de poste et d'un centre de loisirs comprenant le curling, une salle de projection de films, deux allées de quilles et quelques installations pour la gymnastique.

La Direction des parcs voit à l'entretien de toutes les bâtisses y compris celles du village et du réseau routier de quelque 250 milles de chemins principaux et d'environ 700 milles de chemins secondaires pour la pratique des activités de chasse et de pêche.

À cause de son isolement très particulier, l'organisation de l'île doit être telle, qu'elle puisse fonctionner d'une façon autonome relativement aux services essentiels, c'est-à-dire, l'entretien des routes, de la machinerie lourde, de la flotte de camions, etc . . .

L'Île d'Anticosti a été créée en réserve de chasse et de pêche, en 1975.

**Budget
et effectifs**

Le budget de fonctionnement pour 1975-76, afin d'assurer l'opération normale de l'île avec des effectifs de 59 employés réguliers et quelque 166 occasionnels pour le maintien du village, et les opérations de chasse et de pêche ainsi qu'aux fins de villégiature, a nécessité un montant de quelque \$6 000 000.

Scène de pêche au saumon
sur la rivière Mc Donald.



Statistiques de la fréquentation des parcs 1975-76

Île d'Anticosti

Catégories d'activités	Nombre de jours-personnes
Baignade	
Canotage	
Chasse	6 415
Cueillette	
Escalade	
Golf	
Marina	
Motoneige	
Pêche	711
Pique-nique	
Randonnée pédestre	
Raquette	
Ski	
Villégiature	
Visite	
Total	7 126

Service de l'aménagement de la faune

Objectifs et programmes

Le Service de l'aménagement de la faune est chargé d'assurer le maintien et l'amélioration des ressources fauniques du territoire québécois en recherchant l'équilibre écologique du milieu et en assurant une utilisation rationnelle de ces ressources.

Le maintien et l'amélioration des ressources fauniques nécessitent l'inventaire et l'aménagement du territoire ainsi qu'une réglementation appropriée. Comme aboutissement logique aux inventaires, le Service a aussi mandat l'amélioration des populations fauniques afin d'obtenir des résultats concrets à partir d'actions favorisant la multiplication de chacune des espèces utiles, l'introduction d'espèces favorables, le contrôle des espèces nuisibles, l'amélioration de l'habitat naturel et la création artificielle d'un milieu plus adéquat pour les besoins des espèces fauniques. Parallèlement, le Service doit s'assurer que le public est bien informé sur la faune du Québec et sur ses valeurs afin de l'inciter à la bien connaître, la mieux conserver et l'utiliser de façon rationnelle.

Budget

Le montant net du budget du Service de l'aménagement de la faune a été de \$2 085 400.00 en 1975-76. Il couvre deux éléments au programme 01 du ministère lequel est le maintien et l'amélioration de la faune. Le budget a été utilisé en son entier par les unités administratives qui composent le Service.

Du montant total, \$1 941 900.00 ont été consacrés aux activités d'inventaire, de soutien et de gestion tandis que le reste \$143 500.00 l'a été pour l'amélioration de la faune.

Au chapitre des immobilisations, le Service a investi \$35 700.00 dans des projets qui ont été réalisés ou supervisés avec l'aide du Service du génie du ministère.

Réalisation et fonctionnement

Les activités courantes du Service de l'aménagement de la faune se sont poursuivies dans les huit (8) districts de l'aménagement où le Service était présent en 1975-76. Le district du Saguenay — Lac-Saint-Jean a été établi sur une base permanente au cours de l'année.

Les principaux travaux ont consisté à inventorier les populations fauniques, terrestres, aquatiques et ailées, à vérifier les conditions de l'habitat (lacs, cours d'eau, frayères et ravages) et à mesurer la récolte, principalement dans les parcs et réserves. Ces connaissances se sont ajoutées aux données déjà en main et ont permis de mieux gérer nos ressources fauniques sur l'ensemble du territoire québécois.

Les principales réalisations du Service pour l'année 1975-76 se retrouvent dans les items qui suivent:

Aménagement de nichoirs artificiels pour le canard huppé au parc Dollard des Ormeaux.



— Statistiques de chasse et de pêche

La cueillette de statistiques de pêche sportive ainsi que l'opération de stations de cueillette de données biologiques à l'occasion de la chasse au petit et au gros gibier ont fait partie en 1975-76 des activités générales réparties un peu partout dans la province, mais principalement dans les parcs et réserves.

— La chasse contrôlée de l'original

La chasse contrôlée de l'original s'est poursuivie dans les neuf (9) réserves et parcs suivants: La Vérendrye, Mont-Tremblant, Mastigouche, Haute-Mauricie, Saint-Maurice, Portneuf, Laurentides, Matane, Dunière. L'exploitation contrôlée de ce gibier a permis à nouveau à nos biologistes de la faune d'effectuer de précieuses observations sur l'original et son comportement à l'occasion de la chasse.

— Règlements de chasse et de pêche

En 1975-76 de nouveaux règlements de pêche sportive ont été mis en vigueur. Ces changements visaient à assurer une exploitation plus rationnelle des poissons sportifs et une meilleure protection des espèces à la période de la fraie.

Des modifications importantes ont été apportées particulièrement aux règlements de la chasse à l'original dans certaines zones de chasse à la suite d'une étude qui a permis d'évaluer l'exploitation de ce gibier en fonction des derniers critères et résultats des quatre (4) saisons précédentes.

— Contrôle des prédateurs

Un programme de contrôle des prédateurs du cerf de Virginie s'est poursuivi dans le voisinage des principaux ravages de cet ongulé de l'Outaouais, du nord de Montréal et des Cantons de l'Est. De plus, le Service de l'aménagement de la faune a participé conjointement avec le ministère de l'Agriculture au contrôle des prédateurs des animaux de la ferme et des cultures dans toutes les régions du Québec.

— Inventaire du gros gibier

Les inventaires aériens ont été réalisés principalement sur les territoires fréquentés par le cerf de Virginie et l'orignal où des problèmes particuliers sont survenus à la suite de l'exploitation de ces gibiers ou à l'occasion de coupes forestières dans des régions importantes. Les inventaires aériens ont été généralement complétés par des vérifications au sol à l'occasion de relevés aux périodes les plus critiques au cours de l'année.

— Fiche du gros gibier

L'enregistrement du caribou, de l'orignal et du cerf de Virginie s'est poursuivi à travers toute la province en collaboration avec des agents de conservation du Service de la conservation de la faune à l'aide de la fiche du gros gibier. Les renseignements recueillis sur cette fiche ont permis d'obtenir pour tous les animaux morts des renseignements qui guident les biologistes de la faune dans l'étude des populations de ces cervidés.

— Ensemencement de poissons

Dans les plans d'eau où les conditions biologiques ont été jugées adéquates à la suite de diagnoses écologiques, des stocks de poissons ont été maintenus et améliorés par des ensemencements faits avec des poissons produits dans les stations piscicoles du ministère ou provenant de plans d'eau naturels. Les données relatives aux ensemencements apparaissent en détail dans le rapport annuel du Service des stations piscicoles.

— Passe-migratoires et frayères

Un projet de construction d'une passe-migratoire au lac Savane dans le parc des Laurentides et la construction d'un bassin de rétention de poissons dans ce même parc ont été l'objet d'une attention particulière.

Dans les parcs Mastigouche, St-Maurice et Papineau-Labelle des ruisseaux à truites mouchetées et des frayères fréquentées particulièrement par l'ouananiche ont été aménagés.

Petit barrage afin d'empêcher la migration de poissons nuisibles dans les plans d'eau en amont.



Aménagement de sentiers de chasse pour la gélinotte huppée dans la réserve Papineau-Labelle.



La rivière aux Pins, le ruisseau Pélissier, tributaire du lac McGregor ont aussi été aménagés pour améliorer les conditions de la fraie du grand brochet.

— Aménagement forestier

Généralement l'aménagement de l'habitat pour la faune terrestre se fait en collaboration avec le ministère des Terres et Forêts, par l'imposition de restrictions sur les permis de coupes forestières dans les ravages de gros gibiers.

Ces restrictions permettent la création d'ouvertures favorables à l'accroissement de la disponibilité de la nourriture et favorisent le rajeunissement des peuplements, ce qui assure à la fois le maintien de la qualité de l'habitat du gros gibier.

— Aménagement de marécages

À Thurso, le Service a procédé à l'aménagement d'un marécage à canard.

— Contrôle de poissons nuisibles

À plusieurs plans d'eau il est nécessaire d'effectuer un contrôle partiel ou total des espèces de poissons nuisibles. Ces aménagements ont pour but d'éliminer la compétition et la prédation à l'égard des espèces d'intérêt sportif et récréatif.

— Écusson «Collaboration 1975»

Depuis 1970, les chasseurs, les pêcheurs et plusieurs autres sportifs qui contribuent aux travaux d'aménagement et de recherche sur la faune du Québec, entrepris par les biologistes du Service, reçoivent

un écusson qui témoigne de façon tangible leur collaboration. En 1975, 15 000 personnes se sont méritées cet écusson.

— Rapports et publications

De nombreux rapports techniques et spéciaux donnent suite à des travaux effectués sur le terrain et en laboratoire par le personnel du Service. Plusieurs travaux ont été publiés dans des revues spécialisées sur la faune du Québec.

Et à l'intention des pêcheurs sportifs et de toutes personnes intéressés à des plans d'eau en particulier, plusieurs cartes bathymétriques sont préparées et publiées.

Plusieurs biologistes de la faune ont participé à différentes activités ou groupes de travail dont les plus importants sont les suivants:

- Northeast Deer Study Group, tenu à Québec.
- Atelier de travail sur la truite mouchetée, tenu à Stevens Point.
- North American Moose Workshop, tenu à Terre-Neuve.
- Congrès de l'ACFAS, tenu à Moncton, Nouveau-Brunswick.
- Northeast Fish and Wildlife Conference, tenu à Hershey, Pennsylvanie.
- Restructuration du nouveau ministère du Tourisme, des Loisirs et des Parcs.
- Comité sur la réglementation des espèces de salmonidés exotiques au Québec et des autres espèces de poissons dont l'élevage est permis.
- Comité d'études sur l'exploitation de l'orignal.
- Conseil du saumon de l'Atlantique.
- Participation avec les groupes de travail du ministère en relation avec les unités d'Aménagement et les sociétés d'Aménagement et de Conservation.
- Cours aux agents de conservation à l'Institut de police du Québec à Nicolet.
- Membre de jury lors des concours de recrutement de biologistes de la faune et de techniques de la faune pour la Commission de la fonction publique.
- Kiosques du ministère, section faune, dans les différents centres de la province.
- Films sur les travaux des biologistes du Service, préparés en collaboration avec l'Office du film du Québec.

1. District Bas-St-Laurent — Gaspésie

Le projet de localisation des aires d'hivernement des ongulés dans le district a permis d'inventorier plus de 2 237 440 acres de territoire forestier au printemps 1975. Ces localisations par la voie des airs ont été exécutées dans le but de fournir au ministère des Terres et Forêts des renseignements adéquats pour la prescription de coupes forestières afin de sauvegarder les aires d'hivernement du cerf de Virginie en particulier.

Pour chacune des cinq (5) unités de gestion de la région administrative, des recommandations ont été formulées pour la sauvegarde des habitats fauniques à l'intention du ministère des Terres et Forêts dans les plans de gestion de toutes les ressources forestières.

La sauvegarde des caribous est un élément important pour la détermination des nouvelles limites dans le parc de la Gaspésie ainsi que pour le choix des zones de conservation. Un projet conjoint avec l'ODEQ a été réalisé: il s'agit de la détermination de l'aire de distribution du caribou dans le parc de la Gaspésie et ce, en fonction de l'utilisation optimale de la matière ligneuse. La première partie de ce projet fut réalisée à l'automne par le marquage de 25 caribous au moyen de radios-émetteurs permettant de suivre les déplacements de ces caribous par télémétrie. Cinq (5) autres caribous ont été également étiquetés avec collier seulement. Le projet se terminera au printemps 1977.

Une population de coyotes (*Canis latrans*) fut localisée dans la région de Tourelle en Gaspésie. Une extension d'aire de distribution de cette espèce animale du Québec fut rapportée.

Une première évaluation de l'importance de la pêche sportive ou récréative sur les quais de la péninsule gaspésienne a été effectuée au cours de l'été. A partir de ces données un calendrier de l'arrivée des différentes espèces de poissons sera établi à l'intention des touristes pêcheurs qui fréquentent la péninsule tout au cours de la saison estivale. Les renseignements compilés à date sont des plus intéressants et dès que la deuxième partie du projet sera complétée en 1976 une autre facette des activités touristiques qui fascinent les amateurs de pêche tant locaux qu'étrangers dans cette région du Québec sera connue.

La migration du saumon Atlantique anadrome a été observée et les saumons ont été comptés aux endroits suivants:
passe-migratoire de la rivière Matane: 2 430 saumons
stations de piégeage sur la rivière Métis: 224 saumons
passe-migratoire de la rivière Madeleine: 183 saumons.

2. District Saguenay — Lac-St-Jean

«L'Opération ouananiche» a permis d'obtenir des prélèvements anatomiques sur plus de 1 931 spécimens avec la contribution de 266 pêcheurs. Ces résultats associés à ceux obtenus par le fonctionnement des passe-migratoires des rivières Chamouchouane, Au Saumon et Mistassini nous ont permis d'accroître nos connaissances sur la dynamique des populations de ouananiches du lac St-Jean.

L'introduction d'une population de ouananiches au lac Kénogami s'est poursuivie. Et de nombreuses captures intéressantes nous ont été rapportées par le biais des «opérations ouananiche».

La mise en opération d'une nouvelle passe-migratoire sur la rivière Mistassini a permis de faciliter la migration de plus de 135 géniteurs en amont de la 5e Chute.

Des études de croissance sur des populations de ouananiches, de dorés jaunes et de grands brochets ont été réalisées. Un inventaire de la rivière A Mars a été effectué en vue d'évaluer les possibilités d'y établir une population de saumons.

Un mémoire a été préparé pour démontrer l'importance de la ouananiche de la rivière Chamouchouane comme territoire reproducteur de la ouananiche du lac St-Jean en relation avec l'implantation d'une usine de pâtes et papiers Kraft à St-Félicien.

Dans la réserve de Chibougamau, des inventaires de lacs se sont poursuivis dans le but de confectionner un plan directeur d'exploitation des différentes ressources de cette réserve. Des travaux d'aménagement, tels le contrôle des poissons nuisibles et l'ensemencement de truites mouchetées y ont également été effectués.

Des travaux d'inventaire des populations d'orignaux ont été réalisés dans la section sud de la réserve Chibougamau en vue de déterminer les possibilités d'y instaurer une chasse contrôlée.

Des parcours de tambourinage ont été effectués afin de déterminer la densité des populations de gélinottes huppées au printemps. À l'automne un recensement de chasse à cette même espèce a été réalisé dans un secteur du district.

Installation de filets de pêche expérimentaux pour l'échantillonnage des espèces de poissons.



Une station de cueillette de données biologiques à St-Rock de Mékinac.



3. District de Québec

L'inventaire ichthyologique et physico-chimique d'un secteur du fleuve St-Laurent commencé en 1972 s'est poursuivi dans la partie comprise entre Grondines et Donnacona. Des données ont été recueillies à 50 stations et 29 espèces de poissons ont été observées dont la perchaude, le doré jaune et le grand brochet.

Des stations itinérantes de cueillette de données biologiques à l'occasion de la chasse au gros gibier ont été opérées sur la rive sud. Dans le but de fournir des recommandations particulières au ministère des Terres et Forêts pour les principaux ravages de cerfs de Virginie des comtés de Kamouraska et de Témiscouata, des inventaires aériens des aires hivernales de cet ongulé ont été complétés et des observations au sol ont été effectuées en même temps.

Un projet d'aménagement dans le secteur de Charlevoix a été préparé et sera réalisé avec la collaboration de l'OPDQ. L'inventaire des frayères à truites mouchetées s'est poursuivi sur la rive sud du St-Laurent.

Plusieurs diagnostics écologiques ont été complétées dans la réserve de Portneuf et dans le parc des Laurentides. À ces deux endroits, des statistiques de pêche furent recueillies sur tous les plans d'eau exploités pour la pêche sportive.

Plusieurs ensemencements de poissons ont été effectués dans des plans d'eau publics ainsi que dans les parcs et réserves du district. Dans le parc des Laurentides des truites mouchetées indigènes produites dans les lacs du parc ont été ensemencées. Des études sur l'évaluation des ensemencements de poissons sont en cours.

En prévision de la construction d'une passe-migratoire au lac Savane dans le parc des Laurentides, des plans et devis ont été préparés. Cette passe-migratoire favorisera la migration de la truite mouchetée vers le lac Savane.

Vingt rapports techniques ont été préparés et complétés par les équipes du district.

4. District des Trois-Rivières

Les inventaires aériens des ongulés ont permis de couvrir les basses-terres de la plaine du St-Laurent ainsi que la vallée immédiate du St-Maurice. Les populations de cerfs de Virginie sont des plus restreintes.

Un inventaire aérien de l'orignal dans le parc Mastigouche a été effectué en vue de déterminer les sites préférentiels pour les ravages d'hiver de cet ongulé. Ces données serviront aux biologistes lorsqu'il s'agira d'établir les quotas de chasse.

Une pêche expérimentale a été effectuée sur la rivière St-Maurice en collaboration avec les Services de protection de l'environnement afin d'analyser la présence des métaux lourds et des pesticides dans les poissons. Une pêche expérimentale a aussi été effectuée au réservoir Gouin afin de connaître la teneur en mercure dans la chair du doré jaune et du grand brochet qui faisaient jadis l'objet d'une pêche commerciale.

Une carte des lacs publics de la Mauricie a été préparée afin d'être éventuellement publiée à l'intention des pêcheurs qui fréquentent cette région. Le recensement de la pêche au poulamon dans les rivières Ste-Anne et Batiscan a été poursuivi. Tout indique que pour une seconde année il y a une légère diminution dans la montée du poulamon dans la rivière Ste-Anne et une baisse énorme dans la rivière Batiscan.

Divers travaux ont été poursuivis sur la ouananiche telle une étude de sa croissance et de son alimentation, ainsi qu'une étude de ses frayères dans le lac au Sorcier et ses tributaires dans le parc Mastigouche. D'autres travaux pour favoriser le repeuplement de truites mouchetées ont été entrepris tels que le creusage de fosses artificielles et un barrage. La survie en nature de diverses lignées de truites mouchetées a été étudiée au moyen d'étiquetages et de captures.

Une étude sur l'effet des coupes forestières sur l'habitat de l'orignal ainsi que sur la faune aquatique a été entreprise. La dynamique des populations de lièvres et de perdrix ainsi qu'un inventaire de leurs populations ont été effectués afin de mieux établir les saisons de chasse à ces gibiers dans les parcs du district.

5. District des Cantons de l'Est

En 1975 les travaux ont été intensifiés dans le but d'améliorer l'habitat de la faune terrestre et aquatique.

Dix-huit (18) lacs et quatre (4) rivières ont été inventoriés et l'ensemencement de 313 000 poissons a amélioré la pêche dans plusieurs plans d'eau de la région. L'évaluation des ensemencements de truites a été effectuée et des modifications seront apportées dans certains cas. Il faut également souligner la participation de onze (11) Associations de chasse et de pêche à l'élevage de la truite pour fins d'ensemencement dans les lacs publics.

L'inventaire aérien du chevreuil s'est poursuivi de façon à couvrir la région de Brôme-Missisquoi où 51 aires de petite superficie et trois (3) aires de moyenne superficie ont été localisées. Pour compléter les données, trois stations de cueillette de données biologiques furent en opération durant la saison de chasse.

L'aménagement de l'habitat du cerf de Virginie au parc du Mont-Orford s'est poursuivi durant quatre mois dans le cadre du programme des initiatives locales (PIL).

De plus, les programmes de contrôle des prédateurs de la faune sauvage, particulièrement le cerf de Virginie, et des animaux de la ferme ont été maintenus. Ces contrôles ont permis la capture de 125 coyotes et 49 chiens errants dont les carcasses ont été remises au département de biologie de l'Université de Sherbrooke pour fins d'études dont les résultats serviront aux aménagistes de la faune.

Treize rapports techniques ont été préparés et complétés au cours de l'année.

6. District de Montréal

Les problèmes d'impact écologique ont absorbé une partie importante du travail des équipes du district, dans des cas de construction de route, de remblayage, d'aménagement de territoires et de drainage. Des rapports ont été rédigés pour démontrer les méfaits de ces travaux sur la faune et proposer des solutions pour conserver un milieu adéquat.

Plusieurs études ont été entreprises à même les données qui étaient en dossier. Plusieurs rapports ont été complétés et publiés tandis que d'autres le seront au cours de l'année prochaine. Le plus important est le Rapport spécial no 4 qui s'intitule: «Cartes de répartition géographique des espèces de poissons au sud du Québec d'après les inventaires ichtyologiques effectués de 1963 à 1972».

Plusieurs projets d'aménagement ont été préparés ou réalisés. Il s'agissait du contrôle des eaux dans plusieurs marécages afin d'améliorer la nidification des oiseaux aquatiques, la reproduction des mammifères aquatiques ainsi qu'une meilleure production des frayères d'espèces de poissons dites d'eau chaude. Le projet d'aménagement de la baie Lavallière est de première importance. Le marécage de Thurso sur les bords de la rivière des Outaouais et l'embouchure de la rivière Aux Pins sont les deux principaux endroits aménagés.

L'aménagement d'une passe-migratoire sur la rivière Cachée, tributaire du lac Tremblant a permis de contrôler les populations de ouananiches qui fréquentent les frayères.

Une contribution importante a été apportée par les équipes du district dans le cadre du projet d'étude de la «Mission St-Laurent», et de celui de la «Régularisation des eaux de la région de Montréal».

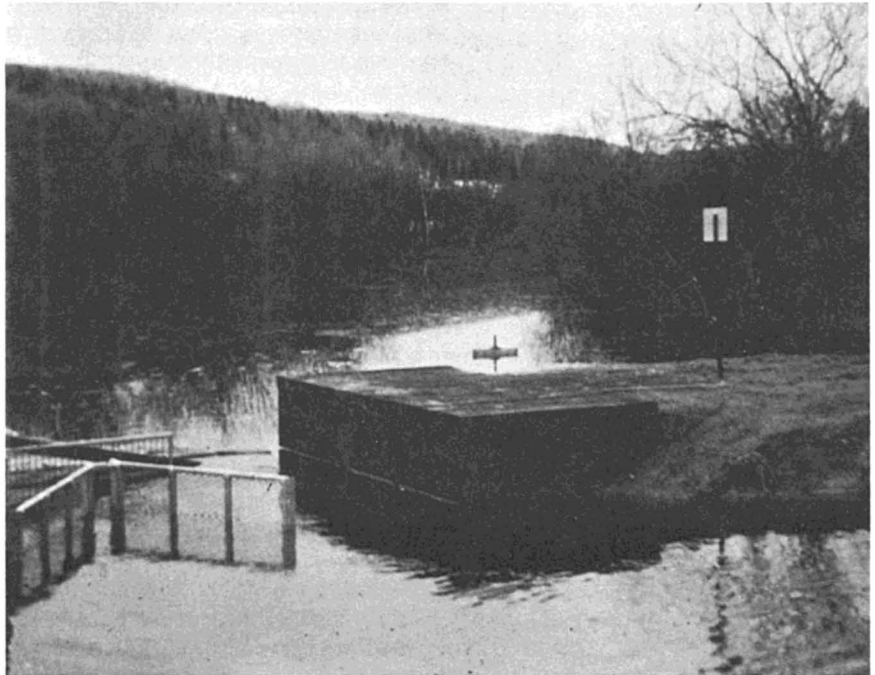
On doit aussi souligner la réalisation de l'important Rapport traitant de «Méthodes de pêche expérimentale en eau douce, à l'usage du biologiste et du technicien de la faune».

7. District de l'Outaouais

Des inventaires aériens et terrestres du gibier et de son habitat, des diagnoses écologiques de plans d'eau et des observations de frayères ont permis d'accroître les connaissances sur le potentiel faunique de la région et ont mené à des modifications au niveau de la réglementation de la chasse et de la pêche.

Suite à l'aménagement d'une frayère artificielle pour la truite mouchetée au lac Vert près de Val des Bois, une étude a été entreprise pour déterminer le taux d'éclosion des oeufs déposés dans ce milieu en comparaison avec le fond naturel utilisé par la truite mouchetée auparavant. L'inventaire des frayères de poissons d'intérêt sportif et la détermination des dates de reproduction de ces espèces de poissons ont été poursuivis. Dans le cadre de ce projet, plus de vingt frayères ont été visitées et des observations ont été effectuées sur les truites mouchetées, les truites grises, la ouananiche et le corégone

Aménagement de la frayère à grand brochet au lac Mc Gregor.



Une nouvelle méthode d'inventaire aérien de l'original a été mise à l'essai dans les zones de chasse F₃ et F₄ afin de mieux préciser la densité de la population de cette espèce dans les zones fortement exploitées. Un document illustrant le potentiel faunique de l'Outaouais, et proposant des restrictions de coupes forestières en vue de la conservation et l'amélioration, a été préparé.

Un projet d'évaluation des résultats des ensemencements de poissons a été mis en marche.

Des aménagements physiques ont été réalisés pour la fraye du grand brochet au lac Mc Gregor et pour la fraye de la truite mouchetée dans le parc de Papineau-Labelle. Des communications scientifiques préparées à partir des travaux effectués dans le district ont été présentées en plusieurs occasions afin de faire connaître au monde scientifique les travaux réalisés.

8. District du Nord-Ouest

Des inventaires aériens de l'original ont été effectués dans le comté de Témiscamingue sur une superficie totale de 4792 km². Un inventaire aérien couvrant une superficie de 2200 km² a aussi permis de déterminer l'importance relative et la répartition de quelques îlots de cerfs de Virginie dans le sud du Témiscamingue.

Une septième station de recensement a été ajoutée au réseau déjà en opération durant les saisons de chasse précédentes. Ces stations ont permis de rejoindre un nombre record de chasseurs chanceux et de recueillir des informations précieuses sur les caractéristiques des populations d'originaux et de perdrix.

Des diagnostics écologiques ont été complétées pour neuf lacs publics de la région. Dans le domaine de la faune aquatique, un inventaire et un recensement de pêche dans le réservoir Kipawa furent complétés. Cette étude a permis de faire des recommandations précises pour éviter une trop grande détérioration de la qualité de la pêche sportive à cet endroit fort fréquenté par le doré jaune et la truite grise.

Des études et relevés supplémentaires relatifs au territoire de la réserve d'Aiguebelle ont été effectués pour orienter le développement et l'exploitation prochaine de ce territoire peu accessible et peu utilisé.

Une carte des «Lacs de pêche sportive dans le Nord-Ouest québécois», donnant certaines informations sur les espèces présentes dans les principaux lacs de la région a été mise à la disposition du public et distribuée à plus de 10 000 exemplaires dès la première année de sa parution.

Une enquête relative au transport, à la vente et à l'utilisation de poissons-appâts a été effectuée auprès des pourvoyeurs en chasse et pêche, des vendeurs de poissons-appâts ainsi que des pêcheurs sportifs. Suite à cette enquête une réglementation plus adéquate devrait être établie.

Le Service a participé à la mise sur pied de la première Association de trappeurs du Nord-Ouest.

Division des permis

Le Service doit émettre ou recommander l'émission des permis autres que ceux de la pêche et de la chasse sportive. Dans la majorité des cas, les démarches de renouvellement de permis sont examinées avec la collaboration des chefs de district du Service. Plusieurs demandes de permis nécessitent une enquête approfondie afin de connaître le bien-fondé de la demande. Dans tous les cas un avis est demandé aux chefs de district.

Cette division examine tout au cours de l'année la réglementation qui régit les permis et elle fait les révisions appropriées. Les permis de transport, de vente et d'ensemencement de poissons produits dans les piscicultures privées sont émis directement par les bureaux de district du Service.

Division des fourrures

Cette division a la responsabilité de l'émission et/ou de la révocation des divers permis reliés au prélèvement des fourrures, leur transformation et leur mise en marché, du contrôle et de la vérification des fourrures ainsi que de la cueillette des droits régaliens sur les fourrures utilisées dans la province.

La division opère principalement à partir des bureaux de Québec et de Montréal ainsi que de Rouyn.

Contrairement aux pronostics de l'été 1975, le prix moyen pour les peaux de fourrure obtenu sur les enchères publiques durant la saison, a subi une augmentation sur toutes les espèces, à l'exception du phoque (loup-marin) qui a connu une diminution de 13.5%.

Les espèces qui ont subi la plus forte augmentation sont les fourrures à long poil, tout particulièrement le lynx du Canada qui avait obtenu l'année précédente un prix record, soit \$110.00, et qui est passé cette année à \$210.00.

Le marché de la fourrure influence beaucoup les trappeurs. Dû aux pronostics de l'été 1975, l'effort pour le trappage a diminué, tout particulièrement pour le castor qui a connu une baisse de 20%. Néanmoins, dans les zones de terrains enregistrés pour fins de piégeage des animaux à fourrure, les demandes pour la location de ces terrains vont en augmentant.

Depuis quelques années, une étude est menée sur l'exploitation des terrains enregistrés et comme conséquence plusieurs terrains ont été subdivisés. Un plus grand nombre de trappeurs ont été accommodés. Cette étude va se poursuivre dans les années à venir.

La baisse de la production de fourrures cette année, a occasionné une baisse de 19.8% du droit régalien.

Toutefois, dû à l'augmentation de la valeur commerciale par unité, la valeur totale est passé de \$4 234 498.30 à \$4 500 351.05, soit une augmentation de 5.9% (tableau II).

Le nombre de commerçants de fourrures est passé de 829 à 862 (tableau III) soit une augmentation de 3.8%. Le nombre de permis émis dans les zones de terrains enregistrés s'élevait à 1 746.

Effectifs Les effectifs permanents du Service de l'aménagement de la faune étaient de 116 dont quatre (4) postes de direction supérieure, 37 professionnels, 51 techniciens et 24 employés de bureau et assimilés et se répartissaient comme suit:

Direction	8
District Bas-St-Laurent — Gaspésie	8
District Saguenay — Lac-St-Jean	6
District de Québec	16
District des Trois-Rivières	13
District des Cantons de l'Est	4
District de Montréal	26
District de l'Outaouais	16
District du Nord-Ouest	6
Division des fourrures	13
Total	116

De plus, le Service a employé plusieurs personnes à titre occasionnel sur différents projets. Ces employés pouvaient occuper des postes de professionnels, de techniciens, d'ouvriers, d'étudiants et d'employés de secrétariat.

Tableau I

Catégories et nombre de permis émis

Les catégories de permis émis par le ministère sur recommandations du Service de l'aménagement de la faune sont les suivantes:

Pêche commerciale à divers poissons	110
Pêche commerciale aux poissons-appâts	457

Les catégories de permis émis directement par le Service sont:

Capture de poissons et d'animaux à des fins scientifiques	141
Garde d'animaux en captivité	56
Contrôle d'animaux nuisibles	26
Érection de grillage sur cours d'eau	3
Permis de vente de poissons-appâts	11
Total	804

Tableau II
Valeur commerciale des fourrures sauvages 1975-76

Espèce	Nombre de peaux	Redevance par unité	Redevance totale	Valeur commerciale par unité	Valeur commerciale totale	Pourcentage
Castor	46 472	\$1.00	\$46 472.00	\$ 24.50	\$1 138 564.00	25.3
Renard rouge	14 831	0.25	3 707.75	53.00	786 043.00	17.5
Lynx du Canada	2 930	1.00	2 930.00	210.00	615 300.00	13.7
Rat musqué	161 208	0.10	16 120.80	3.25	523 926.00	11.6
Chat sauvage	17 866	0.25	4 466.50	18.50	330 521.00	7.3
Loup-marin	7 604	0.10	760.40	32.00	243 328.00	5.4
Martre	11 045	0.50	5 522.50	17.50	193 287.50	4.3
Loutre	2 549	1.50	3 823.50	65.00	165 685.00	3.7
Pékan	1 518	1.00	1 518.00	65.00	98 670.00	2.2
Renard blanc	2 328	1.00	2 328.00	39.00	90 792.00	2.
Vison	6 498	0.50	3 249.00	12.00	77 976.00	1.7
Loup	2 359	0.50	1 179.50	32.00	75 488.00	1.7
Renard croisé	691	0.25	172.75	92.00	63 572.00	1.4
Ours noir	1 298	1.00	1 298.00	35.00	45 430.00	1.
Ours polaire	41	5.00	205.00	700.00	28 700.00	
Lynx roux	197	0.50	98.50	58.00	11 426.00	
Renard argenté	125	0.50	62.50	45.00	5 625.00	
Belette	7 009	0.05	350.45	0.45	3 154.05	
Écureuil	4 630	0.01	46.30	0.30	1 389.00	
Moufette	437	0.05	21.85	1.50	655.50	
Carcajou	3	0.40	1.20	145.00	435.00	
Renard bleu	8	1.00	8.00	48.00	384.00	
	291 647		\$94 342.50		\$4 500 351.05	100

Tableau III
Permis de commerçants de fourrures
Année financière 1975-76

Fourrures repassées:	417
Magasin rive nord:	308
Magasin rive sud:	50
Ambulant résidant:	72
Ambulant non-résidant:	1
Enchères publiques:	1
Teinturier:	4
Apprêteur:	3
Apprêteur & teinturier:	6
	862

Service de la recherche biologique

Objectifs et programme

Le Service poursuit un des objectifs du ministère, soit celui d'assurer la conservation des ressources fauniques du territoire québécois, en assurant leur utilisation rationnelle. À cette fin, il se doit de développer et de perfectionner les techniques qui permettent d'évaluer les besoins en habitat de la faune, de développer et de perfectionner les techniques pour évaluer les populations animales évoluant dans les habitats.

L'amélioration des connaissances ainsi acquises permet de rationaliser l'aménagement faunique et aide à solutionner les problèmes particuliers.

Budget

Le Service a reçu un budget de fonctionnement totalisant \$849 200.00 pour l'année 1975-1976. Ces argentés ont été utilisés en fonction de deux éléments du programme maintien et amélioration de la faune. Ces éléments sont: inventaire et recherche (01); amélioration des habitats (02).

Réalisations

Les recherches ont porté sur la faune terrestre et aquatique. L'orignal, le cerf de Virginie, le caribou, l'ours polaire, le boeuf musqué et les oiseaux migrateurs ont été l'objet d'études particulières. Il en est de même pour le saumon anadrome, le grand brochet, le maskinongé. Les travaux sur les habitats de la faune (aquatique et terrestre) se sont poursuivis. La coordination des actions s'est effectuée dans le domaine des chasses contrôlées et dans celle de la cueillette des données sur le gibier. L'impact des arrosages aériens d'insecticides a été évalué. Les recherches sur les ongulés et le castor du territoire de la Baie James sont toujours en cours.

1. Recherches sur l'orignal

L'amélioration des connaissances sur l'effet de l'exploitation par la chasse des populations d'originaux et la compréhension de la dynamique de populations de cette espèce, ont été les principaux objectifs visés pour l'année 1975-1976.

Les modalités de chasse permettant une exploitation optimale de la population ont été étudiées par le biais d'un comité. Des recommandations concernant les saisons de chasse et l'émission des permis ont été acheminées à la direction.

L'expérience visant la création d'un site d'observation de l'orignal dans le Parc des Laurentides, montre que dans l'endroit choisi, l'orignal qui était très rare au début est maintenant de plus en plus présent.

L'effet de la fertilisation à l'azote sur le bouleau et son utilisation par l'original a montré, pour la première année de fertilisation, une augmentation sensible de la concentration d'azote au niveau des feuilles et des bourgeons, moins au niveau des ramilles et des branches. Après la deuxième année, cette augmentation est beaucoup moins sensible au niveau des feuilles; à la troisième année, la fertilisation n'est à peu près plus décelable. Cette fertilisation ne semble pas avoir d'effet pour attirer l'original.

À la Baie James, la distribution et l'habitat favorable à l'original ont été précisés.

2. Recherche sur le cerf de Virginie

La recherche sur le cerf de Virginie vise à améliorer les connaissances par l'étude du comportement et des écosystèmes pour en rationaliser son aménagement et aider à solutionner des problèmes particuliers.

Les inventaires de la mortalité hivernale du cerf de Virginie ont montré que dans la région de Pohénégamook (Témiscouata) cette mortalité représente 20 à 40% de la population, selon la sévérité des hivers; cette situation semble se répéter dans le ravage d'Armstrong, comté de Beauce-Sud.

La technique de marquage du cerf semble maintenant adaptée à nos conditions et au cours d'une opération d'une durée de 100 jours, 86 cerfs ont été marqués. Six colliers-émetteurs furent posés et 5 contacts aériens ont été effectués au cours de la période du 8 avril au 29 décembre 1975.

Dans le ravage d'Armstrong, les peuplements contenaient en moyenne 18 cerfs par km². L'inventaire de broutement indique qu'il y a en moyenne 7.12 tiges/ha de disponibles, ce qui constitue un minimum vital pour la densité de population trouvée. À Armagh, ces inventaires indiquent que la densité des individus est relativement faible comparativement aux autres ravages; probablement à cause du peu de nourriture.

L'estimation de l'importance de la prédation par le loup sur le cerf en hiver dans un ravage de l'Outaouais a donné les résultats suivants: 1) le taux de prédation au cours de l'hiver se situerait entre 31 et 43 pour cent d'après le nombre de carcasses de cerfs identifiés, 38 en tout; 2) l'analyse des excréments de loup révèle que quatre-vingt-huit pour cent des énumérations faites contenaient du cerf, 6.1% de l'original, 3.6% du castor et 1.8% du lièvre. En été cependant, le castor vient en première place (48.9%).

À l'Île Anticosti, la disponibilité de nourriture hivernale sous forme de ramilles ligneuses semble très limitée selon les inventaires; seuls les bûchers de moins de 20 ans offrent plus de 3 000 tiges à l'acre. Le lichen présent entre 25 et 225 centimètres de hauteur est très limité. La production de nourriture d'été est par contre très élevée dans presque tous les milieux et elle est inversement proportionnelle au pourcentage de couvert de la strate arbustive et arborescente.

Le 11^{ième} congrès annuel de la «North East Deer Study Group» tenu à Québec a permis des échanges très fructueux. Le ministère a présenté des données concernant la récolte accompagné de recommandations pertinentes.

L'impact de l'épidémie de la tordeuse sur l'habitat du cerf dans la région du lac Témiscouata a permis d'évaluer les densités suivantes: la densité du cerf était de 4 ± 3.2 cerfs/km²; en 1974, cette densité était de 11 ± 2.0 cerfs/km²; en 1975, elle était de 28 ± 5.2 cerfs/km². L'habitat a une très faible productivité en nourriture et le cerf l'utilise peu.

3. Recherche sur le caribou

Les principaux objectifs ont consisté à améliorer nos connaissances sur le caribou en définissant les différents troupeaux, leur distribution saisonnière et leur productivité.

Les caribous fréquentant le terrain de vèlage du lac Champdoré provenaient en 1975 de deux aires hivernales, dont l'une est localisée dans la région de Fort-Chimo et l'autre est située sur les plateaux du Labrador.

D'autres terrains de vèlage ont été cartographiés: un à l'ouest de Fort-Chimo, et un autre au sud-ouest de Schefferville.

Contrairement aux années précédents, les hardes de caribous femelles accompagnées de leur progéniture n'ont pas effectué les déplacements en direction de la rivière George. Pour une raison inconnue, les hardes de caribous n'ont pas regagné les aires estivales que nous connaissons.

Une tentative d'établir au mois de septembre la structure des hardes qui franchissent la rivière Falcoz (affluent de la George) s'est traduite par un insuccès. En raison des conditions climatiques qui ont prévalu, les hardes de caribous ne commencèrent leur déplacement qu'à la fin de septembre et au début d'octobre.

Inventaire aérien du caribou.



Le marquage du caribou.



4. Recherche sur l'ours polaire

Au cours du premier vol d'inventaire entre le 7 et le 9 août 1975, 18 ours ont été observés sur les Îles Jumelles (Baie James), 14 sur l'Île Akpatok (Baie d'Ungava). Le marquage estival de l'ours polaire dans l'Île Akpatok n'a donné aucun résultat satisfaisant.

5. Introduction de boeuf musqué

La libération de neuf boeufs musqués au Nouveau-Québec au cours du 5, 6 et 7 juin 1975 a été réalisée avec succès. Au cours du mois d'août 1975, deux boeufs musqués adultes réfugiés dans le millage de Baie-aux-feuilles (Nouveau-Québec) ont dû être déplacés. Ces animaux ont été ramenés à la ferme d'élevage du Vieux Chimo.

6. Surveillance des arrosages aériens d'insecticides

En mai et juin les travaux de surveillance ont été effectués. Les données font encore l'objet d'analyses; les conclusions mentionnées doivent donc être considérées comme sommaires.

— Oiseaux

Dans les régions étudiées, aucun des insecticides utilisés n'a eu d'impact sévère. Cependant, quelques espèces de fauvettes et les roitelets ont pu montrer de légères réductions dans leurs niveaux de populations. Un seul cas de mortalité, possiblement relié aux arrosages, a été rapporté; l'investigation démontre que la mortalité a été occasionnée par des facteurs naturels et sans relation avec les pulvérisations.

Le marquage d'un ours polaire.



— Petits mammifères

Le faible succès de piégeage est probablement relié aux bas niveaux de populations. Les conditions extrêmes de sécheresse dans plusieurs régions du Québec n'ont pas aidé à cette tâche.

— Organismes aquatiques

Les données analysés à date indiquent une augmentation d'insectes dériveurs chez les plécoptères, éphéméroptères et trichoptères après les arrosages au Fénitrothion, et à un degré moindre après les applications au Matacil. Cependant, les données de l'échantillonnage Surber ne semblent pas indiquer de déplétion notable chez les populations benthiques. Aucune évidence d'impact n'a été trouvée dans les ruisseaux exposés au Diméthoate, au Phosphamidon ou au Dylox.

7. Recherche en ornithologie

Les études de la distribution et de la dynamique de deux populations de bernaches du Canada de la péninsule d'Ungava ont démontré que les bernaches de Hope Advance Bay migrent vers l'est de la province jusqu'à la côte atlantique des États-Unis; la population de Povungnituk est divisée en deux: il y a celle qui niche dans la région dont les jeunes migrent vers la côte atlantique (Atlantic Flyway) et celle qui va dans la région pour le temps de la mue (qui sont nées ailleurs) et migre vers la vallée du Mississipi.

La télémétrie.



Le dénombrement et la distribution des grandes oies blanches dans l'Arctique de l'est a apporté une meilleure connaissance des terrains de nidification, de la répartition de toute la population en colonies sur différentes îles du rapport reproducteur/non reproducteur.

Le programme de baguage et de la pose de colliers indique que toutes les grandes oies blanches migrent de l'Arctique de l'est vers leurs aires de repos sur le fleuve St-Laurent; que les grandes oies blanches ne se mêlent pas avec les petites oies blanches de la Baie-James; que toute la population de la grande oie blanche hiverne le long de la côte est des États-Unis entre la Caroline du Nord et le New-Jersey; que les oies provenant de différents terrains de nidification dans le nord semblent se mêler en arrivant dans leurs aires de repos sur le St-Laurent.

En télédétection de la faune, il faut mentionner les résultats suivants:

- il est possible de dénombrer plusieurs espèces d'animaux grâce à la photographie aérienne verticale;
- des relevés sur certains aspects de la biologie et du comportement chez les baleines et les rats musqués;
- la distribution de certains animaux et la délimitation de leur habitat;
- la prédiction du taux de reproduction annuelle des oies d'après les conditions d'enneigement des terrains de nidification en utilisant les images satellites;
- la distinction entre les adultes et les jeunes et le calcul du rapport.

8. Recherche sur le saumon

L'objectif poursuivi est d'une part, améliorer les connaissances sur le saumon par l'étude de ses populations et son habitat en eau douce et, d'autre part, maintenir l'habitat d'eau douce du saumon dans les conditions aussi naturelles que possible.

L'ensemencement de saumons juvéniles a été fait à la fin du printemps et au début de l'automne de chaque année dans certaines rivières exploitées avec intensité ou déficitaires en jeunes saumons.

Au moyen de l'étiquetage de saumoneaux, le problème de l'interception des stocks de saumons par les pêcheurs du Groenland et de Terre-Neuve a été étudié par le biais d'un comité fédéral-provincial.

L'évaluation de certains des aménagements physiques sur les rivières, leur efficacité, de même que la mesure biologique de ces aménagements ont été effectués.

Au cours de l'été 1975, douze rivières à saumons ont été inventoriées au moyen d'une pêche à l'électricité dans le but spécifique de connaître le niveau de population en jeunes saumons.

Des inventaires bio-physiques sommaires des rivières à Mars et Mont-Louis ont été faits. Une méthodologie d'inventaire physique d'une rivière pour interprétation de photographies aériennes est à l'essai.

À l'automne 1975, près de 20 rivières ont été inventoriées afin d'y relever le nombre de géniteurs laissés dans les cours d'eau après la saison de pêche. La montée de saumons aurait été, selon les données de cet inventaire, légèrement plus faible qu'en 1974.

Des ensemencements expérimentaux de saumons juvéniles ont été faits dans le but de développer des méthodes plus appropriées d'ensemencement. Dans une expérience où l'on a comparé l'ensemencement de printemps et de l'automne, l'on a constaté de piètres résultats pour celui de l'automne.

En collaboration avec le ministère des Terres et Forêts, nous avons formulé des normes d'exploitations forestières.

À l'île Anticosti, nous avons observé sommairement le milieu physique, les populations de saumons juvéniles et adultes de 10 rivières. À la rivière McDonald, une chute de faible hauteur a été modifiée, ce qui a permis au saumon d'utiliser le territoire situé en amont.

9. Recherche sur la faune aquatique des grands plans d'eau de la région du St-Laurent

L'amélioration des connaissances sur cette faune et ses habitats a été poursuivie principalement sur le brochet et le maskinongé. La prédation des jeunes poissons d'intérêt sportif a été analysée de même que la condition biologique de ces poissons. L'environnement biologique a été considéré dans la planification du projet de régularisation des eaux de la région de Montréal.

Dans le cadre de Mission St-Laurent, des relevés ont été poursuivis en vue de la localisation des herbiers et des frayères dans le tronçon Cornwall-Québec. De plus, des études sur la toxicité des poissons du fleuve Saint-Laurent se sont intensifiées.

— Le brochet

Il y a eu 758 brochets adultes étiquetés sur la fraie et une récolte de brochetons. Un indice pondéral individuel des jeunes et des adultes capturés de 1972-1975 a été fait à partir des données acquises; une courbe longueur/poids pour les adultes capturés en 1974 a été tracée; le montage d'échantillons d'écaillés de 425 adultes environ et 650 à 700 lectures d'âges ont été effectuées. En 1975, le taux de recapture enregistré a été de 5.3% (40).

— Le maskinongé

Nous avons inscrit sur des fiches les conditions biologiques et l'identification de 624 maskinongés étiquetés et ensemencés. Il en est de même pour la localisation et la description des stations d'ensemencement du maskinongé (Lac St-Louis).

— La prédation

La détermination qualitative et quantitative de la prédation qui s'opère aux dépens des jeunes poissons d'intérêt sportif des grands plans d'eau a permis de recueillir des données sur les déplacements des prédateurs selon la période du jour et le stade de croissance des espèces proies.

— L'environnement biologique (Comité de Régularisation des eaux, Région de Montréal)

Les sites connus des travaux de régularisation des eaux (16 tronçons de dragage et 5 sites de dépositions) ont été inventoriés en collaboration avec le Service de l'aménagement de la faune. La coordination du projet Environnement biologique a été confiée au Service de la recherche biologique qui a fourni un inventaire de la ressource biologique (végétation, invertébrés et sites propices à la fraie) en fonction des tronçons projetés de dragage et des sites de déposition, dans les quatre plans d'eau étudiés.

— Mission St-Laurent

Les travaux ont été orientés vers l'examen plus spécifique des problèmes révélés par des études générales antérieures. Ainsi, on a procédé à un échantillonnage et à une cartographie des herbiers par photos aériennes.

Du côté des frayères, la plus grande partie des sites potentiels ont été identifiés et vérifiés. L'évaluation du potentiel de chaque frayère importante a été amorcée. Les stations prévues au plan d'échantillonnage ont été visitées en vue de déterminer la toxicité des poissons du fleuve St-Laurent.

10. Recherche sur l'exploitation du gros gibier

Cette activité a pour fonction de coordonner un certain nombre d'activités qui se déroulent à l'échelle provinciale. Ainsi, la «Fiche du gros gibier» permet une édition annuelle d'un rapport spécial sur les statistiques concernant l'exploitation. La méthode de détermination de l'âge des cervidés par la couche de ciment a été améliorée en 1975; il y a eu l'examen de 2 200 incisives d'orignaux et 280 de cerfs. La coordination des mesures d'aménagement préconisées pour la chasse contrôlée a été effectuée par des rencontres qui ont eu lieu aux niveaux régional et provincial.

11. Recherche sur le castor

L'amélioration des connaissances sur cette espèce s'est orientée sur: — la mise au point d'une technique de marquage; actuellement, le tatouage dans les oreilles semble être un moyen idéal et facile pour caractériser chaque individu, alors que les étiquettes fixées dans la queue donne un succès relatif. De plus, six radios-émetteurs ont été fixées sur certains individus. — l'étude de la qualité de l'habitat à castor montre que les habitats constitués par les ruisseaux sont supérieurs aux habitats constitués par les lacs.

L'inventaire aérien dans la partie nord du territoire de la Société de Développement de la Baie James confirme qu'il existe un gradient nord-sud et est-ouest dans le nombre de colonies par km² de territoire.

Le trappage du castor à la Baie James confirme que le nombre moyen de castors par cabane est plus élevé dans les ruisseaux que dans les lacs.

L'établissement des cartes de potentiel pour l'habitat du castor à la Baie James se fera à partir de trois classes préférentielles d'habitat pour le castor. Cette approche se réalise à partir des unités écologiques. L'inventaire aérien de la réserve Portneuf montre que c'est un territoire idéal pour le castor.

12. Inventaire aérien du gros gibier

L'objectif poursuivi est d'améliorer les connaissances sur les répartitions géographiques et saisonnières du gibier pour en rationaliser son aménagement et aider à solutionner des problèmes particuliers.

Des inventaires aériens ont été réalisés sur l'orignal, le cerf de Virginie, le caribou, l'ours polaire, le castor et les oiseaux migrateurs. Tous ces travaux sont regroupés dans un rapport d'inventaire aérien, 1974-75.

13. Traitement des données biométriques

Coordonne la prise et le traitement des données pour le personnel des services du secteur de la faune.

Ainsi un examen statistique de la méthode de dénombrement des mâles tambourineurs de gélinottes huppées au Québec a permis de formuler des recommandations concernant la continuation de ce programme.

Une amélioration sensible dans le traitement des données d'inventaire aérien de l'orignal à la Baie James s'est traduit par un gain de précision dans les estimés d'habitats et de populations.

14. Amélioration des habitats

Les études sur le cerf de Virginie se divisent en deux parties: les travaux sur la dynamique de la population et les travaux reliés à l'habitat d'hiver.

Ainsi l'évaluation du couvert forestier par le calcul de la surface terrienne a permis de faire des tables de peuplement qui montrent le nombre de tiges/ha par espèce, par classe de diamètre pour chaque peuplement du ravage. Il est possible de calculer le volume ligneux pour chaque unité en partant de ces tables. Ces données contribuent à distribuer également le nombre de tiges et le volume à prélever lors des traitements sylvicoles.

Pour la restauration du ravage de cerfs d'Armagh, une opération de marquage des arbres à couper a été faite. Dans le but de produire de la nourriture d'appoint pour le cerf, il y a eu de l'abattage de feuillus au cours de l'hiver 1975-76.

Dans les cèdrières du Bas-St-Laurent, des coupes en damier et en bande ont été effectuées pendant l'hiver.

À la Rivière-aux-Cerises (Mont Orford), les cinq travées de 1972 ont produit 17 kg de nourriture au total et 35,2 kg/ha en moyenne. Le cerf a utilisé 50% du poids ainsi produit. En 1974-75, on a noté visuellement une forte augmentation dans la production de nourriture. Ce ravage apparaît déficient quant à la distribution couvert-nourriture et d'autres aménagements seraient nécessaires.

Effectifs Au 31 mars 1976, les effectifs du Service étaient formés d'un adjoint au cadre supérieur; de 19 professionnels; de 21 techniciens et de 3 employés de bureau.

Service des stations piscicoles

Objectifs et programmes

Le Service des stations piscicoles est responsable de l'exploitation et du développement des piscicultures gouvernementales, en vue de l'ensemencement des lacs et cours d'eau du domaine public et des parcs de la province. Il doit également assurer le contrôle des piscicultures privées et leur fournir l'assistance technique dont elles ont besoin pour l'amélioration des eaux privées ou sous bail de la province, et pour la production de truites destinées à la consommation.

La réalisation du programme du Service nécessite l'inspection des établissements de piscicultures privées, leur classification, l'émission du permis d'exploitation — l'étude des plaintes, des projets de développement et des demandes de renseignements — la production et l'importation des oeufs de différentes espèces de poissons en quantité suffisante pour assurer la production des établissements privés de pisciculture — le contrôle sanitaire des importations de poissons vivants et des oeufs de poissons — l'assistance technique et scientifique relatives aux maladies, à la nutrition et à l'élevage du poisson — la promotion de la pisciculture industrielle et la poursuite des études pertinentes à ces activités.

Situation budgétaire

Le Service des stations piscicoles a dépensé en 1975-76 un grand total de \$1 388 594. De ce montant, \$814 816. ont été dépensés en salaires à 57 employés réguliers et 87 employés occasionnels, tandis que \$379 494. ont été dépensés en frais d'opération, \$34 784. ont servi à l'achat de matériel et d'équipement et finalement, un montant de \$159 500. a été affecté à des dépenses d'immobilisation.

Réalisation et fonctionnement

La production ensemencée dans les eaux publiques de la province par les stations de Baldwin, Gaspé, Anse Pleureuse, St-Faustin, Tadoussac et Val Barrette, représente 120 479 livres de poissons de toutes tailles, soit une augmentation de 29 580 livres par rapport à l'année précédente. Le nombre de poissons ensemencés se chiffre à 2 607 550, répartis entre sept (7) espèces, alors qu'il était de 2 716 790 l'année précédente.

La truite mouchetée occupe encore cette année le premier rang de la production ensemencée quant au poids mais le deuxième quant au nombre.

La truite arc-en-ciel déloge le saumon de l'Atlantique au deuxième rang cette année quant au poids mais elle passe au troisième rang quant au nombre; le saumon vient ensuite et, les cinq (5) autres espèces ensemencées ne représentent qu'une fraction de la production totale surtout en ce qui a trait au poids.

Il est à noter que la station du lac des Écorces à Val Barrette n'est exploitée qu'à 70% de sa capacité, tandis que celle de l'Anse Pleureuse contribue pour la première fois aux ensemencements avec une quantité restreinte d'alevins et de tacons.

La production d'oeufs de différentes espèces par les stations piscicoles du ministère, pour fins d'élevage, de vente et d'échange s'est élevée à 17 746 500 dont 3 758 000 provenaient de souches indigènes (mouchetée, grise, maskinongé, saumon).

Nous avons également échangé 600 000 oeufs de saumon avec les États-Unis et 3 000 oeufs de maskinongé avec la France pour 769 700 oeufs de truite mouchetée et arc-en-ciel et 75 000 fretins arc-en-ciel en provenance des États-Unis.

Le Service a également contribué au transfert d'un plan d'eau à un autre de quelques espèces de poissons qu'on n'élève pas en pisciculture comme la barbotte, l'achigan à grande bouche, la perchaude, le crapet soleil et le brochet.

La flotte de camions, affectés au transport du poisson, a effectué 845 voyages pour un déplacement total de 80 421 milles.

Le Service a récemment acquis une nouvelle unité d'une capacité de 3 600 gallons d'eau. Cette unité est devenue nécessaire à cause des très grandes distances entre les plans d'eau et les centres de distribution.

Un total de 753 poissons ont été donnés pour fins expérimentales à divers centres de recherche du Québec tandis que 620 670 fretins totalisant 44 947 livres de poissons de diverses espèces ont été gardés pour ensemencement en 1976-77, à l'âge de 1 an +, et un certain nombre seront sélectionnés pour compléter le stock de géniteurs.

De plus, le Service a mis au point certains programmes spécifiques:
1. Un programme d'étude des eaux usées de pisciculture a été amorcé en 1975 en vue de contrôler de façon continue la qualité des effluents et d'évaluer l'effet de ces effluents sur les eaux réceptrices.

Les résultats de ces études ayant indiqué une pollution des eaux réceptrices, il faut entrevoir la possibilité d'épurer ces eaux
2. L'utilisation de résidus de crevettes, pour améliorer la coloration de la truite arc-en-ciel destinée à la consommation, a débuté en 1975 sur une base expérimentale.

L'utilisation des résidus à l'état brut n'a donné aucun résultat significatif mais l'expérience se continuera avec des résidus sous forme de comprimés plus facilement utilisable par la truite.

3. L'élevage de truites grises, dans des conditions différentes de température et de milieu, a donné des résultats satisfaisants. Cependant, cette expérience devra se poursuivre encore une saison avant de nous permettre de tirer des conclusions pratiques quant au choix de la station idéale pour l'élevage de cette espèce.

4. Des essais de réchauffement de l'eau dans les viviers à géniteurs de truites arc-en-ciel, trois semaines avant la période de fraie (17 mars au 2 avril), semblent améliorer la qualité des oeufs et la condition des géniteurs et pourrait faciliter l'adaptation de cette lignée de truite à nos conditions.

5. Un système d'évaluation de la qualité des saumoneaux, a été complété et amélioré par un programme d'étiquetage de spécimens. Le but de ce programme est d'obtenir des résultats plus précis lors des recaptures. Ce système d'évaluation sert également à décrire la qualité des divers lots de saumoneaux destinés aux aménagistes et, également à comparer la qualité de la production des piscicultures d'une année à l'autre.

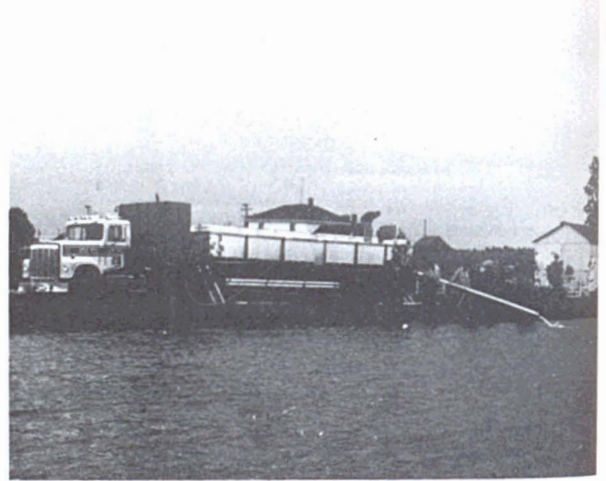
6. Le Service des stations piscicoles poursuit des observations d'ordre biologique sur près de 34 lots de poissons qui sont disponibles pour ensemencement aux stades 0+ et 1+.

Ces recherches ont pour but de décrire avec le plus de précision possible les exigences biologiques, le comportement, la survie et la croissance des lots de truites mouchetées (16) de truites arc-en-ciel (8) de saumons de l'Atlantique (5) et de ouananiches (2).

7. Le programme d'aménagement du lac Long (Parc des Laurentides) en vue de la production de géniteurs de truites mouchetées indigènes, exemptes de maladie et douées d'un potentiel de croissance exceptionnel, nous a permis de mettre au point avec la collaboration du Service du génie un type de barrage peu dispendieux et très prometteur pour l'aménagement de piscicultures extensives.

8. Le Service a mis au point la mécanographie des données des ensemencements, pour un meilleur contrôle du nombre croissant d'ensemencements à travers la province.

Camions affectés spécialement au transport du poisson.



Statistiques administratives

Le nombre des visiteurs dans les stations piscicoles du ministère est estimé à 200 000 personnes.

En 1975, on dénombrait 207 établissements privés de pisciculture possédant un permis d'exploitation soit une augmentation de 17% par rapport à l'année précédente (soit 11% pour les permis de catégorie commerciale et 31% pour les permis non commerciaux). La vente des permis de pisciculture privée a rapporté \$6 000.00 répartie comme suit:

93 permis de catégorie I	\$4 650.00
21 permis de catégorie II	\$ 420.00
93 permis de catégorie III	\$ 930.00

Un inventaire des installations piscicoles a été effectué afin d'en déterminer la qualité, de définir les différentes classes de producteurs et d'identifier ceux qui ont le plus d'impact sur le marché de la truite de pisciculture.

Effectifs

Les effectifs du Service se répartissent pour l'année 1975-76 comme suit:

- 1 directeur;
- 3 professionnels
- 5 agents de maîtrise
- 7 techniciens
- 6 employés de bureau
- 36 ouvriers
- et 87 occasionnels.

L'extraction d'oeufs.



**Répartition des ensemencements de la province
dans les eaux publiques et les Parcs**

Parcs, réserves et eaux publiques	Espèces							
	Arc-en-ciel	Brune	Gorge-coupée	Grise	Maskinongé	Mouchetée	Ouananiche	Saumon
Eaux publiques	217 470	82 015		103 350	28 623	333 455	30 500	1 138 254
Aiguebelle						600		
Chibougamau						50 700		
Chic-Choc						5 000		
Gaspésie						5 000		
Joliette				2 000		100 420		
Mastigouche						85 009		
Matane				8 600		4 000		
Mont-Tremblant	1 300			5 500		114 900	517	
Papineau-Labelle				18 950		10 900		
Petit Saguenay								10 000
Portneuf				25 000	100 495	47 950		
Port-Daniel								5 060
Rimouski						5 300		
St-Maurice			82			61 600		

**Résumé de la production ensemencée par espèce
selon le stade, le poids et le nombre
par les stations piscicoles en 1975**

Espèce	Stade	Poids	Pourcentage	Nombre	Pourcentage
Arc-en-ciel	alevin	42.40	0.43%	81 500	37.25%
	fretin	4 472.10	45.60%	87 000	39.77%
	1 + an	5 049.90	51.49%	50 037	22.87%
	2 + ans	242.30	2.47%	233	0.11%
Total par espèce		9 806.70	100.00%	218 770	100.00%
brune	alevin	7.65	0.68%	22 015	26.84%
	fretin	659.90	58.70%	48 000	58.53%
	1 + an	456.70	40.62%	12 000	14.63%
Total par espèce		1 124.25	100.00%	82 015	100.00%
gorge coupée	1 + an	1.20	100.00%	82	100.00%
Total par espèce		1.20	100.00%	82	100.00%
grise	fretin	375.20	32.44%	93 600	57.28%
	1 + an	781.50	67.56%	69 800	42.72%
Total par espèce		1 156.70	100.00%	163 400	100.00%
maskinongé	alevin	1 113.00	73.86%	99 000	76.67%
	fretin	157.80	10.47%	22 985	17.80%
	1 + an	236.10	15.67%	7 133	5.52%
Total par espèce		1 506.90	100.00%	129 118	100.00%
mouchetée	adulte	1 873.60	5.22%	2 624	0.32%
	alevin	63.90	0.18%	117 800	14.29%
	fretin	4 025.90	11.22%	312 410	37.88%
	1 + an	28 887.20	80.50%	389 589	47.23%
	2 + ans	1 033.40	2.88%	2 301	0.28%
Total par espèce		35 884.00	100.00%	824 834	100.00%
ouananiche	adulte	44.40	9.30%	17	0.05%
	tacon 1 +	433.00	90.70%	36 000	99.95%
Total par espèce		477.40	100.00%	36 017	100.00%
saumon	alevin	95.90	2.04%	636 828	55.22%
	saumoneau 1 +	189.60	4.03%	3 584	0.31%
	saumoneau 2 +	3 573.10	75.92%	111 327	9.65%
	tacon 0	481.00	10.22%	358 524	31.09%
	tacon 1 +	366.90	7.80%	43 051	3.73%
Total par espèce		4 706.50		1 153 314	100.00%
Grand total		54 663.65		2 607 550	

Figure 1.
**Comparaison selon le pourcentage du poids pour
 chacune des espèces ensemencées en 1974 & 1975**

Ouananiche 0.18%	Ouananiche 0.87%
Gorge-coupée 0.02%	
Maskinongé 0.45%	Maskinongé 2.76%
1%	
Truite grise 1.8%	Truite grise 2.12%
Truite brune 7.5%	Truite brune 2.06%
Saumon 10.87%	Saumon 8.61%
Truite arc-en-ciel 27.65%	Truite arc-en-ciel 17.54%
Truite mouchetée 50.51%	Truite mouchetée 65.64%
Poids ensemencé en 1974	Poids ensemencé en 1975

Figure 2.
**Comparaison selon le pourcentage du nombre
 pour chacune des espèces ensemencées en
 1974 & 1975**

Truite moulac 1%	
Ouananiche 2%	Ouananiche 1.38%
Truite grise 3.5%	Truite grise 6.27%
Maskinongé 5.8%	Maskinongé 4.95%
Truite brune 7%	Truite brune 3.15%
Truite arc-en-ciel 3.2%	Truite arc-en-ciel 8.39%
Saumon 33.3%	Saumon 44.23%
Truite mouchetée 37.2%	Truite mouchetée 31.63%
Nombre ensemencé en 1974	Nombre ensemencé en 1975

Classification des piscicultures privées

Marché des oeufs en 1975

Classes d'acheteurs ¹	Nombre de pisciculteurs par catégorie				Total	Total des oeufs achetés par les pisciculteurs et produits par leurs géniteurs	
	I	II	III				
500 000 et +	10				10	8 710 000	44%
200 000 — 500 000	26		1		27	7 504 000	38%
100 000 — 200 000	17	1	3		21	2 278 000	12%
50 000 — 100 000	10	1			11	703 000	35%
0 — 50 000	13	11	39		63	520 000	25%
Piscicultures considérées	76	13	43		132	19 715 000	
Piscicultures non considérées ²	7	6	27		40		
Permis non renouvelés	10	2	23		35		

1. Les achats considérés représentent la somme des oeufs, alevins et fretins achetés par les pisciculteurs, ainsi que les oeufs produits par leurs géniteurs.

2. Les piscicultures n'ayant déclaré aucune opération sur leur rapport annuel n'ont pas été considérées.

Service de la conservation de la faune

Objectifs Sous l'autorité de la Loi de la Conservation de la faune du 12 décembre 1969, le Service de la protection de la faune devenait le Service de la conservation de la faune. Ce Service a la responsabilité de faire respecter la loi de la conservation de la faune, la loi fédérale sur les pêcheries, la loi sur la convention concernant les oiseaux migrateurs et la loi des parcs.

Fonctionnement Le Service travaille en étroite collaboration avec le Service de l'aménagement de la faune, en contrôlant les prédateurs, en aidant à la compilation du gibier et au recensement des animaux de même qu'à l'amélioration de la faune en général.

Le Service travaille aussi en étroite collaboration avec le Service des locations de droits de chasse et de pêche, surtout en s'assurant que le système de surveillance soit le plus efficace possible sur les territoires sous bail.

Le Service participe aux cours de sécurité pour l'obtention du certificat du chasseur, donne de l'information au public et fait de la promotion touristique.

Les agents du Service travaillent aussi en collaboration avec le public en général, et d'une façon particulière, avec les adeptes de la vie en plein air et surtout avec les membres des associations de chasse et de pêche pour mieux protéger la faune.

1. Surveillance et patrouille

Malgré les efforts déployés par les agents, le braconnage se maintient à un niveau assez élevé; et particulièrement sur les rivières à saumon même si plusieurs braconniers se sont vus imposés de fortes amendes.

Cependant, les agents du Service travaillent de façon beaucoup plus efficace au moyen des hélicoptères. Les hélicoptères servent entre autres contre le braconnage sur les rivières à saumon. À l'aide de ces appareils, nous avons aussi découvert et détruit un très grand nombre de collets tendus pour l'original dans les bois de la Gaspésie. Il est prouvé hors de tout doute que ce véhicule est d'une grande utilité dans la prévention d'actes de braconnage non seulement contre le saumon mais contre tous les gibiers, caribou, original, chevreuil, etc. Comme par les années passées, en plus de la surveillance régulière partout dans la province, nous avons maintenu le projet Waco pour la protection du caribou et nous avons augmenté le nombre de patrouilles par hélicoptère dans la région du Nord-Ouest durant les périodes précédant l'ouverture de la chasse à l'original.

Cette façon d'agir a causé énormément de surprise parmi les chasseurs qui profitent de ce temps pour se préparer à la journée d'ouverture. Aussi, on peut comprendre le désarroi de ceux qui ne sont pas trop respectueux des règlements de l'heure et de la date d'ouverture de la chasse à l'original.

2. Qualifications et répartition du personnel

Après la réorganisation de la Direction des parcs, un certain nombre de gardiens de barrière dans différents parcs ont été mutés du Service de la conservation au Service de l'exploitation des parcs. Un certain nombre de ces gardiens, après avoir réussi un concours spécial d'avancement, ont été qualifiés agent de conservation et font maintenant du travail de patrouille. Aussi, même si notre effectif a diminué de quelques postes, ceux autorisés en 1974-75 étaient de cinq cent vingt trois (523) et en 1975-76 les postes autorisés sont de cinq cent huit (508) un plus grand nombre d'agents sont affectés au travail de patrouille.

Il faut mentionner que pour la surveillance des rivières à saumon et aux périodes de pointe de la chasse au gros gibier, nous engageons soixante-dix (70) agents de conservation saisonniers pour suppléer à nos agents réguliers. La grande majorité de ces saisonniers sont des finissants des polyvalentes qui dispensent des cours de spécialisation «agent de conservation». De plus, nous avons fourni un effort particulier en engageant vingt-huit (28) occasionnels spécialement affectés à l'enregistrement du gros gibier.

Lorsque le ministère a pris charge de l'administration de l'île d'Anticosti, trois nouveaux postes d'agent de conservation furent alloués au Service et à la mi-juillet 1975, les agents étaient en place avec l'équipement nécessaire.

Après entente avec le gouvernement fédéral, cinq (5) Indiens ont été recrutés en septembre 1975 dans la région de la Baie James et si le rendement de ce personnel est satisfaisant, il fera partie du Service de façon permanente.

Nos agents continuent à parfaire leur formation au moyen de cours de recyclage à l'Institut de Police de Nicolet. Quatre (4) promotions pour le cours de recyclage ont eu lieu et deux (2) de formation pour les stagiaires. Depuis le début de ces cours, un total de deux cent trente (230) agents y ont participé. Cette année, pour la première fois quatorze (14) de nos agents se sont qualifiés moniteur de tir au revolver. Ces moniteurs rendront possible un entraînement continu de l'arme de service dans chacun de nos districts.

En février 1976, une première partie d'un programme de formation du personnel de direction était acceptée et un horaire de cours était fixé pour tous les chefs de district et assistants-chefs de district. Quatre (4) sessions d'une durée de deux (2) semaines chacune prendront place à l'Institut de Police de Nicolet en mai, juin, juillet et novembre 1976.

Les effectifs autorisés sont maintenus presque à cent pour cent (100%) grâce au système obligatoire d'offrir les postes vacants aux saisonniers dont le nom apparaît sur les listes d'attente.

3. Structure

Le Service de la conservation demeure sous l'autorité d'un directeur et de deux (2) directeurs adjoints.

Le territoire de la province est divisé en deux (2) divisions: Est et Ouest. Les divisions comprennent neuf (9) districts qui sont à leur tour subdivisés en sous-régions. Pour la région administrative no 10, le Nouveau-Québec, la responsabilité est divisée entre les districts du Saguenay — Lac-St-Jean et de la Côte-Nord.

L'organisation de treize (13) sous-régions a été complétée, ce qui porte le nombre de sous-régions à quarante-six (46). L'établissement d'un poste à Radisson dans la Baie James comprenant quatre (4) agents avec équipement incluant deux (2) maisons mobiles.

4. Matériel et équipement

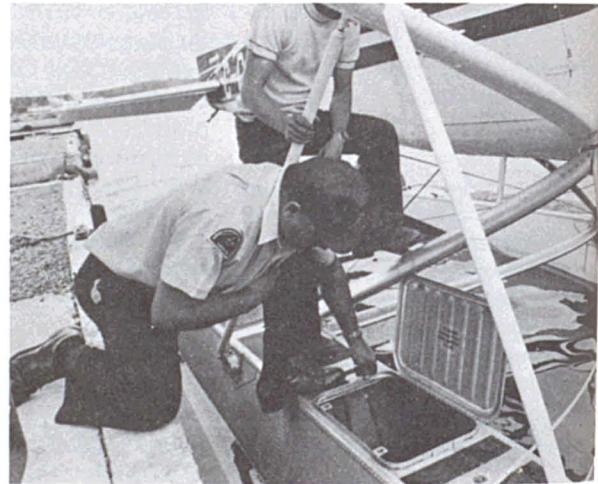
Pour assurer une meilleure efficacité dans leur travail, les agents de la conservation ont à leur disposition l'équipement suivant:

Automobiles et camions	256
Motoneiges et passe-partout	267
Motocyclettes	17
Moteurs hors-bord	223
Embarcations	239
Bateaux patrouilleurs	18
Aéroglisteurs	2
Hélicoptères	2
Roulottes 18' à 27'	37
Maisons mobiles 50' à 64'	15
Maisons d'habitation	8

5. Communication

Le système de communication par radio a été complété dans le district de l'Outaouais et il est complété en partie dans le Bas-St-Laurent — Gaspésie et sur la Côte-Nord. Mais les restrictions budgétaires ont ralenti le programme d'installation à la grandeur de la province durant l'année 1975-76.

Des agents de conservation au travail.



Budget Le budget accordé au Service pour l'année 1975-76 était de \$9 900 000 mais au mois de novembre 1975, un montant de \$615 000 fut retenu à la demande du Conseil du Trésor.

Les salaires, primes, allocations et autres formes de rémunérations ainsi que les frais de déplacement pour le personnel prennent tout près de \$7 600 000.

Statistiques administratives Parmi les plus importantes dépenses de matériel mentionnons: l'acquisition d'un nouvel hélicoptère au coût de deux cent mille dollars (\$200 000) et de deux (2) bateaux patrouilleurs au coût de vingt-six mille dollars (\$26 000). De plus, quarante-sept (47) véhicules automobiles, trente (30) motoneiges, quelques moteurs hors-bord et embarcations furent achetés au montant de deux cent soixante-dix mille dollars (\$270 000).

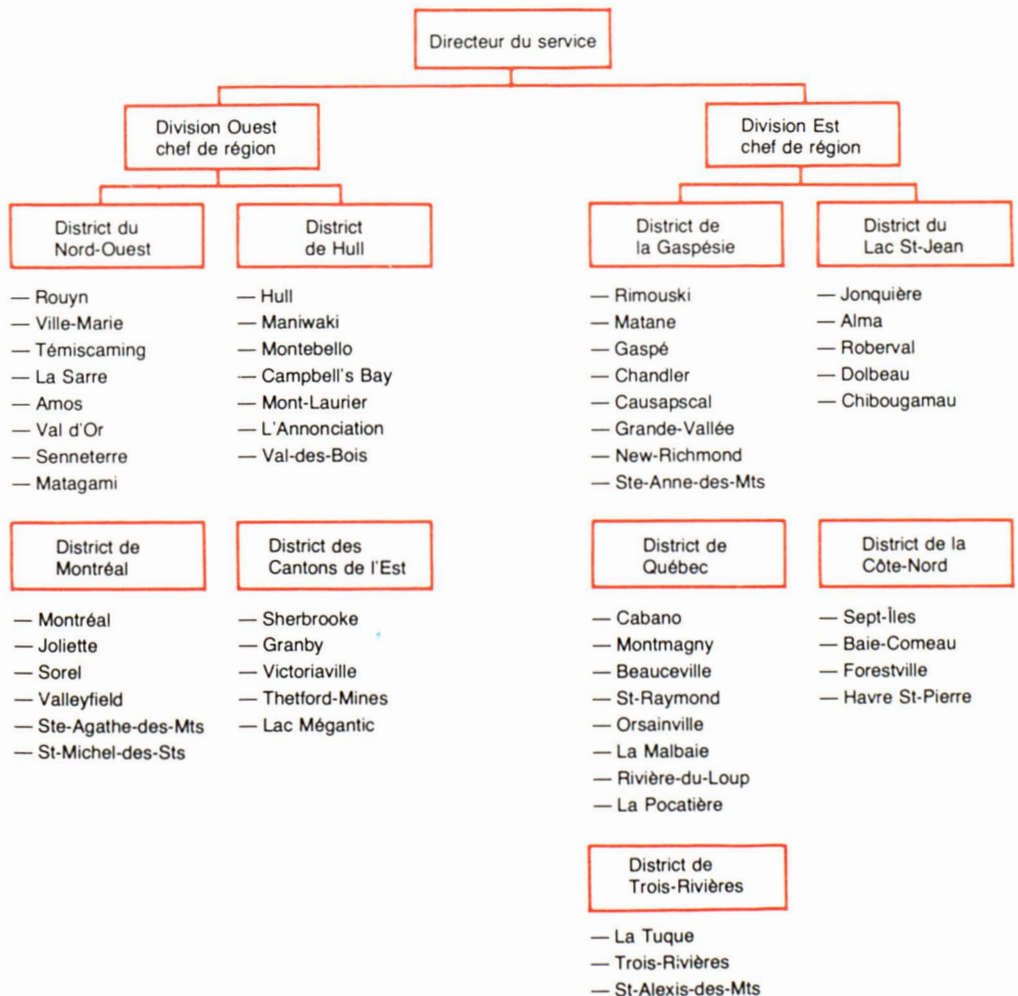
Les véhicules automobiles ont parcouru une moyenne de 23 063 milles chacun pour un grand total de 5 858 002 milles pour l'ensemble de la flotte. Le coût d'entretien de notre équipement incluant les dépenses pour l'essence s'établit aux environs de sept cent mille dollars (\$700 000) et le matériel, les uniformes et autres, nécessaires aux agents dans leur travail, s'élève à environ cent vingt-cinq mille dollars (\$125 000).

Les hélicoptères ont effectués 1 379 heures de patrouilles durant l'année. Il faut ajouter que le ministère des Transports a apporté

sa collaboration avec un avion beaver durant 270 heures de vol. De plus, le Service a utilisé des services privés pour environ 1 100 heures de patrouille aérienne au coût de quatre-vingt mille dollars (\$80 000).

La réalisation du poste à Radisson dans la Baie James et l'organisation pour la conservation à l'île d'Anticosti ont totalisé environ \$220 000.

Service de la conservation de la faune



Service des locations de droits de chasse et de pêche

Objectifs Le Service dont le rôle principal est d'effectuer la location de droits de chasse et de pêche pour fins sportives ou commerciales et touristiques voit aussi à l'émission de permis de pourvoyeur en chasse et pêche et participe à l'élaboration de politiques visant à une utilisation plus rationnelle des ressources fauniques de la province.

Fonctionnement Les principales activités du Service sont:

- L'étude du renouvellement des baux et des permis de pourvoyeurs
- L'étude de nouvelles demandes de location de droits de chasse et pêche et de permis de pourvoyeurs
- La facturation relative aux loyers de droits de chasse et de pêche aux permis de pourvoyeurs et perception des loyers
- L'inspection des établissements de pourvoyeurs et contrôle des normes, enquête sur les plaintes reçues et disposition de ces plaintes
- La rédaction du répertoire des pourvoyeurs en chasse et pêche
- L'information du public relative à la gestion des baux
- La diffusion des cartes montrant les territoires sous bail
- Commissionner les agents préposés à la surveillance des territoires sous bail

Au cours de l'année 1975-76, le nombre de clubs privés est passé de 1 225 à 1 220. Aucune nouvelle location ne fut consentie pour fins d'intérêt privé. Le nombre des pourvoyeurs locataires est passé de 210 à 213. Les pourvoyeurs opérant sans droits exclusifs sont passés de 494 à 580.

Tableau 1
Nombre de locations
Pour fins sportives

Districts	Au 31-3-75	Au 31-3-76	Variation (en %)
1. Gaspésie	30	30	
2. Bas St-Laurent	69	68	1.45
3. Québec	146	145	0.69
4. Trois-Rivières	281	281	
5. Lac St-Jean	288	287	0.34
6. Montréal			
7. Estrie	10	10	
8. Outaouais	168	167	0.59
9. Nord-Ouest	131	131	
10. Abitibi	38	37	2.63
11. Côte Nord	64	64	
Total	1 225	1 220	0.40

(Ces districts ne correspondent pas aux régions administratives).

Tableau 2
Nombre de locations
Pour fins commerciales et touristiques

Districts	Au 31-3-75	Au 31-3-76	Variation (en %)
01	7	6	-14.29
02	3	3	
03	23	23	
04	28	28	
05	16	18	+12.5
06			
07			
08	38	39	+2.63
09	21	22	+4.76
10	11	11	
11	63	63	
Total	210	213	+6.20

Tableau 3
Nombre de pourvoyeurs non-locataires

Districts	Au 31-3-75	Au 31-3-76	Variation (en %)
01	2	1	-.50
02	11	10	-9.09
03	41	42	-2.44
04	21	88	* +319.
05	9	10	+11.1
06	64	68	+6.25
07	42	47	+11.9
08	43	47	+9.3
09	175	177	+1.14
10	71	71	
11	15	19	+26.6
Total	494	580	+17.41

* Augmentation élevée du fait que pour 74-75 on n'a pas considéré les pourvoyeurs de Ste-Anne-de-la-Pérade (pêche aux poulamons).

Tableau 4
Nombre de membres des clubs selon la provenance

Québec	Canada	Ailleurs	Total
24 855	1 313	1 617	27 785

Tableau 5
Revenus du Service des locations de droits de chasse et pêche

	Exercice 74/75 ¹	Financier 75/76 ²	Variation en % ³
Loyers des territoires de pêche			
clubs privés	\$212 540	348 824	+64.1
pourvoyeurs	103 385	71 066	-31.3
Loyers des territoires de chasse			
clubs privés	134 610	227 654	+69.1
pourvoyeurs	41 645	46 461	+11.5
Permis de pourvoyeurs en chasse et pêche	23 605	24 791	+5.02
Superficie des territoires loués en milles carrés			
clubs privés	16 414	15 876.9	-3.27
pourvoyeurs	4 497	4 658.7	+1.04

1. Les valeurs correspondent aux montants perçus effectivement pour cet exercice financier.

2. Les valeurs correspondent aux montants à percevoir pour cet exercice financier.

3. La forte variation est due au chevauchement des paiements d'une année fiscale à l'autre.

Tableau 6
**Nombre de jours d'utilisation des territoires loués
pour fins sportives**

	Membres			Visiteurs			Total
	Chasse	Pêche	Autres	Chasse	Pêche	Autres	
Québec	99 625	259 826	127 295	57 974	254 270	100 222	899 212
Canada	437	4 307	2 272	632	6 238	1 375	15 261
Ailleurs	558	5 643	1 411	258	9 153	1 551	18 574
Total	100 620	269 776	130 978	58 864	269 661	103 148	933 047

Tableau 7A
Récolte en livres effectuée sur les territoires sous bail: pêche

	Exercice 74/75	Financier 75/76	Variation en %
Truites mouchetées			
privés	723 681	551 829	-15.28
pourvoyeurs	227 336	181 022	-0.84
Truites grises			
privés		61 307	
pourvoyeurs		44 407	
Achigans			
privés	1	13 239	
pourvoyeurs	1	2 078	
Brochets			
privés	1	162 129	
pourvoyeurs	1	95 143	
Dorés			
privés	1	120 832	
pourvoyeurs	1	84 338	
Saumons			
privés	85 229	57 095	-33%
pourvoyeurs	31 964	36 948	15.59
Maskinongés			
privés	1	60 025	
pourvoyeurs	1		
Ouananiches			
privés	1	484	
pourvoyeurs	1	1 944	
Autres			
privés	308 760	42 727	
pourvoyeurs	153 945	21 606	

1. Compris dans «autres».

Tableau 7B
Récolte effectuée sur les territoires sous bail: chasse

	Exercice 74/75	Financier 75/76	Variation en %
Orignaux			
privés	854	1 244	45.67
pourvoyeurs	352	402	14.20
Cerfs			
privés	39	44	12.82
pourvoyeurs	10	10	
Caribous			
privés	18		
pourvoyeurs	511	478	-6.46
Ours noirs			
privés	119	148	24.37
pourvoyeurs	150	130	-13.33
Perdrix			
privés	40 087	48 898	21.96
pourvoyeurs	4 578	5 562	21.49
Canards			
privés		1 525	
pourvoyeurs		1 142	
Lièvres			
privés	17 899	18 583	3.82
pourvoyeurs	1 249	1 920	53.72
Autres			
privés		48	
pourvoyeurs		7	

Tableau 8
Autres statistiques

	Exercice 74/75	Financier 75/76	Variation en %
Nombre de camps dont les clubs sont propriétaires			
privés	4 539	4 518	-0.46
pourvoyeurs	2 006	1 928	-3.89
Nombre de camps appartenant à des membres			
privés	5 274	5 472	3.75
pourvoyeurs	164	188	14.63
Nombre d'embarcations dont les clubs sont propriétaires			
privés	10 357	10 669	3.01
pourvoyeurs	4 970	4 850	-2.41
Nombre d'embarcations appartenant à des membres			
privés	10 844	11 290	4.11
pourvoyeurs	417	366	-12.23
Valeur totale déclarée des biens appartenant aux clubs			
privés	\$37 684 774	\$40 393 070	7.19
pourvoyeurs	\$11 024 666	\$15 165 418	37.56
Nombre de gardiens			
privés	1 501	1 556	3.66
pourvoyeurs	417	411	-1.44
Nombre de guides			
privés	1 496	1 390	-7.09
pourvoyeurs	826	810	-1.22

Division de l'éducation et de la sécurité

Objectifs et programmes

La chasse et la pêche sont deux activités récréatives très populaires au Québec et à chaque année le nombre d'adeptes augmente grandement. La Division de l'éducation et de la sécurité est chargée de promouvoir la sécurité dans la pratique de ces sports et d'inciter tous les chasseurs et pêcheurs à faire preuve d'un meilleur esprit sportif en respectant toujours les règlements de la chasse et de la pêche. En résumé, l'objectif principal de la Division est d'améliorer le comportement des chasseurs et des pêcheurs afin qu'ils démontrent un plus grand esprit de civisme et un meilleur sens de responsabilité en pratiquant ces sports.

Pour atteindre ces objectifs, la division poursuit les programmes suivants: les cours d'entraînement à la sécurité dans le maniement des armes à feu — l'inspection et la vérification des armes à feu à l'occasion des visites de l'unité mobile de tir — les rencontres de groupes de chasseurs et de pêcheurs à qui des conseils pratiques et techniques sont donnés — les exercices pratiques de tir dans le but de rendre les chasseurs plus familiers avec leurs armes — les réunions d'information à l'intention des détaillants d'articles de sport afin de les renseigner sur les lois et règlements régissant la vente des armes à feu et des munitions — les rencontres avec des groupes de jeunes pour les initier à la sécurité avec les armes à feu et à la protection de la faune — le développement et le maintien de bonnes relations publiques avec les représentants de la presse écrite et parlée — les rencontres avec les membres de clubs sociaux — les campagnes intensives d'éducation populaire à l'occasion de la «Semaine du Chasseur» et de la «Semaine du Pêcheur» — la participation à des expositions locales et régionales.

Un kiosque d'information lors d'une exposition régionale.



Budget En 1975-76, le budget de la Division de l'éducation et de la sécurité était de \$624 200.00. Ce budget couvrait les opérations de la Division, les dépenses relatives aux expositions et les sommes nécessaires pour payer les indemnités à la suite des réclamations reçues et acceptées par le Service des réclamations du ministère de la Justice.

Réalisations **1. Programme d'entraînement à la sécurité dans le maniement des armes à feu. (tableau II: cumulatif)**

2. Unités mobiles de tir:

- a) Sommaire: régions, parcs et réserves (voir tableau III a)
- b) Régions administratives: sommaire et détails sur les armes vérifiées, les mécanismes, les mires et les conditions des armes. (voir tableau III b)
- c) Régions administratives: sommaire et détails sur le nombre de chasseurs, les distances parcourues par ceux-ci, le nombre de visites à l'unité mobile de tir, le nombre d'années d'expérience avec les armes à feu et la performance des chasseurs lors d'exercices pratiques de tir effectués à l'occasion de la visite de l'unité mobile de tir. (voir tableau III c)
- d) Parcs et réserves: sommaire et détails sur les armes vérifiées, les mécanismes, les mires et les conditions des armes. (voir tableau III d).
- e) Parcs et réserves: sommaire et détails sur le nombre de chasseurs, les distances parcourues par ceux-ci, le nombre de visites à l'unité mobile de tir, le nombre d'années d'expérience avec les armes à feu et la performance des chasseurs lors d'exercices pratiques de tir à l'occasion de la vérification des armes à feu. (voir tableau III e).

3. Semaine du chasseur:

Pour une cinquième année consécutive, une «Semaine du Chasseur» a eu lieu du 14 au 20 septembre. Cette semaine de sécurité à la chasse avait pour thème: «Chasseur prudent — Chasseur vivant»

4. Travail de promotion et d'éducation:

La Division a intensifié son travail de promotion et d'éducation en multipliant ses rencontres avec les divers groupes intéressés. Une attention spéciale a été apportée aux représentants des media d'information. (voir tableau IV)

La participation aux différentes expositions régionales et journées d'information a permis d'évaluer le désir de ce même public à augmenter son niveau de connaissances dans ce domaine. (voir tableau IV a)

5. Accidents de chasse et de pêche:

C'est avec regret que la Division a constaté une augmentation très marquée dans le nombre d'accidents mortels avec les armes à feu, à la chasse et hors de la chasse, et du nombre de noyades à la pêche.

Le nombre de noyades à la chasse a été le même en 1975 qu'en 1974, soit 22.

En 1975, le nombre d'accidents mortels à la chasse a été de 11 contre 9 pour 1974.

En 1975, le nombre d'accidents mortels avec armes à feu hors de la chasse, a été de 7 comparativement à 3 pour 1974.

Deux facteurs importants ont pu contribuer à cette augmentation du nombre d'accidents avec les armes à feu:

- a) la saison de chasse en 1975 ayant bénéficié de plusieurs jours de belle température, en comparaison avec 1974, a sans doute incité les chasseurs à pratiquer leur sport pendant un plus grand nombre de jours;
- b) l'indifférence des détaillants qui vendent ouvertement aux jeunes de moins de 16 ans armes et munitions en dépit des règlements du code pénal.

Les statistiques sur les accidents de chasse et de pêche que le ministère du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche compile depuis plusieurs années ont fourni certaines données essentielles qui ont amené le gouvernement à sanctionner, le 30 juin 1971, une loi (Chap. 53) modifiant la Loi de la conservation de la Faune et qui fait que:

«Le ministère accorde à tout détenteur de permis qui subit une blessure par suite d'un accident qui résulte directement de la pratique, à des fins récréatives, de la chasse ou de la pêche au Québec ou, s'il meurt par suite d'un tel accident, à ses ayants droit, une indemnité dont le montant est déterminé par règlement; le montant de l'indemnité ne peut toutefois excéder \$5 000 pour un même accident.»

L'administration de cette loi est confiée au Service des réclamations du ministère de la Justice, mais la Division éducation et sécurité, est chargée d'enseigner aux chasseurs et pêcheurs les règles élémentaires de sécurité et de payer les indemnités lorsque le ministère de la Justice en fait la recommandation.

Effectifs Les effectifs de la Division pour 1975-76 se composaient d'un responsable, d'un technicien en armes à feu, de dix instructeurs en sécurité, d'un instructeur responsable de la section des expositions, d'un photographe, d'un dessinateur graphiste, d'un préposé à l'information pour les expositions et d'une employée de bureau.

Tableau I

Entraînement à la sécurité dans le maniement des armes à feu
Détail des cours donnés du 1er avril 1975 au 31 mars 1976

Groupements	Nombre de cours	Nombre de personnes
Clubs de tir	28	1 817
Maisons d'enseignement	88	3 273
Associations de chasse et pêche	582	39 300
Centres de loisirs	14	761
Forces armées	19	690
Autres	128	6 893
Total	859	52 734

Tableau II

Programme d'entraînement à la sécurité dans le maniement des armes à feu
Rapport annuel et cumulatif

Année (Calendrier)	Instructeurs qualifiés		Chasseurs qualifiés	
	Période	À date	Période	À date
1968	92	92		
1969	940	1 032	24 656	24 656
1970	874	1 906	70 049	94 705
1971	632	2 538	107 068	201 773
1972	134	2 672	173 281	375 054
1973	263	2 935	57 814	432 868
1974	222	3 157	44 765	477 633
1975	115	3 272	50 441	528 074
1976*	98	3 370	11 318	539 392

* Finissant le 31 mars 1976.

Tableau III a)
Unités mobiles de tir
Sommaire: Régions, parcs et réserves Saison 1975

Régions visitées	Endroits visités	Jours de travail	Jours par endroit visité	Armes ajustées	Armes ajustées par endroit visité	Armes ajustées par jour de travail	Nombre d'armes par chasseur	Nombre d'hommes par équipe
Bas St-Laurent — Gaspésie	6	12	2	631	105.1	52.5	1.33	3
Saguenay — Lac St-Jean	6	14	2.3	525	88.0	37.7	1.14	3
Québec	2	4	2	107	53.5	26.7	1.37	2
Mauricie	2	6	3	479	239.5	79.8	1.11	3
Cantons de l'Est	4	8	2	221	55.2	27.6	1.15	3
Montréal								Aucune visite en 1975
Outaouais	5	17	3.4	681	136.2	40.0	1.29	3
Nord Ouest	4	8	2	438	109.5	54.7	1.33	3
Côte Nord								Aucune visite en 1975
Sous total	29	69	2.3	3 082	106.3	44.7	1.24	
Parcs et Réserves	7	61	8.7	1 740	248.5	28.5	1.06	2
Grand total	36	130	3.6	4 822	134.0	37.1	1.17	

Tableau III b)
Unités mobiles de tir
Sommaire: Régions administratives Saison 1975

Régions visitées	Jours de trav.	Nombre de chasseurs	Armes vérifiées	Mécanismes				Mires			Condition des armes		
				Verrou	Levier	Semi-auto	Cou-lisse	Ou-vertes	Oeil-leton	Téles-copie	Très bonnes	Défec-tueuses	Hors d'usage
Bas St-Laurent — Gaspésie	12	472	631	376	146	88	21	482	33	229	563	59	9
Saguenay — Lac St-Jean	12	460	525	388	71	51	15	340	27	185	493	30	2
Québec	4	78	107	62	28	15	2	75	1	41	102	5	
Trois-Rivières	6	429	479	299	74	90	16	431	30	208	415	56	8
Cantons de l'Est	8	192	221	87	38	88	8	183	8	119	209	12	
Montréal													Aucune visite en 1975
Outaouais	17	526	681	273	191	170	47	602	30	258	598	60	23
Nord Ouest	8	327	438	273	81	66	18	410	9	111	356	64	18
Côte Nord													Aucune visite en 1975
Total	69	2 484	3 082	1 758	629	568	127	2 523	138	944	2 736	286	60
				57.0%	20.4%	18.4%	4.2%				88.8%	9.3%	1.9%
							100%					100%	100%

La sécurité à la chasse.



Tableau III c)
Unités mobiles de tir
Sommaire: Parcs et réserves Saison 1975

Endroits visités Parcs et réserves	Jours de trav.	Nombre de chasseurs	Armes vérifi- fiées	Mécanismes				Mires			Condition des armes			Armes retenues
				Verrou	Levier	Semi- auto	Cou- lisse	Ouvertes	Oeil- leton	Téles- copes	Très bonnes	Défec- tueuses	Hors d'usage	
Laverendrye	25	600	639	209	100	271	59	617	4	431	620	19		19
Mont Tremblant														Aucune visite en 1975
Mastigouche	1	150	155	93	24	30	8	144	8	66	152	3		3
Haute Mauricie														Aucune visite en 1975
St. Maurice	3	104	106	56	17	27	6	95	6	54	103	3		3
Portneuf	4	158	175	117	31	24	3	144	14	81	169	4	2	
Kiskissink	6	87	90	41	17	25	7	73	1	68	88	2		2
Laurentides	8	249	287	177	41	56	13	233	12	170	283	4		
Matane	14	284	288	136	59	78	15	264	5	181	283	4	1	5
Total	61	1 632	1 740	829	289	511	111	1 570	50	1 051*	1 698	39	3	32(a)
				47.7%	16.7%	29.3%	6.3%	90.2%	2.8%	60.4%	97.6%	2.3%	0.1%	
				100%				100%				100%		

(a) Armes retenues: 5 fusils de chasse, 1 carabine de calibre 30-30, 2 carabines semi-automatiques 303, et 24 armes défectueuses.

* Plusieurs carabines possédant une mire ouverte ont aussi un télescope.

Tableau III d)
Unités mobiles de tir
Sommaire: Régions administratives Saison 1975

Régions visitées	Jours de trav.	Nombre de chasseurs	Distances parcourues			
			A	B	C	D
Bas St-Laurent — Gaspésie	12	472	405	41	10	16
Saguenay — Lac St-Jean	12	460	353	76	18	13
Québec	4	78	70	5	0	3
Trois-Rivières	6	429	307	53	43	26
Cantons de l'Est	8	192	159	11	9	13
Montréal						Aucune visite en 1975
Outaouais	17	526	280	149	6	91
Nord Ouest	8	327	247	23	40	17
Côte Nord						Aucune visite en 1975
Total	69	2 484	1 821	358	126	179
			73.3%	14.4%	5.1%	7.2%
			100%			

Notes explicatives:

Distances en milles: A: 0 à 10; B: 11 à 20; C: 21 à 30; D: 31 et plus

Expérience du tireur en années: A: 0 à 5; B: 6 à 10; C: 11 à 15; D: 16 à 20; E: 21 à 30; F: 31 et plus

Performance du tireur: A: Excellent, B: Moyen, C: Bon, D: Débutant.

Tableau III e)
Unités mobiles de tir
Sommaire: Parcs et réserves Saison 1975

Endroits visités parcs et réserves	Jours de trav.	Nombre de chasseurs	Distances parcourues			
			A	B	C	D
La Vérendrye	25	600	2			598
Mt-Tremblant						Aucune visite en 1975
Mastigouche	1	150	5	40	8	97
Haute-Mauricie						Aucune visite en 1975
St-Maurice	3	104			3	101
Portneuf	4	158	34	11	20	93
Kiskissink	6	87		2		85
Laurentides	8	249	1		18	230
Matane	14	284	4	1	15	264
Dunière						Aucune visite en 1975
Total	61	1 632	46	54	64	1 468
			2.9%	3.3%	3.9%	89.9%
						100%

Notes explicatives

Distances en milles: A: 0 à 10; B: 11 à 20; C: 21 à 30; D: 31 et plus

Expérience du tireur en années: A: 0 à 5; B: 6 à 10; C: 11 à 15; D: 16 à 20; E: 21 à 30; F: 31 et plus.

Performance du tireur: A: Excellent; B: Moyen; C: Bon; D: Débutant.

Tableau IV

**Résumé du travail de promotion et d'éducation accompli
dans le domaine de la sécurité à la chasse et à la pêche
par le truchement des Relations publiques**

Associations de chasse et de pêche	
Nombre de rencontres avec les membres d'associations à l'occasion d'assemblées mensuelles, etc.:	122
Clubs de tir	
Nombre de rencontres avec les membres de clubs à l'occasion de pratiques, etc.:	116
Clubs sociaux	
Nombre de rencontres, comme conférencier, à l'occasion de dîners-causeries, etc.:	32
Entreprises privées, employés d'	
Nombre de rencontres:	9
Nombre de personnes:	358
Quotidiens, hebdomadaires publications mensuelles	
Nombre d'entrevues:	38
Postes de radio	
Nombre d'entrevues:	25
Nombre de minutes:	375
Stations de TV.	
Nombre d'entrevues:	29
Nombre de minutes:	445

Visites unité mobile		Expérience avec armes à feu						Performance du tireur				Armes vérifiées
1ère	2 &	A	B	C	D	E	F	A	B	C	D	
299	301	60	122	141	117	99	61	142	100	108	9	639
Aucune visite en 1975												
74	76	34	33	35	16	23	9					155
Aucune visite en 1975												
38	66	16	18	21	12	29	8					106
80	78	17	52	29	22	21	17	27	93	34	4	175
45	42	14	26	19	8	14	6					90
142	107	28	64	72	36	32	17	57	119	69	4	287
221	63	49	73	52	40	47	23	8	110	166		288
Aucune visite en 1975												
899	733	218	388	369	251	265	141					1 740
55.1%	44.9%											
	100%											

Tableau IV (suite)

Séances d'information et de démonstrations	
Nombre de séances:	50
Nombre de personnes:	1 141
Détailants d'articles de sport	
Nombre de réunions régionales:	6
Nombre de personnes:	104
Détailants d'articles de sport	
Nombre de visites aux	74
Nombre d'armes vérifiées	344
Compétitions	
Nombre d'armes vérifiées	70
Semaine du chasseur (Promotion)	
Nombre de centres d'achats	8
Nombre de jours	24
Nombre de visiteurs	19 500
Expositions & journées d'information	
Nombre d'expositions	20
Nombre de jours	79½
Nombre de visiteurs	690 510

Tableau IV a)
Expositions et journées d'information
Détail de la participation du M.T.C.P.
du 1er avril 1975 au 31 mars 1976

*Régions	Localités	Visiteurs	Dates	Nombre d'heures d'opération	Certificats	
					vérifiés	Corrigés
1975						
5	Sherbrooke	12 500	17 au 19 avril	22	112	32
3	Rivière-du-Loup	8 200	25 au 27 avril	20	72	18
3	St-Georges (Beauce)	6 500	25 au 27 avril	24	92	28
5	Plessisville	12 000	2 au 4 mai	25	175	54
8	Val d'Or	14 500	16 au 18 mai	27	210	63
1	New Richmond	3 000	23 au 25 mai	30		
7	Hull	70 000	22 mai au 1er juin	102	365	122
6	Sorel	40 000	11 au 15 juin	50	108	36
2	Bagotville	75 000	22 juin	8	96	34
3	St-Charles de Bellechasse	17 500	6 juillet	12		
4	Shawinigan	15 000	16 au 20 juillet	37	90	23
6	Ste-Hyacinthe	92 900	28 juillet au 2 août	73	235	63
8	Rouyn	35 500	6 au 10 août	60	280	74
6	St-Vincent de Paul	1 600	8 septembre	5		
1	Rimouski	18 000	7 au 13 octobre	46	120	22
6	Joliette «CEGEP»	2 850	10 au 15 novembre	10		
1	Carleton «Polyvalente»	2 100	20 au 21 novembre	14		
1976						
3	Québec	85 860	5 au 14 mars	75	202	21
6	Montréal	175 000	25 mars au 4 avril	110	351	38
3	Québec «Club de tir Ste-Foy»	2 500	27 au 28 mars	24		
Grand total (20)		690 510		774	2 508	628

* 1: Bas St-Laurent 2: Saguenay — Lac St-Jean 3: Québec 4: Trois-Rivières 5: Cantons de l'Est 6: Montréal 7: Outaouais
 8: Nord-Ouest 9: Côte-Nord

Remarque:

Participaient à chacune de ces activités:
 La Direction des Parcs
 Le Service de la Conservation de la Faune
 Le Service de l'Aménagement de la Faune
 Le Service de la Recherche Biologique
 La Division du Certificat du Chasseur
 La Division de l'Éducation et de la Sécurité

Tableau V
Sommaire

Accidents avec armes à feu		1975
Total des accidents à la chasse légale et illégale		50
<i>Mortel</i>		11
<i>Non-Mortel</i>		39
Nombre de permis de chasse vendus		405 243
Nombre d'accidents par 100,000 permis, chasse légale et illégale.		12.3
Nombre de jours de chasse		3 979 173
Nombre d'accidents par 100 000 jours de chasse		1.2
Ne chassait pas		
Total des accidents non-attribuables à la chasse		13
16 ans et moins		6
<i>Mortel</i>		3
<i>Non-Mortel</i>		3
17 ans et plus		7
<i>Mortel</i>		4
<i>Non-Mortel</i>		3
Grand total des accidents avec armes à feu*		63

* Chasse légale, chasse illégale et hors de la chasse.

Tableau VI
Accidents avec armes à feu
En action de chasser

Causes ou circonstances 1975	Victime blessée par elle-même		Victime blessé par autre tireur		Total	Chasse légale		Chasse illégale	
	M	N-M	M	N-M		M	N-M	M	N-M
Jugement du chasseur									
Bougeant en ligne avec le coup de feu				2	2		2		
Tireur suivant gibier en mouvement				1	1				1
Étant hors de la vue du tireur				8	8		8		
Tireur prenant la victime pour du gibier			3	1	4	3			1
Projectile égaré ou ricoché				1	1		1		
Adresse et aptitude									
Trébuchant et tombant	2	4		1	7		4	2	1
Gachette accrochée dans les branches ou autres objets		2		2	4		4		
En chargeant une arme		2	1	1	4	1	1		2
En déchargeant une arme		1		3	4		2		2

Tableau VI (suite)

	Victime blessée par elle-même		Victime blessé par autre tireur		Total	Chasse légale		Chasse illégal	
	M	N-M	M	N-M		M	N-M	M	N-M
Manquement aux règles de sécurité									
En assommant le gibier									
Enlevant l'arme d'un véhicule									
Arme mal accrochée ou appuyée									
Jeux déplacés		1	2	2	5		2	2	1
Traversant un obstacle	1	1		1	3	1	2		
Défaut mécanique									
Armes défectueuse		2	2	1	5	2	2		1
Autre ou cause inconnue				2	2		2		
Total	3	13	8	26	50	7	30	4	9

Tableau VII

**Accidents avec armes à feu
Hors de la chasse**

Causes ou circonstances 1975	Victime blessée par elle-même		Victime blessée par autre tireur		Total	Ne chassait pas	
	M	N-M	M	N-M		M	N-M
Arme chargée dans un véhicule	1	1			2	1	1
Arme chargée dans chalet ou maison	1	1	4	2	8	5	3
Arme chargée à l'extérieur de chalet ou maison		1		1	2		2
Tir à la cible (pratique)			1		1	1	
En nettoyant une arme							
Total	2	3	5	3	13	7	6

Tableau VIII

**Accidents avec armes à feu
Accidents à la chasse**

Gibier chassé 1975	Victime blessée par elle-même		Victime blessée par un autre tireur		Total	Chasse légale		Chasse illégal	
	M	N-M	M	N-M		M	N-M	M	N-M
Petit gibier									
Lièvre	1	4	2	8	15	2	11	1	1
Gélinotte huppé et à queue fine		5	1	9	15		10	1	4
Faisan									
Corneille									
Oiseaux migrateurs									
Canard		1		2	3		1		2
Oie et outarde				2	2		2		

Tableau VIII (suite)

	Victime blessée par elle-même		Victime blessée par autre tireur		Total	Chasse légale		Chasse illégale	
	M	N-M	M	N-M		M	N-M	M	N-M
Gros gibier									
Chevreuil			2	2	4	2	2		
Orignal	1	1	2	1	5	2	2	1	
Caribou									
Ours									
Autres espèces									
Loup									
Renard									
Marmotte									
Porc-épic									
Écureuil									
Rat, castor, oiseaux de proie	1	1	1		3	1		1	1
Inconnu		1		2	3		2		1
Total	3	13	8	26	50	7	30	4	9

Tableau IX
Accidents avec armes à feu
En action de chasser

Âge des chasseurs impliqués (Victimes et autres tireurs) 1975	Victime blessée par elle-même		Victime blessée par un autre tireur		Autre tireur impliqué (resp.)		Chasse légale		Chasse illégale	
	M	N-M	M	N-M	M	N-M	M	N-M	M	N-M
16 ans et moins		6	3	4	2	5	1	3	2	7
17 à 20 ans		3	2	8	1	3	2	10		1
21 à 25 ans	1			2	1	5		1	1	1
26 à 30 ans	1		1	5	1	3	1	5	1	
31 à 35 ans				1				1		
36 à 40 ans		1		1				2		
41 à 45 ans			1		1		1			
46 à 50 ans		1	1	1		1	1	2		
51 ans et plus	1				1	3	1			
Inconnu		2		4	1	6		6		
Total	3	13	8	26	8	26	7	30	4	9

M: Mortel
N-M: Non-Mortel

Tableau X
Accidents avec armes à feu
Hors de la chasse

Âge des victimes et autres tireurs 1975	Victime blessée par elle-même		Victime blessée par un autre tireur		Autre tireur impliqué (resp.)		Ne chassait pas	
	M	N-M	M	N-M	M	N-M	M	N-M
16 ans et moins			3	3	3	1	3	3
17 à 20 ans			1		1	1	1	
21 à 25 ans	1	1				1	1	1
26 à 30 ans	1	1					1	1
31 à 35 ans								
36 à 40 ans								
41 à 45 ans								
46 à 50 ans								
51 ans et plus								
Inconnu		1	1		1		1	1
Total	2	3	5	3	5	3	7	6

Tableau XI
Accidents avec armes à feu
En action de chasser

Types d'armes à feu impliquées 1975	Victime blessée par elle-même		2ème tireur		Total	Chasse légale		Chasse illégale		Ne chassait pas	
	M	N-M	M	N-M		N	N-M	M	N-M	M	N-M
Carabine .22		2	3	2	7	1	1	2	3		
Carabine à haute puissance	1	1	4	3	9	4	4	1			
Fusil	2	10	1	21	34	2	25	1	6		
Pistolet											
Carabine à air											
Total	3	13	8	26	50	7	30	4	9		

Tableau XII
Accidents avec armes à feu
Hors de la chasse

Types d'armes à feu impliquées 1975	Victime blessée par elle-même		2ème tireur		Total	Chasse légale		Chasse illégale		Ne chassait pas	
	M	N-M	M	N-M		M	N-M	M	N-M	M	N-M
Carabine .22		1	3	1	5					3	2
Carabine à haute puissance	1			1	2					1	1
Fusil	1	2	2		5					3	2
Pistolet				1	1						1
Carabine à air											
Total	2	3	5	3	13					7	6

Tableau XIII
Lieu de l'accident et lieu de résidence
par personnes impliquées par régions
En action de chasser
Accidents avec armes à feu 1975

Régions	Chasseurs %	Accidents %	Accidents par 10 m.	Chasseurs qualifiés	Victimes		2e tireur		Lieu de l'accident Total		Chasse légale		Chasse illégale		
					M	N-M	M	N-M	M	N-M	M	N-M	M	N-M	
Bas-St-Laurent et Gaspésie	8.07	10	(1.17)	42 555		4		3		5		3		1	
Saguenay — Lac St-Jean	8.07	12	(1.34)	44 496	2	4	2	2	2	4	1	3	1	1	
Québec	16.72	20	(1.13)	88 106	2	4		3	2	8		4		2	
Trois-Rivières	6.20	2	(0.30)	32 669	1	1				1	1	1			
Estrie	9.81	26	(2.51)	51 715	4	6	3	5	4	9	3	4	1	2	
Montréal	33.30	14	(0.40)	176 483	2	14	2	10		7	2	12		2	
Outaouais	6.76	8	(1.12)	35 626		2		1	2	2				2	
Nord-Ouest	6.74	4	(0.56)	35 533		2		1		2		2			
Côte-Nord	3.96	4	(0.95)	20 891		2				2		1		1	
Inconnu								1							
Non-résident								1							
Total						11	39	8	26	11*	39*	7	30	4	9

Chasseurs qualifiés: 528 074 100%

Tableau XIV
Statistiques sur les accidents de pêche
Accidents de pêche — 1975

Causes ou circonstances	Mortels	Non-mortels	Total
En glissant ou butant (camp, quai, sentier, pièce d'estacade, rivage, etc.)	5	28	33
Embarcation chavirée par une fausse manoeuvre ou autre obstacle ou dans les rapides	22	3	25
Causes inconnues	8		8
Causes diverses: foudre, moteur, alcool, glace trop mince, explosion de canot pneumatique, électrocution.	6	1	7
Embarcation chavirée par les vagues provoquées par une autre embarcation ou une tempête.	6		6
Embarcation trop chargée.	6		6
En réparant ou transportant une embarcation		5	5
Chute dans une embarcation ou hors d'une embarcation.	3		3
Blessées avec un couteau, une hache, les nageoires aigues d'un poisson.		3	3
Blessées avec un hameçon.		2	2
Total	56	42	98

Tableau XV
Indemnités — Chasse et pêche

Année	Nombre de réclamations acceptées	Total des indemnités payées
1971	56	\$ 241 441.61
1972	61	\$ 288 157.04
1973	37	\$ 171 000.00
1974	45	\$ 209 919.30
1975	43	(estimé) \$ 240 300.00
Total	242	\$1 150 817.95

Service général de recherche et de développement

Service de la coordination

Service du génie

Service de la recherche

Service de la planification

Service général de recherche et de développement

Le Service général de la recherche et du développement a été institué pour répondre plus spécifiquement à l'élément 1 du programme 6 du ministère du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche.

Cet élément s'énonce comme suit:

«Acquérir la maîtrise de territoires, en contrôler l'occupation, préserver les ressources qui s'y trouvent, les rendre accessibles à des fins de récréation, construire ou aménager des terrains de camping et divers établissements touristiques ou récréatifs»

et ce dans le cadre d'un programme qui tend le plus possible à produire des activités récréatives en milieu naturel en vue de satisfaire des besoins de la population en récréation de plein air particulièrement en milieu péri-urbain.

Le Service général de la recherche et du développement se compose de quatre services qui sont: la recherche, la planification, le génie et la coordination.

Globalement, les objectifs premiers poursuivis par le personnel au nombre de 74, oeuvrant à l'intérieur de cette structure sont:

- La définition des programmes et des politiques du ministère dans le domaine des parcs, de la récréation de plein air en milieu naturel; voir à l'établissement d'équipements à caractère touristique à l'intérieur des politiques reconnues du ministère.
- La définition et l'orientation de la mise en valeur des zones naturelles de qualités exceptionnelles ainsi que des ressources naturelles particulières, qui s'y trouvent renouvelables ou pas, pour le bénéfice des générations actuelles et futures.
- La préparation d'un plan d'implantation de parcs, réserves et territoires analogues pour l'ensemble du territoire québécois et en assumer l'exécution.
- L'établissement et le suivi d'un système de données à caractère socio-économique sur les mouvements touristiques afin de circonscrire la demande en terme de besoins en activités récréatives et en équipements touristiques.

Le Service général de la recherche et du développement couvre un champ d'activités qui l'ont placé à l'intérieur du programme regroupant les fonctions administratives et techniques du ministère.

Service de la coordination

Objectifs Le Service de la coordination exerce un rôle de secrétariat, en plus de son mandat premier de coordonner les activités du Service général. Son mandat peut se définir comme suit:

- Préparer les budgets de fonctionnement pour les quatre organismes du Service général et d'en assumer le contrôle.
- Préparer les budgets en immobilisations pour l'ensemble du ministère et en assumer le contrôle.
- Exercer une coordination des actions de développement pour le ministère et contrôler les activités régionales. De plus, il doit participer avec l'OPDQ dans la mise en oeuvre des diverses ententes fédérales-provinciales impliquant le ministère.
- Participer aux diverses réunions nécessaires au niveau du Service général, préparer des procès verbaux et assurer le suivi des décisions.

Budget L'évolution constante des besoins en récréation de plein air dans la population nécessite la mise en place d'équipements nouveaux et la création de parcs particulièrement dans les zones les plus peuplées du Québec.

Le tableau des dépenses effectuées au cours de l'exercice financier 1975-76 fait ressortir cette politique du ministère d'intensifier son action prioritairement dans le triangle formé par les régions Montréal-Sherbrooke-Québec.

Par rapport aux années antérieures, le budget en immobilisations a subi une croissance accélérée au cours de l'exercice financier 1975/76 nonobstant les crédits qui ont été alloués au ministère pour l'acquisition de l'Île d'Anticosti.

Le tableau ci-après illustre bien les efforts faits pour rencontrer les objectifs poursuivis par le Service général.

(en milliers de dollars)				
	1972/73	1973/74	1974/75	1975/76
Zones spéciales	3 525	5 570	9 632	4,317
ODEQ	3 863	3 396	3 072	1 986
ARDA	495	1 195	3 234	2 500
Entente Cadre			1 000	8 500
100% Québec	11 115	13 195	22 807	34 550

Dépenses par régions administratives (en milliers de dollars)

Régions	Source de financement				Total
	Budget 100% Québec	Fonds de Développe- ment	ODEQ ARDA Zones spéc.	Entente Auxiliaire	
Bas-St-Laurent—Gaspésie	1 073.2	150.0	1 015.4	2.0	2 240.6
Saguenay—Lac St-Jean	69.4		2 718.2		2 787.6
Québec	3 116.6	758.4	2 607.1	456.9	6 939.0
Mauricie	86.6				
Estrie	15.3			1 312.1	1 327.4
Montréal	7 163.7			199.2	7 442.9
Outaouais	171.3				171.3
Nord-Ouest	136.2		8.7		144.9
Côte-Nord	223.5				223.5
Total	12 055.8	908.4	6 429.4	1 970.2	21 363.8
Île d'Anticosti	21 515.8				42 879.6

Projets et réalisations

Au cours de l'exercice financier 1975/76, le Service de la coordination a poursuivi son action au niveau des diverses conférences administratives régionales, a participé aux négociations qui se poursuivent entre l'OPDQ et le ministère d'Expansion Économique Régionale relativement à la signature d'une entente sur le tourisme et a procédé à l'établissement de programmes dans le cas des ententes sur les Zones spéciales, ARDA et ODEQ.

Service du génie

Programme Le Service est responsable de la mise en place des équipements récréatifs et administratifs du ministère dans l'ensemble des régions du Québec.

Compte tenu que le budget en immobilisations du ministère excédait les cinquante millions, incluant l'achat de l'Île d'Anticosti, il va sans dire qu'avec l'équipe minimale qui compose ce Service, la tâche accomplie et les performances réalisées ont été remarquables.

On trouvera ci-après l'énumération par région des principaux projets qui ont été mis en oeuvre et dont la surveillance a été réalisée par le personnel du Service.

Réalisations et fonctionnement

Région administrative no 1

Bas-St-Laurent, Gaspésie et Îles-de-la-Madeleine

Dans cette région couverte par l'Entente fédérale-provinciale FODER, le ministère a investi une somme de 2.2 millions de dollars utilisés principalement pour la poursuite de la consolidation de l'auberge de Fort-Prével, l'aménagement de l'Île Bonaventure comprenant la restauration de certaines bâtisses à caractère historique, la poursuite des acquisitions des terrains inclus dans le projet du parc Percé et la construction d'un terrain de golf de 9 trous à Bonaventure.

Région no 2

Saguenay — Lac-St-Jean

L'exercice financier 1975/76 était la dernière année de l'Entente ARDA III qui s'appliquait à cette région. La majeure partie de la somme de 2.8 millions de dollars investie dans cette région, l'a été à partir des crédits de cette entente.

Les principales réalisations ont été, sans contredit, la construction d'un parc au Lac Kénogami, la restauration des principales bâtisses du village de Val-Jalbert et le complément du terrain de camping situé dans la municipalité de Mistassini. Mentionnons aussi notre participation financière à l'agrandissement du territoire du Zoo de St-Félicien.

Région no 3

Québec

La région de Québec est une des pointes du triangle qui est formé par les régions populeuses du Québec et à ce titre fait l'objet d'une attention spéciale au niveau des aménagements qui ont entraîné un investissement de près de 7 millions de dollars.

Comme principales réalisations, mentionnons la poursuite des aménagements au parc du Mont Sainte-Anne, financés par l'Entente sur la Zone spéciale de Québec — la construction d'une des nouvelles passerelles pour enfants au Jardin zoologique d'Orsainville — la poursuite de la consolidation de l'Aquarium de Québec — la reconstruction de l'auberge L'Étape, située dans le parc des Laurentides — l'acquisition des terrains en vue de l'aménagement d'un centre de ski à Petite-Rivière-St-François — la construction d'étangs pour généteurs au lac Long, situé dans le parc des Laurentides.

Région no 4

Mauricie

Dans cette région, les travaux réalisés ont été minimes et n'ont consisté qu'à poursuivre la consolidation des équipements existants. Une somme de \$87 000. a été investie.

Région no 5

Estrie

L'investissement de 1.3 million fait dans cette région a permis de poursuivre l'acquisition des terrains nécessaires à l'agrandissement du parc du Mont Orford et à acquérir les terrains en vue de la création du parc Frontenac situé en bordure du Lac St-François.

Région no 6

Montréal

La région la plus peuplée du Québec a reçu un investissement de plus de 7.4 millions. Ces argents ont été utilisés à la construction d'une marina et d'un camping à Sorel, la poursuite de l'acquisition des terrains des parcs du Mont St-Bruno et des Îles de Boucherville, d'Oka et du Mont Tremblant. De plus, des plans ont été préparés en vue de l'aménagement de ces territoires.

Région no 7

Outaouais

Une somme de \$171 000. a été utilisée pour compléter l'aménagement de 20 chalets type «housekeeping» au Domaine, situé en bordure de la Baie des Loups dans le parc de La Vérendrye en plus de poursuivre des travaux de consolidation au parc Papineau-Labelle, procéder à l'acquisition de terrains au parc Dollard-des-Ormeaux, situé en bordure de la rivière Outaouais.

Région no 8

Abitibi — Témiscamingue

Le ministère a acquis le terrain de camping de Senneterre et a amorcé les plans d'aménagement du futur parc de Ville-Marie. Ces deux projets ont nécessité un investissement de près de \$150 000.

Région no 9

Côte-Nord

Il va sans dire que l'action majeure et exceptionnelle du Service dans cette région a été le paiement pour l'acquisition de l'Île d'Anticosti. De plus, le Service s'est appliqué à analyser la possibilité de réalisation de projets pour les exercices financiers postérieurs.

Effectifs 1 directeur
7 professionnels, (5 ingénieurs, 2 arpenteurs)
5 attachés d'administration
11 techniciens
3 secrétaires.

Service de la recherche

Objectifs Créé au début de l'année 1968, le Service de la recherche est partie constituante du Service général de la recherche et du développement.

Le Service doit fournir aux différents services généraux et directions générales du ministère les données statistiques nécessaires à la réalisation des divers programmes dont ils sont responsables. Le Service de la recherche réalise également, sur demande, diverses études à caractère spécifique.

Les objectifs du Service peuvent être atteints par des moyens tels:

- les études quantitatives et qualitatives ayant trait au tourisme et affectant l'offre ou la demande.
- les études de rentabilité et d'opportunité.
- les études de coûts/bénéfices.
- les études de motivation.
- les études prévisionnelles.
- les banques de données contenant précisément un inventaire permanent des ressources, des équipements touristiques et récréatifs ainsi que du potentiel récréatif.

Budgets Durant l'année fiscale 1975/76, le Service de la recherche disposait d'un budget total de \$634 800. Il se répartissait de la façon suivante:

1. traitements, salaires et allocations	\$230 900.
3. services de transports et de communications	\$ 23 100.
4. services professionnels, administratifs et autres	\$374 000.
5. entretien et réparation	\$ 200.
6. loyers	\$ 500.
7. fournitures et approvisionnements	\$ 5 000.
8. matériel et équipements	\$ 1 100.
Total	\$634 800.

Réalisations Le Service de la recherche a publié des études de base et des études spécifiques.

Les études de base publiées sont les suivantes:

1. «Bulletin Statistique 1975»

Elle fournit des données sur les voyages, l'hébergement et la restauration, la chasse et la pêche, les parcs, les équipements récréatifs de plein air ainsi que les équipements culturels et socio-éducatifs.

2. «La demande de loisirs de plein air au Québec de 1967 à 1980. Modèle d'analyse de variance».
Elle est destinée à appliquer la technique du modèle d'analyse de variance à 26 activités récréatives. Elle concerne la demande émanant de résidents québécois.

Quant aux études spécifiques publiées, il s'agit de:

3. «Évaluation de la campagne d'été 1974»
Elle est destinée à tester l'efficacité des messages publicitaires véhiculés lors de la campagne publicitaire de l'été 1974, à mesurer leur degré d'attractivité et leur rentabilité.
4. «Méthode de contrôle du prix des chambres des hôtels de Montréal au cours des Olympiades 76».
Elle est destinée à élaborer une formule économétrique susceptible de mieux connaître le seuil des prix.
5. «La fréquentation des campings gouvernementaux du Québec en 1974».
Elle fournit un ensemble de données sur les utilisateurs des 38 campings provinciaux en 1974.
6. «Retombées socio-économiques d'un développement touristique».
Elle comporte un développement théorique et une application au cas du Parc de Forillon.

De plus, le Service de la recherche a poursuivi l'élaboration et/ou la réalisation d'études variées. Ce sont:

1. «L'étude auprès des non-résidents venant de faire un séjour au Québec».
Réalisée aux frontières durant l'été 1975, elle est destinée à connaître la structure des flux touristiques durant les mois d'été. Outre le fait de renseigner sur le profil et la structure de comportement des non-résidents venant au Québec en automobile, elle devrait apporter d'intéressants éléments relatifs à leurs motivations.
2. «L'étude sur la pêche sportive au Québec en 1975».
Elle est destinée, comme celle tenue en 1974 sur la chasse sportive, à établir le profil du pêcheur résident et non résident, à déterminer avec précision les zones de marché et la pression de pêche ainsi qu'à développer éventuellement des indicateurs économiques.
3. «L'étude sur les terrains de camping».
Elle est destinée à concevoir la méthodologie d'une éventuelle classification.

4. «L'étude sur les pourvoyeurs en chasse et pêche». Elle est également destinée à concevoir la méthodologie d'une éventuelle classification.
5. «L'étude sur les publications du ministère du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche». Elle est destinée à mesurer le degré d'utilisation et l'influence des publications du ministère dans la décision de consommer le produit «Tourisme-Québec» selon diverses modalités. Elle s'adresse à la clientèle des bureaux d'information touristique gouvernementaux. Elle permettra aussi d'améliorer la connaissance du profil de cette clientèle.
6. «L'étude sur les expositions». Elle est destinée à mesurer l'impact publicitaire des kiosques d'information que le ministère du Tourisme installe lors d'expositions spécialisées aux États-Unis et en Ontario.
7. «L'étude sur le tourisme et les moyens de transport». Compte tenu de la situation actuelle, elle veut analyser et expliquer l'évolution de l'utilisation des divers moyens de transport.
8. «L'enquête auprès des ménages québécois». Elle est destinée à mieux connaître la structure des flux touristiques et la structure de comportement des consommateurs québécois en matière de loisirs et de tourisme.

En dernier lieu, le Service de la recherche peut fournir sur demande, une banque de données sur l'offre de toutes les municipalités du Québec dans le cadre de «L'inventaire des équipements et des ressources touristiques». Ces données, compilées et traitées par informatique, sont maintenant disponibles sur microfiches.

Effectifs Les effectifs du Service se répartissaient de la façon suivante:

- 1 directeur
- 3 géographes
- 3 économistes
- 1 économètre
- 1 politicologue
- 1 sociologue
- 1 statisticien
- 2 techniciens
- 1 réceptionniste
- 3 employées de secrétariat

À ce personnel permanent s'est ajouté un personnel engagé temporairement réparti ainsi:

2 occasionnels

3 étudiants

1 stagiaire envoyé par le gouvernement du Mali

Service de la planification

Objectifs Lors de la création du Service général de la recherche et du développement, le Service de la planification s'était vu confier un mandat couvrant l'ensemble des secteurs d'intervention du ministère. Pour diverses raisons, il a dû limiter son action directe au secteur des parcs et du plein air tout en intervenant dans les autres en raison de sa responsabilité quant à la participation du ministère à la préparation des schémas régionaux de développement et d'aménagement.

Réalisations et projets

1. Études régionales

Le Service a réalisé la phase «inventaire et analyse» des schémas régionaux pour quatre régions administratives soit: le Nord-Ouest, la Mauricie, l'Estrie et la Côte-Nord.

Effectuée avec des effectifs réduits, cette tâche a nécessité un travail considérable de compilation et d'ajustement de données dispersées dans l'ensemble du ministère, sous des formes non directement utilisables pour des fins de planification.

Les phases suivantes, à savoir l'élaboration de la problématique et des options ainsi que la programmation seront poursuivies au cours de l'année 1976-77.

2. Planification du réseau de parcs

En raison du gel du nombre de postes le Service n'a pu entreprendre les études systématiques nécessaires à l'élaboration du réseau de parcs. Il a toutefois fait le point sur le réseau tel qu'il peut être entrevu en 1976.

3. Préparation de plans directeurs

Le Service a préparé un plan directeur pour le projet de parc du Bic et il a procédé à des consultations intensives à ce sujet avec les populations locales. Il a également préparé un programme général en vue de l'interprétation de la nature dans ce parc ainsi qu'une approche globale de l'interprétation au niveau du ministère. Il a préparé un plan pour la réserve d'Aiguebelle, plan dont la mise en oeuvre débutera au cours de l'année 1976-77. Il a complété le plan du parc Frontenac et établi une esquisse d'aménagement pour les territoires acquis lors de l'agrandissement du parc du Mont Orford. Il a entrepris la révision du plan du parc d'Oka notamment en matière de réseau routier. Enfin, il a coordonné les études de consultants relatives au parc du Mont St-Bruno et à celui des Îles de Boucherville. Ces études seront complétées en 1976-77.

4. Plans détaillés

La section des plans détaillés a procédé à la préparation d'un plan de réaménagement du terrain de golf de Fort Prével, de plans d'aménagement pour le terrain de camping de Ville-Marie et de celui de l'Île-aux-Coudres. Elle a également préparé des plans pour le secteur administratif du parc du Mont-Tremblant et pour le secteur du Domaine dans la réserve La Vérendrye.

5. Dossiers divers

Le Service de la planification a procédé à l'analyse de nombreuses demandes émanant de municipalités ou autres organismes en ce qui concerne des projets à caractère récréatif ou touristique. D'autre part, le Service représente le ministère au sein de plusieurs comités interministériels touchant notamment l'aménagement du territoire.

Effectifs Au cours de l'année 1975-76, le Service comptait trois employées de secrétariat, quatre techniciens et quinze professionnels dont un occasionnel.

Service général de la gestion

Service d'organisation et méthodes

Service du budget

Service de la vérification interne

Service du personnel

Services auxiliaires

Service d'organisation et méthodes

Objectifs Le Service d'organisation et méthodes s'insère dans le programme 7 (Gestion interne et Soutien), à l'intérieur de l'élément de programme 7-2 (Soutien administratif et technique).

Ce Service a pour objectif de fournir l'assistance technique nécessaire au ministère pour l'implantation des structures de l'organisation, des procédés et méthodes de travail adéquats, de moyens de communication technique et de l'acquisition d'espace d'aménagement de locaux administratifs nécessaires au fonctionnement du ministère.

Réalisations Les réalisations du Service peuvent être regroupées dans les quatre (4) divisions suivantes:

1. Organisation administrative

Le Service a fourni l'assistance technique au niveau de la conception et de la rédaction des plans d'organisation administrative du MTCP. Les unités administratives qui ont fait l'objet d'études sont les suivantes:

Hôtel de l'I.T.H.Q.	implantés en cours d'exercice
Agences de voyages	
Service général des communications	
Aquarium	travaux préliminaire*
Service général de la gestion	
Nouveau ministère	

2. Systèmes et méthodes

Le Service a coordonné la conception, l'élaboration de différents nouveaux systèmes administratifs dont les plus importants ont été:

- le système de réservations avec séjour, de services et de facilités offerts au public par la Direction des parcs.
- le système d'activités sans séjour offertes à l'intérieur des parcs et réserves.
- le système centralisé d'émission des permis de chasse et de pêche
- la révision et le maintien des procédures et systèmes administratifs existants en plus des modifications dues à des changements survenus en cours d'exercice.
- la participation via le comité d'informatique, aux études préalables effectuées en vue de la mise en application des nouveaux programmes d'informatique.
- la conception, l'élaboration et l'acquisition des principaux formulaires et permis requis par le MTCP.

3. Aménagement de locaux administratifs

Le Service a planifié et coordonné l'acquisition des nouveaux locaux administratifs du ministère ainsi que les réaménagements. Les principaux projets ont été les suivants:

— la réalisation des regroupements régionaux:

— Jonquière pour le Saguenay — Lac-St-Jean

— Trois-Rivières pour la Mauricie

— Sherbrooke pour les Cantons de l'Est.

— ouverture de sous-bureaux pour le Service de la conservation de la faune:

— Alma

— Chandler

— Chibougamau

— Dolbeau

— Forestville

— Gagnon (entrepôt seulement)

— Granby (entrepôt seulement)

— Grande Vallée

— Havre St-Pierre

— Joliette

— Lac Mégantic

— La Pocatière (local temporaire)

— La Sarre (entrepôt seulement)

— Ste-Agathe des Monts

— St-Raymond (en remplacement d'un local devenu inadéquat)

— Sorel

— acquisition d'un chariot élévateur à fourches et installation d'étagères à l'entrepôt principal, à Québec.

— amélioration des conditions existantes dans les bureaux déjà sous bail par l'addition de comptoirs, aires de stationnement ou changements permettant une utilisation plus fonctionnelle des lieux.

— remplacement graduel du mobilier désuet.

— cueillette d'information et planification en vue de centraliser des bureaux pour les régions de Montréal et Hull.

— l'acquisition en 1976-77, de l'équivalent de huit (8) sous-bureaux pour la conservation de la faune, pour compléter le programme des sous-bureaux.

— du réaménagement des effectifs logés à Place de la Capitale et dans l'édifice administratif de la région du Nord-Ouest à Rouyn.

4. Communication

Le Service a planifié et coordonné la mise en place de tous les moyens techniques de communication du ministère dont les plus importants ont été:

- les améliorations apportées aux systèmes existants de radio-communication dans les parcs, en particulier pour les parcs suivants:
 - Gaspésie / Bas-St-Laurent
 - Joliette
 - Laurentides
 - Matane
- les travaux de planification en vue de la finalisation pour l'exercice financier 1976-77 de l'implantation des moyens de radio-communication pour les parcs suivants:
 - Chibougamau
 - La Vérendrye
 - Papineau/Labelle
 - Port Daniel
 - Rimouski
 - St-Maurice
- la mise sur pied d'un réseau intégré de radio-communication, parc — faune — conservation, pour la région administrative de l'Outaouais.
- la planification préalable à la dotation de réseaux de radio-communication identiques pour les régions de:
 - Bas-St-Laurent / Gaspésie
 - Montréal
 - Québec
 - Trois-Rivières
- l'implantation saisonnière du système de communication par téléphone et TWX, utilisé par le bureau des réservations.

Statistiques administratives

Les budgets suivants ont été imputés à notre «Compte Travaux Publics» pour les projets réalisés:

Locations	\$127 500.00
Construction	100.00
Aménagement	176 800.00
Ameublement et décoration	149 700.00
	\$454 100.00

Compte Travaux Publics 1975/76

Locations

Alma	\$ 3 900
Amos	1 300
Beauceville	1 500
Chandler	6 600
Chibougamau	3 100
Dolbeau	3 600
Forestville	3 900
Gagnon	1 500
Granby	3 600
Grande Vallée	3 400
Havre St-Pierre	5 400
Joliette	3 700
Jonquière	2 800
Lac Mégantic	2 100
La Pocatière	900
La Sarre	1 000
Montréal	300
Mont Laurier	1 300
Québec (rue St-Jean)	6 300
Rimouski	1 500
Rivière-à-Pierre	3 000
Ste-Agathe-des-Monts	3 600
St-Raymond	1 300
Senneterre	2 300
Sept-Îles	4 600
Sherbrooke	4 800
Sorel	6 300
Thetford-Mines	1 800
Trois-Rivières	40 800
Victoriaville	1 100
Ville-Marie	200
	\$127 500

Compte Travaux Publics 1975/76

Aménagement

Hull (Entrepôt)	\$ 3 800
La Malbaie	6 200
Montréal (rue Fullum)	1 300
Québec (Place de la Capitale)	19 200
Québec (Entrepôt, rue Watt)	50 200
Rimouski	3 400
Rivière Beaudette (Comptoir)	5 300
Rouyn	1 400
Sept-Îles (Entrepôt)	500
Sorel (Comptoir)	1 500
Trois-Rivières	82 800
Victoriaville (Comptoir)	1 200
	\$176 800

Effectifs et budget Les effectifs du Service en place au 31 mars 1976, comportaient neuf (9) postes autorisés, tous occupés.

Le budget original approuvé pour le Service était de \$172 500.00 pour l'exercice financier 1975-76, principalement pour l'item traitement.

Les nouveaux budgets ajoutés aux budgets annuels de location déjà existants se sont élevés à \$152 000.00 pour l'exercice 1975-76 pour les nouveaux systèmes de communication.

Service du budget

Objectifs Le Service du budget doit assurer la conformité de la programmation, du déroulement et du contrôle budgétaire tant du côté des revenus que des dépenses. Il se doit en plus, d'assurer l'information requise aux autorités et gestionnaires selon le cas, au moyen de rapports, directives, procédures et études spéciales. De plus, le Service du budget agit comme agent de liaison entre le ministère et les organismes centraux de contrôle, tels: le Conseil du Trésor, le ministère des Finances, plus particulièrement pour les ententes avec le Contrôleur des Finances et le Service de la comptabilité relatives à la loi de l'administration financière et à l'établissement de la prévision des revenus.

Réalisations Au cours de l'exercice financier 1975-76, le Service a assumé ses responsabilités dans le champ de la programmation budgétaire, par la coordination des fonctions de planification, de programmation, de budgétisation et d'évaluation des demandes tout au cours des diverses phases du cycle budgétaire pour l'ensemble du ministère. Dans le secteur du contrôle budgétaire, cette action a plus particulièrement porté sur l'assistance technique aux diverses unités administratives, l'analyse et la synthèse des divers rapports budgétaires et l'analyse des demandes à incidence financière et contrats y afférant. Il faut noter que le Service du budget, en raison de la prise en charge de l'administration et de l'exploitation de l'Île d'Anticosti par le ministère, a eu à effectuer diverses analyses financières et budgétaires et à préparer les dossiers et mémoires de support aux demandes présentées dans le cadre de l'évolution des besoins pour satisfaire à son exploitation.

Le Service a commencé à se préoccuper de l'élaboration d'un plan de gestion financière pour l'ensemble du ministère, et par la suite pour chacun des programmes; voir à la préparation des estimés budgétaires pour l'exploitation des parcs au niveau des centres de responsabilité administratifs. Tous ces travaux devraient être terminés en 1976-77. De plus, dans le cadre de la revue des programmes pour l'année 1977-78, le Service aura à préparer un dossier d'évaluation de programmes pour l'exploitation de l'Île d'Anticosti et à superviser la rédaction d'un mémoire budgétaire pour l'Institut de Tourisme et d'Hôtellerie.

Effectifs Les effectifs du Service comprenaient 19 postes autorisés répartis comme suit: 1 cadre supérieur, 2 adjoints aux cadres, 9 professionnels, 7 employés de bureau et assimilés. 13 postes étaient occupés, 6 étaient vacants.

Service de la vérification interne

Objectifs Le Service de la vérification interne a pour objectif, d'assister les autorités du ministère dans l'exercice de leurs responsabilités par des analyses, des évaluations et des recommandations sur les transactions administratives, l'efficacité des contrôles, l'efficacité du personnel, ainsi que sur l'observance des moyens établis.

Réalisations Au cours de l'exercice qui s'est terminé, le 31 mars 1976, le Service s'est surtout attardé à étudier, à examiner et à évaluer l'étanchéité des systèmes et du contrôle interne; le tout conformément au plan de travail pré-déterminé. Chacun des mandats de vérification exécutés au cours de l'exercice, a fait l'objet d'un rapport aux autorités du ministère. Ces rapports faisaient état des déficiences constatées au cours des examens, tout en proposant les correctifs à apporter dans chacun des cas. Le Service a dû, au cours de l'année écoulée, répondre à des mandats spéciaux de la part de la direction du ministère, tout spécialement à l'Île d'Anticosti.

Effectifs Au début de l'exercice 1975-76, les effectifs du Service comprenaient: un cadre supérieur, trois professionnels, un agent-vérificateur et une secrétaire. En cours de période, un professionnel de l'unité a dû suppléer au chef de Service, en assurant l'intérim jusqu'à la nomination officielle du nouveau directeur.

Service du personnel

Objectifs Le Service doit opérer à travers deux (2) processus principaux de gestion du personnel qui sont: la dotation, les relations de travail et l'administration interne.

La dotation comprend les sous-secteurs des ressources humaines, du recrutement, avancement et promotion et le perfectionnement.

Les activités qui prédominent sont centrées sur: l'analyse et la planification des effectifs — la prévision des besoins de personnel — l'affectation — le recrutement — l'accroissement des connaissances des employés du ministère.

Les relations de travail et l'administration interne s'occupent de la participation aux négociations collectives, de l'application de ces mêmes conventions, et de la formation des gestionnaires. Ils regroupent aussi l'ensemble des systèmes administratifs portant sur la gestion du personnel: paie, assiduité, mouvement de personnel, classement des ouvriers.

Réalisations En plus d'assurer ses activités régulières de dotation, de relations de travail, de perfectionnement et de soutien administratif, le Service du personnel a mené à terme les initiatives suivantes:

1. L'intégration du personnel de maîtrise des ouvriers et l'étude des appels en matière de classement à la suite de cette intégration.
2. Participation à la négociation de la convention collective des professeurs.
3. Réunions d'information dans toutes les régions administratives afin d'informer les gestionnaires des dispositions des nouvelles conventions collectives des fonctionnaires et des ouvriers ainsi que des modifications à la convention collective des agents de la paix.
4. Inventaire des besoins en perfectionnement de personnel et préparation du plan annuel de mise en valeur des ressources humaines.

Un travail d'analyse d'effectifs à la Direction des parc a été entrepris. Les travaux reliés à cette étude pour le district de Québec seront terminés au début de l'exercice 1976-77, pour ensuite entreprendre ceux du district de Rimouski.

Effectifs Les effectifs autorisés du ministère sont passés de 1 981 postes en 1974-75 à 2 211 en 1975-76 et répartis de la façon suivante:

	1974-75	1975-76
Cadres et adjoints aux cadres supérieurs	52	53
Professionnels	228	281
Personnel académique	58	75
Personnel de bureau, techniciens et assimilés	700	814
Agents de la Paix	427	440
Ouvriers	516	548
	1 981	2 211

De plus, le ministère emploiera plus de 2 500 employés occasionnels et étudiants afin d'assurer ses opérations saisonnières à l'été 1976.

Services auxiliaires

Les Services auxiliaires comprennent les éléments suivants:

- Division de l'informatique
- Division du matériel
- Division de la gestion des documents
- Division des certificats et permis
- Division du courrier et de la reprographie
- Informatèque

Objectifs et programmes

Les Services auxiliaires ont pour mission de faciliter la réalisation des programmes du ministère par la rationalisation et le contrôle des moyens matériels, et apporter le soutien administratif requis pour l'acquisition de ces moyens en collaboration avec les organismes extérieurs.

L'exécution de ce rôle se situe à deux niveaux principaux. Tout d'abord, le Service dessert directement toutes les unités administratives du ministère en matière d'approvisionnement en plus d'assumer le contrôle de l'inventaire de certains équipements. Il est aussi responsable de l'émission des certificats du chasseur, des permis de chasse et de pêche et règlements pertinents, du contrôle des revenus provenant de la vente et règlements pertinents, du contrôle des revenus provenant de la vente des permis et des infractions aux lois de la chasse et de la pêche. Le soutien administratif en informatique, messagerie, reprographie, courrier, gestion des documents et informatèque se situe au niveau des Directions générales et services du ministère.

Budget

Le budget des Services auxiliaires pour le programme 07 (gestion) pour l'année fiscale 1975-76 était de \$1 186 400 dont \$327 900 pour le développement et l'exploitation des systèmes informatiques.

Les principales dépenses de fonctionnement se répartissent comme suit:

— traitements, salaires et allocations	\$982 840.
— services de transport et de communication	6 821.
— services professionnels, administratifs et autres	11 119.
— loyers	75 117.
— fournitures et approvisionnement	33 546.

Les dépenses de capital s'établissent à \$40 110. Une somme de \$305 620. fut dépensée en services informatiques dans le cadre des comptes ministériels. Enfin, les dépenses encourues pour l'impression des règlements et des permis de chasse et de pêche (programme 2) sont de \$70 070.

- Réalisations et projets** Parmi les réalisations majeures accomplies au cours de la dernière année, on compte :
- La mécanisation du système de consultation et de mise à jour en accès direct du fichier du demi million de chasseurs.
 - Le perfectionnement du système informatisé pour le contrôle des coûts d'opération des véhicules automobiles du ministère.
 - La mise en opération d'un centre des véhicules automobiles du ministère.
 - La mise en opération d'un centre de distribution dans le Québec métropolitain.
 - L'élaboration et la mise en oeuvre d'une politique ministérielle relative au type de pneus à être utilisés sur les véhicules du ministère.
 - L'élaboration de normes relatives à l'ameublement des résidences du ministère.
 - L'établissement d'un programme détaillé de gestion des documents comprenant l'inventaire quantitatif de la masse documentaire, le déclassement des documents et l'organisation du centre de pré-archivage.
 - La réalisation d'un fichier alphabétique et numérique pour plus de 25 000 dossiers administratifs.

Pour mieux atteindre ces objectifs et réaliser divers programmes et projets, les Services auxiliaires se proposent de :

- Prévoir les besoins en approvisionnement afin de faciliter les moyens d'obtention du matériel.
- Encourager les achats en masse soit sur demande ou par commande ouverte afin d'obtenir plus rapidement le matériel requis.
- Poursuivre l'implantation d'un système d'inventaire pour tout l'équipement de bureau et équipements motorisés du ministère.
- Continuer la standardisation des machines à dactylographier au sein de chaque unité administrative.
- Continuer l'implantation du système de classification idéologique des dossiers du ministère.
- Établir des délais de conservation pour tous les documents ministériels.
- Réaliser l'implantation d'un contrôle central des émetteurs des permis de chasse et de pêche et des revenus et des dépenses qui sont rattachés.
- Regrouper tous les véhicules administratifs de l'administration centrale sous le contrôle opérationnel du Service.

Division de l'informatique

Nous avons exploité régulièrement les systèmes d'émission du certificat du chasseur, d'enregistrement du gros gibier abattu, de contrôle de la pêche sportive et de renseignements touristiques. Nous avons implanté de nouveaux équipements, principalement à la saisie des données. Durant l'année, nous avons complété les développements informatiques des projets suivants:

- La consultation du fichier du certificat du chasseur par écran cathodique.
- L'inventaire des ressources touristiques et équipements de loisirs.
- La fréquentation des campings en 1974.
- L'enquête auprès des touristes américains.
- Le contrôle des coûts d'opération des véhicules automobiles du ministère.
- L'enquête auprès des amateurs de chasse sportive.
- Une banque de données sur les ensemencements dans les lacs et les rivières.
- Un nouveau système d'enregistrement du gros gibier.

De plus, au chapitre du développement les projets suivants ont été mis en oeuvre:

- Le système de mise à jour du fichier du certificat du chasseur par écran cathodique.
- Le système de traitement des émetteurs de permis de chasse et de pêche.
- L'enquête aux frontières sur les flux touristiques.
- L'enquête auprès des amateurs de pêche sportive.
- L'inventaire des détenteurs de droits de chasse et de pêche.

Pour la prochaine année, en plus d'entreprendre le développement de nouvelles applications, nous amorcerons une décentralisation de l'information contenue sur nos différentes banques de données.

Division du matériel

Au cours de l'année, la Division du matériel a analysé et acheminé 3 088 réquisitions au Service général des achats pour un montant de \$8 600 000.00; 2 698 achats en confirmations pour un montant de \$1 215 000.00 et 2 217 réquisitions de fournitures de bureau pour un montant de \$140 000.00. Le volume des transactions a augmenté d'environ 25% et le montant total est supérieur de 57% en rapport à 1974-75. Les principales dépenses en approvisionnement sont des matériaux de construction; des véhicules automobiles et pièces; du carburant; de l'huile et de l'essence; des impressions et de la papeterie; de l'alimentation (humaine et animale).

La Division, a de plus, analysé et acheminé 793 réquisitions pour 3 423 travaux d'impressions au Service de la reprographie du ministère des Communications, représentant 6 630 000 impressions soit, une augmentation d'environ 50% par rapport à l'année précédente.

Le Centre de distribution a expédié des publications du ministère pour 228 000 envois individuels comportant plusieurs publications, 12 100 envois massifs et plus de 7 000 colis postaux. De plus, ce secteur s'est occupé de 354 armes à feu confisquées reçues des agents de la conservation de la faune. Il a répondu à 1 659 demandes de formulaires en provenance des unités régionales, 2 552 demandes de vêtements du Service de la conservation et diverses demandes de transit pour le parc des Laurentides.

La Division a maintenu à jour les dossiers des 2 062 véhicules automobiles du ministère et compilé des informations avec le support informatique pour produire des rapports mensuels sur la performance de chacun.

Gestion des documents

Au cours de l'année, la Division a continué l'implantation du système de classement uniforme et tous les aspects de ce programme ont été ébauchés et dans certains cas, complétés. C'est ainsi qu'après avoir effectué un inventaire quantitatif de la masse documentaire complète à l'organisation fonctionnelle du Centre de pré-archivage, la Division a pu donner l'accent sur l'organisation du classement. La Division a réalisé un fichier alphabétique et numérique pour quelques 25 000 dossiers actifs comprenant les dossiers du personnel, les dossiers du Service de locations de droits de chasse et de pêche, les dossiers du Service de l'exploitation des Parcs et les dossiers des véhicules automobiles. Au cours de l'année, le chef de la Division a participé activement aux travaux d'un comité interministériel, sous l'égide du Conseil du Trésor, pour l'établissement des délais de conservation. Au cours de l'année se terminant le 31 mars 1976, la Division des documents avait effectué un total de 136 893 opérations de gestion de documents.

Division des certificats et des permis

Au cours de l'année, la Division a amélioré techniquement le mode de consultation et de mise à jour du fichier du certificat du chasseur. C'est ainsi que nous pouvons maintenant modifier par télétraitement n'importe lequel des 534 164 dossiers du chasseur inscrit au fichier. Les chasseurs se répartissent comme suit:

<i>Région administrative</i>	<i>Chasseurs</i>
Bas-St-Laurent, Gaspésie	42 265 (8%)
Saguenay, Lac-St-Jean	44 094 (8%)
Québec	97 362 (18%)
La Mauricie	44 557 (8%)
Cantons de l'Est	24 043 (5%)
Montréal	190 793 (36%)
Outaouais	34 362 (6%)
Nord-Ouest	32 489 (6%)
Côte-Nord	21 006 (4%)
Nouveau-Québec	3 193 (1%)

Plus de 100 000 transactions allant de changement d'adresse à une condamnation ont été effectuées sur le fichier, lequel comprend maintenant le code postal afin d'accélérer la manipulation du courrier. Au 31 mars, le nombre des chasseurs condamnés s'élevait à 1 227 et 9 553 duplicatas de certificats furent émis au cours de l'année.

Les recettes de l'année figurent comme suit:

Permis de pêche	\$2 557 919.69
Permis de chasse	3 051 449.20 (+9.1%)
Animaux en captivité	1 020.00
Certificats du chasseur	19 006.50
Règlements volontaires (infractions)	73 567.50
	\$5 702 962.89

D'autre part, 5 547 infractions aux lois de la chasse et de la pêche furent entendues par les tribunaux et ont rapporté \$306 803.00 en amendes imposées.

À la suite d'analyses techniques, la Division a recommandé l'implantation d'un système centralisé et informatisé afin de mieux contrôler les revenus et les dépenses provenant des permis de chasse et de pêche et des amendes pour infractions.

Au cours de la prochaine année, la Division se propose d'améliorer les moyens de sélection des dépositaires de permis et d'étudier la possibilité d'intégrer au fichier des chasseurs tous les rapports d'infractions aux lois de la chasse et de la pêche qui entraînent une condamnation.

Division du courrier et reprographie

En plus d'effectuer les tâches de messagerie interne et externe, cette Division a acheminé 1 041 566 pièces de courrier et a effectué 1 170 460 reproductions de polycopie. L'atelier mécanisé pour l'insertion et l'étiquetage des différents envois a effectué 533 482 opérations au cours de la même période.

Informatèque

Le projet pilote de l'informatèque, sous la responsabilité technique du ministère des Communications, s'est terminé au début de décembre 1975 à la suite des restrictions budgétaires. L'informatèque avait opéré à demi temps au cours de l'année et avait accueilli 764 visiteurs, effectué 463 prêts de documents et 403 recherches diverses. Il faut espérer que ce projet sera repris au cours de la prochaine année afin de pouvoir donner à nos employés, les services de documentation requis dans l'accomplissement de leurs tâches.

Effectifs Les effectifs autorisés de 91 fonctionnaires pour les Services auxiliaires se répartissent de la façon suivante:

- 1 directeur
- 11 professionnels
- 5 agents de maîtrise
- 11 techniciens
- 52 personnel de soutien administratif
- 11 personnel ouvrier

Autres services administratifs

Service de l'information

Service juridique

Service de l'information

Programme Chargé de diffuser l'information officielle émanant du ministère, et de maintenir les contacts nécessaires avec la presse spécialisée, le Service de l'information a, durant l'exercice financier 1975/1976, considérablement amélioré la teneur et la diffusion de sa revue de presse. Cette publication est devenue un outil de travail et de référence pour l'Association des journalistes et écrivains du Tourisme, ainsi que pour les chroniqueurs spécialisés en plein air, chasse et pêche. Ce document réalisé quotidiennement et mensuellement comprend tous les articles édités à travers la Province par l'intermédiaire de tous les quotidiens hebdomadaires et mensuels régionaux; tant de langue française que d'expression anglaise.

De plus, une section concernant la presse électronique a été ajoutée. Enfin, cette revue est expédiée aux universités et organismes intéressés, ainsi qu'à l'Office de tourisme du Canada qui en a fait la demande.

Des campagnes de presse portant sur la sécurité à la chasse, la sécurité à la pêche et les parcs ont été réalisées. Le Service a également amplifié la rédaction d'articles spécialisés paraissant dans Québec Chasse et Pêche, Plein Air, et de nombreux hebdomadaires régionaux. De fait, l'accent a été mis sur l'information régionale. Enfin, dans un but de prévention et d'éducation, les actes de braconnage ont été dénoncés.

Plusieurs courts métrages ont été réalisés en vue d'appuyer les conférences éducatives ou d'élaborer des montages audio-visuels et ceci à l'aide de quelque 2 000 diapositives. Enfin, les études portant sur une amélioration des communications tant internes qu'externes du ministère se sont poursuivies.

Budget et effectifs Pour l'année financière 1975-1976, le budget du Service totalisait un montant de \$168 500. Quant aux effectifs, ils se composaient de neuf personnes:

- 1 directeur,
- 4 agents d'information,
- 4 employés de bureau.

Service juridique

Objectifs Le Service juridique agit auprès du ministère et des fonctionnaires comme conseiller sur toutes matières touchant le domaine légal. Notamment, il s'occupe de la rédaction des textes légaux, engage des poursuites contre les contrevenants aux lois et règlements mis en application par le ministère, formule des opinions juridiques sur les demandes soumises par les fonctionnaires, prête son concours aux divers comités formés au sein du ministère, répond et informe les citoyens sur les diverses demandes qui lui sont adressées.

Fonctionnement Le Service est particulièrement chargé de la mise en application et de l'interprétation des lois ci-après énumérées et des règlements adoptés en vertu de ces dernières.

- LOI du Ministère du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche (S.R.Q., 1964, chapitre 199), modifiée par le Statut refondu du Québec 1967-68, chapitres 58 et 59 (Loi instituant le Conseil de la Faune).
- LOI de la Conservation de la Faune (Lois du Québec, 1969, chapitre 58, amendée par Lois du Québec 1970, chapitre 49 et Lois du Québec 1971, chapitre 60).
- LOI des Parcs provinciaux (S.R.Q., 1964, chapitre 201, modifiée par Lois du Québec 1971, chapitre 59).
- LOI de l'Hôtellerie (S.R.Q., 1964, chapitre 205, modifiée par Lois du Québec 1969, chapitre 59).
- LOI autorisant des prêts à certains pêcheurs commerciaux (Lois du Québec 1970, chapitre 50, modifiée par Lois du Québec 1971, chapitre 61).
- LOI des Pêcheries (S.R.C., 1970, chapitre F-14, modifiée par S.R.C., 1970, chapitre 17 (1^{er} supplément)).
- LOI sur la Convention concernant les oiseaux migrateurs (S.R.C., 1952, chapitre 179, modifiée par S.R.C., 1970, chapitre M-12).
- LOI concernant les agents de voyages (Lois du Québec 1974, chapitre 53).
- LOI concernant les logements offerts au public à l'occasion des Jeux Olympiques '76 (Lois du Québec, 1974, chapitre 77).

De plus, le Service juridique est responsable de la préparation des projets de lois qui relèvent du ministère et des divers règlements et arrêtés ministériels soumis au Conseil Exécutif.

Au cours de l'année 1975-76, les conseillers juridiques ont eu particulièrement à travailler sur les textes finaux des projets de la Loi-cadre des parcs et de la Loi du ministère du Tourisme, des Loisirs et des Parcs, projets qui sont actuellement devant la Législature pour étude et adoption.

Et, comme à chaque année, des modifications doivent être apportées aux règlements de la chasse et de la pêche, le Service juridique s'est vu confier la responsabilité de la rédaction de tous les projets et arrêtés en conseil visant la création de nouvelles réserves et l'approbation de divers projets d'acquisition et de construction à l'intérieur des parcs et réserves.

L'exercice financier 1975-76 a été l'année de la mise en vigueur de la Loi des agents de voyages et des règlements adoptés en vertu d'icelle. Le ministère faisant oeuvre de pionnier en ce domaine, il a fallu répondre à de nombreuses demandes de renseignements à caractère juridique, se prêter à des séances d'information et solutionner les multiples problèmes légaux, de sorte qu'un conseiller juridique a été mobilisé pour s'occuper de ces diverses activités.

En matière de contrats, sauf en ce qui concerne les acquisitions d'immeubles dont les mandats sont confiés à des notaires de la pratique privée sous la surveillance du Service juridique, les conseillers s'occupent de la préparation et de la révision de tous les contrats de différentes natures. Tous les documents contractuels doivent recevoir l'approbation du Service avant d'être soumis aux autorités.

Toutes les réclamations dirigées contre le ministère sont acheminées vers le Service juridique pour étude, et en dispose conformément à la Loi.

Les requêtes en indemnités et compensations pour dommage à autrui prévues à l'article 49 a et suivants de la Loi de la conservation de la faune, sont soumises, après une enquête du Service central des réclamations du ministère de la Justice, aux conseillers juridiques du ministère qui rejettent ou font la recommandation de paiement.

Le Service juridique s'occupe également de la perception des sommes dues au ministère. Il adresse les mises en demeure, confie le dossier au Service central des réclamations du ministère de la Justice, sur défaut de paiement et réclame des actions en justice, le cas échéant.

Quant aux accidents impliquant des véhicules du ministère, les rapports provenant des différents services sont transmis au Service juridique qui les complète au besoin, après vérification et informations, et les achemine aux assureurs et au Service central des réclamations du ministère de la Justice.

Les brefs de saisie-arrêt en main tierce sont signifiés au Service juridique qui informe immédiatement le Service du personnel, rédige les déclarations d'usage et les transmet à qui de droit.

Le Service fait aussi l'étude de tous les rapports transmis par les inspecteurs d'hôtellerie et les agents de conservation de la faune, relatifs aux infractions commises à l'encontre des lois et règlements sous la juridiction du ministère. Et depuis 1974, le Service compte une section qui s'occupe particulièrement des dossiers d'infractions.

Cette section qui est composée de deux attachés d'administration et de trois techniciens judiciaires est une aide indispensable au Service juridique et permet d'accélérer la procédure de règlement des dossiers. Lorsque le rapport de l'agent relatant les circonstances de l'infraction contient tous les éléments de preuve nécessaires, le Service procède sans délai à l'envoi d'un avis d'infraction au contrevenant ou à la remise d'un mandat à notre procureur pour poursuite, dépendant de la nature et de la gravité de l'infraction. Dans le cas d'éléments insuffisants de preuve, un complément d'enquête est réclamé et ces dossiers font l'objet d'un examen plus approfondi par un comité présidé par un conseiller juridique.

Les tableaux qui suivent établissent le nombre d'avis d'infractions et de poursuites intentées suivant les recommandations du Service juridique.

Effectifs Le Service juridique compte un effectif de trois conseillers juridiques dont un responsable, de deux attachés d'administration, de trois techniciens judiciaires et de huit sténos-dactylos.

Statistiques d'infractions — Chasse et pêche
Amendes imposées et causes entendues
 Année 1975-76

Région administrative	Amendes imposées	Nombre de causes	Arme à feu dans véhicule
Bas-St-Laurent — Gaspésie	\$49 932.00	663	87 18 600
Saguenay — Lac-St-Jean	\$23 237.00	428	36 9 600
Québec	\$51 306.00	1 077	71 18 000
Trois-Rivières	\$20 604.50	462	48 9 925
Cantons de l'Est	\$19 868.00	602	40 8 505
Montréal	\$25 556.00	516	32 7 575
Outaouais	\$50 858.00	666	91 23 700
Nord-Ouest	\$32 479.00	564	51 13 800
Côte-Nord	\$32 962.00	569	41 9 800
Totaux	\$306 802.50	5 547	497 119 505

Chasse sans permis	Chasse								Pêche				Prison
	Original	Chevreuril	Caribou	Fourrure	Perdrix	Autre gibier	Oiseaux migrateurs	Divers	Pêche sans permis	Saumon	Autres poissons	Causes classées	
8	24 2 275	40 7 300		6 250	12 400	9 1 075	5 90	47 1 615	79	236 13 858	197 4 469	84	3
18	14 1 775			16 1 125	21 700	2 75	10 285	55 2 145	80	13 415	261 7 117	19	
25	17 3 250	61 7 145		8 450	9 300	20 1 382	40 2 110	48 1 145	258	12 890	791 16 634	60	1
28	7 675			4 100	8 200	15 910	28 720	35 1 825	104		317 6 249.50	12	13
27	1 75	15 2 325		5 100	7 160	34 1 125	8 160	2 50	253		490 7 368	18	1
18	11 1 650	12 1 225		64 2 895	6 200	11 1 375	35 1 120	10 600	124		335 8 916	23	1
30	14 860	61 11 020		9 300	9 225	20 785	19 485	57 2 513	83		386 10 970	38	
9	49 4 195			11 600	8 200	9 525	2 20	38 1 910	121		396 11 229	26	
35	4 375	8 175	15 1 725	15 1 500	17 2 335	18 660	22 875	59 2 555	47	95 4 250	275 8 712	34	
198	141 15 130	197 29 190	15 1 725	138 7 320	97 4 720	138 7 912	169 5 865	351 14 358	1 149	356 19 413	3 448 81 664.50	314	19

Infractions — Loi de l'hôtellerie

Du 31 mars 1975 au 1er avril 1976

Régions	Nombre de causes	Hôtel-Motel	Restaurant	Camping	Casse-croûte	Causes rejetées ou retirées	Causes non terminées	Causes terminées	Amendes imposées
Abitibi	22	14	4	3	1	1	13	8	\$ 310.00
Gaspésie	21	7	7		7	2	2	17	\$ 418.00
Outaouais	43	12	12	18	1	2	10	31	\$1 004.00
Montréal	69	18	33	17	1	1	24	44	\$2 050.00
Québec	80	34	24	19	3	7	15	58	\$1 811.00
Saguenay — Lac-St-Jean	38	13	18	7		3	9	26	\$ 795.00
Cantons de l'Est	17	6	9	1	1	1	7	9	\$ 340.00
Trois-Rivières	20	3	11	5	1	3	1	16	\$ 468.00
Témiscamingue	6	5		1		1	3	2	\$ 35.00
Côte-Nord									
	316	112	118	71	15	21	84	211	\$7 231.00

N.B.
L'article «amendes» n'implique pas nécessairement que ces amendes aient été payées au cours de l'exercice financier, les tribunaux accordant quelquefois des délais. Par ailleurs, l'intimé, le cas échéant, peut opter pour la période d'emprisonnement également prévue au jugement.

Subventions 1975-76

Le ministère du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche verse ou est chargé du versement de subventions qui s'inscrivent sous neuf rubriques.

1. Subventions pour favoriser le tourisme

Chaque année, le ministère du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche dispose d'un budget qui lui permet de verser des subventions visant à favoriser le tourisme. Celles-ci ne sont pas statutaires et tout renouvellement doit faire l'objet d'une demande s'appuyant sur des documents spécifiques requis de l'organisme demandeur: états des revenus et dépenses du plus récent exercice financier complété, qui doivent être certifiés par un comptable agréé si la subvention sollicitée est de \$5 000 ou plus, ou assermentés devant un juge de paix s'il s'agit d'un montant inférieur à \$5 000; prévisions budgétaires pour l'exercice courant; liste des directeurs; exposé des objectifs à incidence touristique qui ont été atteints ou qui sont visés, selon le cas.

En principe, les demandes qui parviennent au ministère sont étudiées en fonction d'un éventail d'interventions: maintien de comptoirs de renseignements touristiques; organisation de festivals, carnaval et autres manifestations susceptibles d'attirer les touristes et de les retenir; mise en route de programmes de promotion; appui aux efforts de coordination des actions, au niveau régional, en ce qui a trait au tourisme; encouragement aux associations professionnelles (hôtellerie, restauration, pisciculture, camping et caravaning, etc.), stimulation du développement du tourisme populaire, etc. Cette énumération n'est pas limitative.

Ainsi que l'indique la liste ci-après, le ministère a versé en 1975-76 des subventions visant à favoriser le tourisme pour un montant total de \$682 141.29. Ce chiffre représente une forte diminution par rapport à l'exercice 1974-75. Ceci résulte principalement du fait que l'aide financière et annuelle versée à Terre des Hommes a pris fin au cours de cette dernière année.

01 — Bas-Saint-Laurent — Gaspésie

Corporation du Festival des Îles	\$ 4 000
Chambre de Commerce de Causapsal	1 000
Chambre de Commerce de Pointe-à-la-Croix	1 000
Chambre de Commerce des Îles de la Madeleine	5 000
Chambre de Commerce de Gaspé	1 200
Corporation municipale du Village de Mont-Saint-Pierre	300
Ville de Chandler	1 000

02 — Saguenay — Lac-Saint-Jean

Corporation du Festival du Bleuet du Lac-Saint-Jean, inc.	8 500
Corporation du Festival des Artisans de Sainte-Rose-du-Nord	1 000
Carnaval-Souvenir de Chicoutimi, inc.	20 000
Festivalma, inc.	4 000
Comité civil du Pageant aérien Saguenay — Lac-Saint-Jean	3 000
Comité des Croisières sur le Saguenay	2 000
Club nautique de Saint-Félicien, inc.	4 500
Les 10 jours Western de Dolbeau	5 000
La Traversée internationale du Lac-Saint-Jean, inc.	18 000
Club de natation du Saguenay, inc.	2 000
Le Saint-Félicien 500, inc.	4 100

03 — Québec

Carnaval de Québec, inc.	95 261,29
Festival de l'Oie Blanche de Montmagny, inc.	600
Festival d'Été de Québec, inc.	10 000
Chambre de Commerce de Montmagny	1 400
Corporation municipale de la paroisse de Baie-Saint-Paul	50 000
Comité des Loisirs de Saint-Siméon, inc.	2 000
Association de Chasse et Pêche de Saint-Anselme, inc.	3 500
Sports internationaux de Québec	30 000
Club de Chasse et de Pêche de Sainte-Marie, inc.	75 000
Club de Pêche de Saint-Georges, inc.	24 000
Charolais Champêtre, inc.	2 000
Tournoi international de Baseball Pee-Wee, inc.	2 000
Commission des Loisirs de Cabano	500
Conseil de Développement de la Chaudière	2 000
Communauté urbaine de Québec	10 000

04 — Trois-Rivières

Festival Western de Saint-Tite	18 000
Festivals de Nicolet, inc.	2 000
Festival de Chasse Optimiste de La Tuque, inc.	1 000
Chambre de Commerce de Nicolet	500
Chambre de Commerce de Trois-Rivières	5 000
Chambre de Commerce du comté de Drummond	1 000
Chambre de Commerce du Cap-de-la-Madeleine	1 200
Corporation municipale de Notre-Dame-de-Pierreville	2 000
Ville de La Tuque	1 500
Comité de Pêche Blanche de Baieville	2 000
Chambre de Commerce de Victoriaville-Arthabaska	2 000
Les 24 Heures de La Tuque, inc.	6 000
Grand Prix de Trois-Rivières, inc.	20 000
Classique internationale de Canots de la Mauricie, inc.	7 500

05 — Cantons de l'Est

Festival du Pain de Cookshire	1 000
Chambre de Commerce d'Asbestos	900
Cité de Magog	3 000
Ville de Sherbrooke	3 000
Comité touristique de Coaticook	600
Bureau des Congrès de Sherbrooke, inc.	30 000

06 — Montréal

Festival provincial de la Chasse, inc.	5 000
Chambre de Commerce de Rougemont	1 000
Chambre de Commerce du district de Saint-Hyacinthe	1 500
Chambre de Commerce du district de Joliette	2 450
Cité de Chambly	1 800
Ville de Beloeil	1 000
Comité de Développement touristique de Sainte-Béatrix	1 500
Club des Régates amateurs du Chenal-du-Moine, enr.	300
Office de Tourisme de Granby, inc.	4 500
Marathon international de Nage de Laval	5 000

07 — Outaouais

Festival du Printemps	10 000
Chambre de Commerce de Mont-Laurier	1 000
Comité d'Honneur de la Grande Fête	10 000
Comité organisateur de la Traversée à la nage du Lac Simon	230
Classique internationale de la Lièvre	500

08 — Nord-Ouest

Chambre de Commerce de Témiscaming	600
Ville de Malartic	1 000

09 — Côte-Nord

Festival du Caplan	1 000
Ville de Sept-Îles	1 500
Association touristique régionale de Manicouagan, inc.	12 000

Provinciales

Comité d'Organisation des jeux du Québec à Trois-Rivières	10 000
Association de l'Industrie touristique du Canada	2 000
Association des Hôteliers de la Province de Québec	17 000
Association des Restaurateurs du Québec	9 000
Association des Propriétaires de Terrains de camping et de Caravaning du Québec, inc.	3 000
Association des Professionnels en Activité physique du Québec	7 200
Société Vacances-Familles, inc.	60 000
Conseil de l'Hôtellerie et de la Restauration	10 000

682 141.29

2. Aide à l'hébergement touristique dans l'Est du Québec

En 1975-76, le ministère a continué d'agir comme maître-d'oeuvre d'un programme de subventions dont l'objectif est de stimuler les investissements, au chapitre de l'hébergement touristique, dans l'Est du Québec. Ce mode d'intervention s'inscrivait dans un ensemble d'actions visant au relèvement de l'économie dans le territoire placé sous l'égide de l'Office de Développement de l'Est du Québec et qui comprend une partie de la région du Bas-Saint-Laurent, la Gaspésie et les Îles-de-la-Madeleine.

Les premières subventions furent versées en 1973-74 pour un montant total de \$167 803.16, aide financière dont six entreprises ont bénéficié, ce qui se traduit par 122 nouvelles unités d'hébergement.

En 1974-75, les subventions se sont établies à \$341 172.58 et ont été versées à 15 entreprises, ce qui a permis la création de 249 unités additionnelles.

Nous donnons ci-après le tableau des subventions payées en 1975-76.

	Nouvelles unités créées	Montants
Auberge des Gouverneurs (Matane)	48	\$ 50 000
Motel Fleur-de-Lys (St-Omer)	6	9 200
Motel Universel (Rivière-du-Loup)	30	45 000
Motel Claude (Ville de Dégelis)	7	14 000
Motel Kiboutz, inc. (Ville de Dégelis)	16	24 000
Motel Thériault, inc. (Havre-aux-Maisons)	10	20 000
Auberge Les Trois-Soeurs (Percé)	12	18 000
Motel Vatel (Rivière-du-Loup)	4	4 408.29
Auberge sur Mer (Notre-Dame-du-Portage)	6	12 000
Château Granville (Rivière-du-Loup)	10	19 440
Hôtel Bourdage (Bonaventure)	14	28 000
Motel Leblanc (Carleton)	10	15 000
Restaurant La Vigie, inc. (Matane)	10	18 240
Total:	183	\$277 288.29

En trois exercices financiers, donc, 34 entreprises ont reçu pour \$786 264.03 de subventions, ce qui a permis l'addition de 554 unités d'hébergement à l'équipement hôtelier de la région.

3. Opération Placement

Au nombre des interventions du Gouvernement du Québec pour faire échec au chômage et pour faire bénéficier la collectivité de l'apport de citoyens qui, autrement, demeureraient tributaires de l'assistance sociale, le ministère du Conseil exécutif a lancé l'«Opération Placement». Il s'agit de programmes dont la réalisation fait appel à des économiquement faibles. Dans le cas de projets s'inscrivant dans le cadre du tourisme ou des loisirs de plein air, c'est par le truchement du ministère que les subventions sont versées. En 1975-76, celles-ci se sont établies comme suit:

Société zoologique de Saint-Félicien, inc.	\$ 57 600.00
Centre de Plein Air du Mont-Lac-Vert, inc.	48 683.79
Total:	\$106 283.79

4. Dépenses en immobilisation sous l'égide de l'ARDA

Zoo St-Felicien

\$158 000.00

Ces argents ont été utilisés pour l'acquisition des terrains nécessaires à l'agrandissement du territoire du zoo en vue de l'expansion des sentiers de nature.

5. Dépenses en immobilisation sous l'égide du programme des zones spéciales

Ville de Beauré

\$250 000.00

Dernière tranche d'une subvention de \$350 000.00 versée comme contribution du ministère à la construction du réseau communautaire d'aqueduc et d'égouts desservant les municipalités de St-Féréol-les-Neiges, Beauré et Mont Ste-Anne.

6. Dépenses en immobilisation sous l'égide de l'ODEQ

Municipalité de Price

\$15 000.00

Premier versement d'une subvention de \$30 000.00 afin de construire un réseau d'aqueduc pour alimenter en eau potable le parc de Métis.

7. Indemnisation des pêcheurs commerciaux du saumon de la zone Matane-Matapédia

Nos populations de saumon diminuaient d'une façon si alarmante en Gaspésie que le ministère du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche simultanément avec les autres provinces de l'Est du Canada opta pour la fermeture de la pêche commerciale dans la région la plus menacée du Québec, soit la Gaspésie.

Le programme de fermeture de la pêche commerciale de la Gaspésie a été planifié pour une période de cinq (5) années, soit 1972-1976. Les versements à quatre-vingt-dix-sept (97) pêcheurs commerciaux au montant de \$233 071. pour la saison de pêche 1975 s'inscrivaient donc dans le programme de fermeture de la pêche commerciale.

Ce programme de compensation fait le sujet d'une entente fédérale-provinciale dans laquelle il est établi que le ministère de l'Environnement du Canada rembourse les frais.

8. Dépenses en immobilisation dans le programme des fonds de développement de l'OPDQ

Ste-Anne-des-Monts	\$100 000.00
--------------------	--------------

Stabilisation des berges à l'estuaire de la rivière Ste-Anne-des-Monts et régalage des terrains.

Rimouski	\$50 000.00
----------	-------------

Contribution supplémentaire du ministère à l'aménagement en parc de la rive est de la rivière Rimouski. Une somme de \$925 000.00 a déjà été versée à la cité de Rimouski dans le cadre de ce projet.

9. Dépenses à partir des crédits réguliers

Reserve Ixworth	\$25 000.00
-----------------	-------------

Cette somme a été versée aux administrateurs de la réserve comme support financier dans la mise sur pied de sentiers de ski de fond et construction d'abris.

Ste-Anne de Sorel	\$4 500.00
-------------------	------------

Premier versement d'une subvention de \$189 500.00 afin de construire un réseau d'aqueduc reliant Ste-Anne de Sorel au terrain de camping construit à l'extrémité ouest de la dite municipalité.

Budget 1975-76

État comparatif des revenus et dépenses

État des revenus

Contrairement à l'année 1974-75, les revenus du ministère pour l'exercice financier 1975-76 montrent une augmentation de plus de 26.4% par rapport à l'exercice précédent. Tel qu'indiqué à l'état comparatif des revenus, le total des revenus encaissés pour 75-76, se chiffre à \$17.2 millions, comparativement à \$13.6 millions pour 1974-75.

Plusieurs facteurs ont contribué à cette hausse appréciable des revenus. On peut identifier entre autres les raisons suivantes:

1. Tel que mentionné dans le rapport annuel de l'an dernier, la faveur grandissante du public pour les activités de plein air offertes dans notre réseau de parcs et réserves nous a apporté une hausse de revenus pour ce secteur d'activités de plus de 15%, soit \$6.8 millions en 75-76, comparé à \$5.9 millions en 74-75.
2. Cette accentuation pour les activités de loisirs et de plein air, se reflète sensiblement dans la vente des permis de chasse et de pêche. L'an passé la vente de permis de chasse et pêche a résulté en des revenus de \$4.5 millions comparativement à des ventes pour plus de \$5.2 millions pour le présent exercice financier, soit une augmentation de 15%.
3. D'autre part, suite à l'acquisition de l'Île d'Anticosti par le Gouvernement du Québec, le ministère du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche a été chargé en date du 1er janvier 1975 de l'administration et de l'exploitation de ce territoire. Pour l'année considérée l'exploitation de l'Île d'Anticosti a rapporté des revenus s'élevant à \$1 689 257.00.
4. La location des droits de chasse et pêche a augmenté de \$350 000. Cette hausse est surtout reliée à des délais d'encaissements, qui se contrebalancent sur une base de deux années, ou de la durée des taux de location.
5. Dans le secteur Tourisme, la mise en application de la loi des agents de voyages nous amène une nouvelle source de revenus. Les droits reliés à l'émission de permis aux agents de voyages ont rapportés en 75-76 \$65 850. Notons également une hausse de \$130 000 au niveau de la vente du permis d'hôtellerie. Cette hausse est reliée principalement à la majoration du coût des permis dû à une nouvelle reclassification des permis d'hébergement et de restauration.

État des revenus et dépenses

État des dépenses

L'état comparatif des dépenses brutes du ministère fait voir une augmentation de \$43.7 millions en faveur de l'année financière 75-76, par rapport aux dépenses effectuées au cours de l'exercice 74-75. En fait les dépenses du ministère pour 74-75, soit \$66.5 millions sont passées à \$110.2 millions, une majoration de plus de 65.7%.

Les deux tiers de cette augmentation, soit \$27.7 millions, ont servi à défrayer le coût d'achat de l'Île d'Anticosti, les divers coûts reliés à l'administration et l'exploitation de ce territoire en fonction des activités de chasse et de pêche, de villégiature, des services à la population locale et des divers travaux d'immobilisations.

De plus, les dépenses en immobilisations du ministère, programme 06-01 incluant les coûts de fonctionnement du Service général de la recherche et du développement, ont augmenté de \$7.3 millions.

Deux autres programmes ont bénéficié d'un accroissement des dépenses appréciables. L'exploitation du réseau de parcs, réserves et d'établissements touristiques, a vu ses dépenses passer de \$18.2 millions en 74-75 à \$23.9 millions en 75-76. Cette augmentation des dépenses va de pair avec la demande croissante du public pour les activités de plein air et a servi en plus à satisfaire aux augmentations salariales du personnel.

D'autre part, l'occupation de la nouvelle bâtisse de l'Institut de Tourisme et d'Hôtellerie en septembre 75, les augmentations de la clientèle étudiante, les services y afférents, le coût des préparatifs pour l'ouverture de l'hôtel d'application ont nécessité des déboursés de beaucoup supérieurs aux crédits de 74-75. Il en est résulté une augmentation de \$1.4 million dans les dépenses effectuées au programme 05 pour l'année 75-76, par rapport à celle de l'année financière 74-75.

Ministère du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche

État des revenus

	1974/75	1975/76
Privilèges, honoraires, licences, permis et divers		
Direction générale du tourisme		
Loi de l'hôtellerie	\$ 694 092	\$ 823 543
Agences de voyages		65 850
Formation professionnelle	74 940	87 360
	769 032	976 753

État des revenus (suite)

	1974/75	1975/76
Direction générale des parcs, de la chasse et de la pêche		
Direction de la chasse et de la pêche		
Permis de chasse sportive	2 411 713	2 853 428
Permis pour garder les animaux sauvages en captivité	1 629	877
Permis de commerce des pelleteries	35 960	37 375
Permis à des organismes licenciés	23 636	28 711
Droits régaliens sur fourrures	117 631	93 809
Ligne de trappe	13 611	13 658
Permis de pêche sportive	2 065 279	2 306 549
Permis de pêche commerciale au saumon	3 316	2 011
Location de territoires de pêche et chasse	490 269	843 871
Primes d'assurance sur permis de chasse et pêche	711 217	720 272
	5 874 261	6 900 561
Direction des parcs		
Exploitation des parcs et campings	4 576 285	5 410 399
Exploitation du Mont Ste-Anne	1 284 916	1 385 697
Admission au Jardin Zoologique	147 353	145 275
Location d'immeubles	9 874	9 105
Exploitation de l'Île d'Anticosti		1 689 252
Aquarium	51 674	60 943
	6 070 102	8 700 671
Ventes et services		
Publications officielles et documents divers	22 272	41 709
Matériel	50 223	104 118
Pension	2 215	1 484
Vente d'immeubles	276	8 650
Vente d'animaux	1 667	2 543
	76 653	158 504
Amendes et confiscations		
Lois de la Chasse et de la Pêche	75 888	75 345
	75 888	75 345
Recouvrements		
Dépenses des années antérieures	28 387	117 648
Indemnités pour dommages	29 237	21 080
	57 624	138 728

État des revenus (suite)

	1974/75	1975/76
Contributions du Gouvernement du Canada		
Aménagement rural et développement agricole	3 082	
Développement de l'Est du Québec	251 463	
Étude sur les flux touristiques du Québec	112 300	25 000
Indemnisation aux pêcheurs commerciaux de saumon	235 933	233 071
Zones spéciales	18 802	
	621 580	258 071
Autres revenus		
Inventaire de la faune de la Baie James	69 683	
Total	\$13 614 823	\$17 208 633

Ministère du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche
Sommaire par programme et élément de programme

	1974/75 Dépenses	Budget modifié	1975/76 Dépenses
01- Maintien et amélioration de la faune			
01- Inventaire et recherche	\$ 2 880 100	\$ 3 483 900	\$ 3 386 600
02- Amélioration de la faune	1 105 100	1 540 900	1 428 400
Total	3 985 200	5 024 800	4 815 000
Déductions:	(308 700)		
Total net	3 676 500	5 024 800	4 815 000
02- Protection de la faune			
01- Réglementation et délivrance des permis	783 400	1 404 600	1 233 100
02- Surveillance des chasseurs et pêcheurs	7 767 000	9 416 800	9 203 300
03- Locations des droits de chasse et pêche	188 100		
Total	8 738 500	10 821 400	10 436 400
Déductions	(711 200)		
Total net	8 027 300	10 821 400	10 436 400
03- Promotion touristique			
01- Clientèle individuelle	1 292 100	1 825 100	1 647 200
02- Clientèle de groupe	707 500	871 300	662 300
03- Autres productions publicitaires et direction	914 300	1 401 200	1 000 700

Sommaire par programme et élément de programme (suite)

	1974/75 Dépenses	1975/76 Budget modifié	Dépenses
Total	2 913 900	4 097 600	3 310 200
Déductions	(216 800)		
Total net	2 697 100	4 097 600	3 310 200
04- Service à la clientèle			
01- Accueil	3 275 400	1 861 400	1 799 300
02- Surveillance et amélioration de l'hébergement et de la table	1 296 600	1 637 400	1 427 200
03- Aide financière à T.D.H.	2 702 900		
04- Hébergement Québec Olympique 76	1 206 200	2 930 000	2 872 000
Total	8 481 100	6 428 800	6 098 500
Déductions	(352 200)		
Total net	8 128 900	6 428 800	6 098 500
05- Formation professionnelle			
Total	1 846 400	4 026 400	3 222 700
Déductions	(209 500)		
Total net	1 636 900	4 026 400	3 222 700
06- Réseau de parcs, réserves et d'établissements touristiques et récréatifs			
01- Implantation du réseau	19 044 200	34 085 000	24 457 700
02- Exploitation du réseau	18 237 300	23 952 500	23 670 200
03- Île d'Anticosti		28 125 100	27 726 100
Total	37 281 500	86 162 600	75 854 000
Déductions	(16 176 300)		
Total net	21 105 200	86 162 600	75 854 000
07- Gestion interne et soutien			
01- Direction	3 266 300	846 600	813 000
02- Soutien administratif		3 900 300	3 728 100
03- Recherche, développement		2 145 900	1 928 800
Total	3 266 300	6 892 800	6 469 900
Déductions	112 300		
Total net	3 154 000	6 892 800	6 469 900
Total brut du Ministère	\$66 515 900	\$123 454 400	\$110 206 700
Crédits non utilisés			\$13 247 700

Sommaire par programme et élément de programme (suite)

Dépenses par super-catégorie et catégorie	1974/75	1975/76	Dépenses Total
	Dépenses Élément 01	Budget modifié Élément 02	
01- Maintien et amélioration de la faune			
Fonctionnement			
01- Traitements	\$2 186 400	\$ 690 700	\$2 877 100
02- Autres rémunérations	225 100	248 000	473 100
03- Communications	203 400	28 300	231 700
04- Services	137 500	20 200	157 700
05- Entretien	68 000	75 500	143 500
06- Loyers	17 900	19 000	36 900
07- Fournitures	186 800	271 400	458 200
	3 025 100	1 353 100	4 378 200
Capital			
08- Équipement	128 400	75 300	203 700
Transfert			
10- Transfert	233 100		233 100
Total	3 386 600	1 428 400	4 815 000
02- Protection de la faune			
Fonctionnement			
01- Traitements	384 100	6 411 700	6 795 800
02- Autres rémunérations	44 700	422 600	467 300
03- Communications	130 300	515 600	645 900
04- Services	505 700	53 400	559 100
05- Entretien	6 800	370 000	376 800
06- Loyers	6 100	33 300	39 400
07- Fournitures	81 700	788 400	870 100
	1 159 400	8 595 000	9 754 400
Capital			
08- Équipement	73 700	608 300	682 000
Total	1 233 100	9 203 300	10 436 400

Sommaire par programme et élément de programme (suite)

		1974/75	1975/76	
		Dépenses	Budget modifié	Dépenses
03- Promotion du tourisme				
Fonctionnement				
01- Traitements	55 900	300 700	80 100	436 700
02- Autres rémunérations	3 800	16 900	25 500	46 200
03- Communications	1 517 200	223 000	746 200	2 486 400
04- Services	41 300	118 100	119 200	278 600
05- Entretien			100	100
06- Loyers	24 700	2 900		27 600
07- Fournitures	1 200	700	5 500	7 400
	1 644 100	662 300	976 600	3 283 000
Capital				
08- Équipement	3 100			3 100
Transfert				
10- Transfert			24 100	24 100
Total	1 647 200	662 300	1 000 700	3 310 200
04- Service à la clientèle				
Fonctionnement				
01- Traitements	595 300	906 500	27 000	1 528 800
02- Autres rémunérations	285 300	49 300	153 600	488 200
03- Communications	64 300	155 100	313 300	532 700
04- Services	31 500	24 000	2 032 100	2 087 600
05- Entretien			42 100	42 100
06- Loyers	2 500	300	149 600	152 400
07- Fournitures	28 600	13 500	104 600	146 700
	1 007 500	1 148 700	2 822 300	4 978 500
Capital				
08- Équipement	3 400	1 400	49 500	54 300
Transfert				
10- Transfert	788 400	277 300		1 065 700
Total	\$1 799 300	\$1 427 400	\$2 871 800	\$6 098 500

Sommaire par programme et élément de programme (suite)

	1974/75 Dépenses	Budget modifié	1975/76 Dépenses
05- Formation professionnelle			
Fonctionnement			
01- Traitements			1 551 800
02- Autres rémunérations			191 600
03- Communications			31 200
04- Services			328 100
05- Entretien			117 900
06- Loyers			30 500
07- Fournitures			713 600
11- Autres dépenses			113 100
			3 077 800
Capital			
08- Équipement			144 900
Total			3 222 700
06- Réseau de parcs, réserves et d'établissements touristiques et récréatifs			
Fonctionnement			
01- Traitements	7 192 300	758 000	7 950 300
02- Autres rémunérations	8 458 700	1 120 900	9 579 600
03- Communications	463 600	359 100	822 700
04- Services	658 400	366 200	1 024 600
05- Entretien	678 200	26 600	704 800
06- Loyers	826 800	282 000	1 108 800
07- Fournitures	3 835 900	1 819 400	5 655 300
11- Autres dépenses	104 600		104 600
	22 218 500	4 732 200	26 950 700
Capital			
02- Autres rémunérations	218 700		218 700
03- Communications	21 500	18 500	40 000
04- Services	2 684 600	36 500	2 721 100
06- Loyers	199 700		199 700
07- Fournitures	231 500		231 500
08- Équipement	129 800	1 451 700	2 139 400
09- Immobilisations	20 374 400	22 381 000	42 755 400
	23 860 200	1 451 700	48 305 800

Sommaire par programme et élément de programme (suite)

		1974/75 Dépenses	Budget modifié	1975/76 Dépenses
Transfert				
10- Transfert	597 500			597 500
Total	24 457 700	23 670 200	27 726 100	75 854 000
07- Gestlon Interne et soutien				
Fonctionnement				
01- Traitements	680 800	3 141 000	1 159 500	4 981 300
02- Autres rémunérations	47 400	247 600	137 000	432 000
03- Communications	50 900	71 000	112 600	234 500
04- Services	16 400	23 900	403 200	443 500
05- Entretien	1 400	14 400	7 600	23 400
06- Loyers	400	101 600	20 700	122 700
07- Fournitures	14 800	81 000	69 200	165 000
08- Equipement	900			900
	813 000	3 680 500	1 909 800	6 403 300
Capital				
08- Equipement		47 600	19 000	66 600
Total	\$813 000	\$3 728 100	\$1 928 800	\$6 469 900

**Organigramme
Ministère du Tourisme,
de la Chasse et de la Pêche**

